



BASTIÉ / VITRY LA DROITE LA PLUS BELLE DU MONDE ?

CAUSEUR.fr

CAUSEUR

AVOIR TORT AVEC ZEMMOUR

**LA CENSURE,
UNE INSULTE
À LA FRANCE**

**ENQUÊTE :
MIGRANTS
À QUI PROFITE
LE DRAME ?**



ISSN 1966-6055

Belg : 6,60 € - Lux : 6,60 € - Suisse : 10,60 CHF - Canada : 12,50 CAD - Maroc : 66 MAD - Dom surface : 6,60 €

www.causeur.fr – Surtout si vous n'êtes pas d'accord – mensuel n° 61 – octobre 2018

M 02252 - 61 - F : 5,90 € - RD



RETROUVEZ-NOUS AUSSI SUR CAUSEUR.FR

Chaque jour des points de vue originaux et impertinents sur l'actualité.



SUR ORDINATEUR, TABLETTE ET MOBILE



Retrouvez chaque jour
de nouveaux articles
accessibles gratuitement.



Profitez du confort de
lecture : modifiez la police,
zoomez...



Partagez les articles avec
vos proches : via e-mail,
Facebook, Twitter.

ET POUR LES ABONNÉS NUMÉRIQUES

Causeur en illimité

Les articles
en accès libre
+ les articles réservés
aux abonnés.

L'édition papier en avant première

Votre magazine
disponible en ligne
la veille de sa sortie
en kiosque.

Accès aux archives

Tous les anciens
magazines
et articles en ligne.

Pas de publicité

Un plaisir
de lecture
sans publicité.

ELLES VONT FAIRE DES BÉBÉS TOUTES SEULES

L'une des passions les mieux partagées par les êtres humains consiste à se mêler de la vie de leurs contemporains. Si possible en édictant des flopées d'interdits et de sanctions afférentes à leurs violations. Il suffit d'allumer sa radio ou sa télévision pour entendre un expert sommer nos parlementaires de voter un texte prohibant telle substance nocive ou tel comportement répréhensible ou dangereux, comme conduire une vieille bagnole, utiliser des sacs en plastique ou zyeuter les seins des filles dans la rue. Oublions ici les pétitions et autres mobilisations destinées à faire disparaître du paysage tout point de vue sortant un tant soit peu des clous, qui sont l'objet de notre dossier Zemmour (p. 36-47). Cette frénésie de la réglementation et du contrôle, qui autorise tout un chacun à se faire le médecin, le prêtre ou le nutritionniste de son prochain, se déploie tous azimuts, mais avec une prédilection particulière pour les domaines du sexe et de la nourriture. Ainsi est-il régulièrement question d'interdire le sel, les bonbons ou la « junk food ». Ou d'instaurer des cours de bien-manger à l'école dans l'espoir que les enfants rééduqueront leurs parents en leur jetant leurs surgelés à la figure. Comme nous n'avons pas non plus droit à l'amour tarifé ou à la drague lourde et que les élèves se verront bientôt proposer des cours de consentement, peut-être devront-ils aussi montrer à leurs géniteurs ce qu'est le bien-baiser. Qui ne rêverait d'une humanité délivrée de ses vices. Vous et moi – ce n'est pas rien.

Beaucoup de ces règles, comme l'interdiction de conduire bourré ou, que Muray me pardonne, de fumer dans les bars, sont certainement salutaires dès lors qu'elles contribuent à civiliser les rapports sociaux. Mais chez certains, que l'on croise souvent dans le milieu associatif, convaincre leur prochain de mener une vie saine, écologique, sans gluten ou sans tabac devient une croisade personnelle. Aussi n'hésitent-ils pas à vous pourrir la vie pour vous la rendre meilleure. Curieusement, il est un domaine de l'existence humaine qui échappe à cette libido de surveillance et de punition, c'est la procréation. Alors qu'est supposé commencer le débat sur l'extension de la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules avant le vote d'une loi, prévu pour début 2019, pour les médias, la messe est dite : faire des enfants, c'est l'affaire de chacun. C'est mon choix. Les Français sont régulièrement invités à aller fouiner dans les déclarations de revenus de leurs concitoyens, à

vérifier qu'ils partagent équitablement les tâches ménagères avec leur coquin/coquine, qu'ils déposent leurs bouteilles dans la bonne poubelle et qu'ils ne louchent pas sur les seins de la boulangère. Mais s'agissant des structures élémentaires de la parenté et des règles de la filiation, c'est-à-dire de la façon dont les noms, les biens et les secrets se transmettent, chacun fait ce qu'il veut. Drôle de conception de la vie en société, si inquisitoriale d'un côté et si libérale de l'autre. Et qui oublie de surcroît qu'on ne change pas l'anthropologie par décret. Ni la biologie d'ailleurs.

On peut certes décréter par voie législative que des femmes seules ou en couple peuvent avoir des enfants, la recette de base pour confectionner un humain n'a pas changé, il faut toujours un ovule et un spermatozoïde, c'est-à-dire, au départ, un homme et une femme. Un couple de femmes – et a fortiori une femme seule – qui souhaite avoir un enfant est bien obligé de recourir à un prestataire extérieur pour se procurer l'ingrédient manquant. C'est précisément ce qu'il s'agit d'occulter. Dans la version étendue qui est aujourd'hui dans les tuyaux, la PMA permet de fantasmer qu'on a fait un bébé toute seule, ou entre femmes. Réduite à un tube à essai, la présence de l'homme ne risque pas de contre-carrer la toute-puissance maternelle. (De ce point de vue, la GPA, c'est-à-dire le recours aux mères porteuses pour les couples d'hommes, est moins radicale, car elle n'élimine pas la présence féminine). Quant à la multiplication probable de familles monoparentales qui n'ont pas donné d'excellents résultats éducatifs jusque-là, elle ne semble inquiéter personne.

On a parfaitement le droit de penser que l'humanité est mûre pour en finir avec la reproduction sexuée. Prétendre que cela ne change rien dénote une sacrée mauvaise foi ou une inconscience étonnante, mais permet de dénoncer les réfractaires et les hésitants comme des ennemis du progrès. Quoi qu'il en soit, la pauvreté des arguments avec lesquels nous sommes conviés à faire le grand saut a de quoi faire peur. Il n'est question que de désir, d'amour, d'envie, c'est-à-dire de sentiments et de droits qui ne regardent personne d'autre que la ou les candidates à la maternité. Quand je veux si je veux comme je veux : on s'étonne tout de même un peu de l'enthousiasme de la vieille gauche pour ce nouveau droit à l'enfant produit par la conjonction d'un libéralisme débridé et d'un individualisme forcené. •

CAUSEUR

Directeur de la publication
Gil Mihaely

Directrice de la rédaction
Élisabeth Lévy

Directeur adjoint de la rédaction
Daoud Boughezala

Rédaction en chef
Kevin Erkeletyan, Jérôme Leroy (pages culture).

Rédaction
Hervé Algalarrondo, Sami Biasoni, Cyril Bennasar, Laurent Cantamessi, Paulina Dalmayer, David Desgouilles, Alain Finkelkraut, Jean-Luc Gréau, Basile de Koch, Roland Jaccard, Jean-Paul Lillienfeld, Patrick Mandon, Olivier Ranson, Frédéric Rouvillois.

Correction
Frédéric Baquet

Secrétaire de rédaction
Cécile Michel

Ont participé à ce numéro
François-Xavier Ajavon, Jean Chauvet, Alain Destexhe, Lucien Ehrard, Patrice Jean, Pierre Lamalattie, Patrick Mandon, Aurélien Marq, Frédéric de Natal, Alain Nueil, Mark Porter, Ana Pouvreau, Erwan Seznec.

Direction artistique
Aymeric Dutheil

Iconographie
Alexandre Denef

Direction marketing et commerciale
Marina Leroux
Charles Lévy
Adrien Paviot
01 84 79 01 34

Distribution
Presstalis

Gestion de la diffusion en points de vente
BO Conseil Analyse Média Etude
Otto Borscha - oborscha@boconseilame.fr
09 67 32 09 34 (contact points de vente)

Abonnements et anciens numéros :
www.causeur.fr/boutique
01 84 79 01 35
(Du lundi au vendredi 10h – 17h)
ou clients@causeur.fr

Impression
Berger Levraut Graphique
2780, route de Villey Saint-Étienne
54200 Toul

Image de couverture
©MEYER/Leextra via Leemage

Causeur est édité par Causeur.fr
SAS au capital de 101 900 euros - RCS Paris
Siret 504 830 969 000 29 Naf 5814 Z.
Dépôt légal à parution - ISSN 1966-6055.
Commission paritaire : 0320 D 90295.
Enregistrement CNIL 1296122.
32, rue du Faubourg-Poissonnière
75010 Paris
01 84 79 01 35 / info@causeur.fr
www.causeur.fr

SOMMAIRE N° 61 – OCTOBRE 2018

3

L'éditorial d'Élisabeth Lévy

Elles vont faire des bébés toutes seules

14

Droite, la guerre culturelle n'est pas terminée

Daoud Boughezala

18



Bastie-Vitry La droite peut-elle gouverner sans se trahir ?

Débat animé par Daoud Boughezala et
Élisabeth Lévy

24

Les racines de l'islamisme sont dans l'islam

Aurélien Marq

27

Notre déclin et l'empire américain

David Desgouilles

28

Cambriolage, l'école du crime

Propos recueillis par Gil Mihaely

Entretien avec le général Patrice Bayard

30

Angleterre, le royaume de la double peine

Ana Pouvreau et Mark Porter

32

Sri Lanka, Colombo chevauche les tigres

Alain Destexhe

LA CENSURE, UNE INSULTE À LA FRANCE

38



Accusé Zemmour, taisez-vous !

Élisabeth Lévy

42

Zemmour, romancier national

Gil Mihaely

46

De quoi Hapsatou est-il le prénom ?

Cyril Bennasar

MIGRANTS, À QUI PROFITE LE DRAME ?

50

Immigration, une chance pour le populisme

Élisabeth Lévy

52

ONG, le business du cœur

Erwan Seznec

60

Pierre Henry

« Il n'y a pas de marché de l'accueil des migrants »

Propos recueillis par Daoud Boughezala

64

Immigration, les médias nous mènent en bateau

Ingrid Riocreux

CULTURE & HUMEURS

70



Chalon et ses drôles de dames

Propos recueillis par Patrick Mandon

Entretien avec Jean Chalon

74

Finkielkraut, spécialiste et humaniste

Paulina Dalmayer

76

Au secours, Choron revient !

Daoud Boughezala

78

Péché d'orgueil

Paulina Dalmayer

80



Grayson Perry, l'art délicat du mauvais goût

Pierre Lamalattie

84

L'eire des paradoxes

Jérôme Leroy

88

Il était une fois le western œdipien

Alain Nueil

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse

**Prochaine parution :
le 7 novembre 2018**

Le jeu dont vous êtes le migrant

Par Paulina Dalmayer



« Go back to where you came from ! » (« Rentrez chez vous ! ») : ce n'est pas le slogan expéditif d'un nouveau parti populiste, mais le titre d'une émission de télé-réalité diffusée cet automne sur la première chaîne privée polonaise TVN, qui se donne pour mission de démonter les préjugés du public sur l'immigration clandestine.

Le pays tout entier est ainsi invité à regarder durant six soirées consécutives ce reality-show pour comprendre comment on peut traverser des frontières sans passeport, sans argent ni même téléphone portable. Tel est le défi lancé, lors de la première saison, à une poignée de participants triés sur le volet, qui suivront l'itinéraire inverse de celui des migrants, partant d'Europe vers le Moyen-Orient. Signalons que les Polonais ne sont pas les inventeurs du concept. Les producteurs locaux se sont contentés d'adapter une formule qui a fait ses preuves en Australie, où la chaîne SBS a montré de faux clandestins se faisant tirer dessus en Syrie. Magie de la télévision, tout le monde a heureusement survécu.

Dans sa version polonaise, l'expédition traversera plusieurs pays européens, se frottera au traitement déshumanisant des centres de rétention, puis passera par le Liban avant de parvenir à sa destination finale au Kurdistan. « Les gens verront, au lieu de terribles envahisseurs, des êtres humains soumis à des épreuves terrifiantes. Certes, notre programme ne modifiera pas la politique ultra stricte du gouvernement polonais face à l'immigration. Mais peut-être bien qu'il changera au moins le regard de quelques-uns, et ce sera déjà ça », a sobrement escompté un des producteurs.

L'espoir fait vivre. Pour l'instant, les micros-trottoirs ne traduisent aucune évolution humaniste de l'opinion publique. « Comment ça s'appelle déjà ? Rentrez chez vous ? Si seulement ils voulaient l'entendre... », affirment les commentaires les plus modérés. •

Oh, oh, oh jolies poupées...

Par Lucien Ehrard

Après avoir ouvert une maison close de poupées à Barcelone, la société Lumidolls a importé la formule à Turin début septembre. Le catalogue de ce lupanar « digisexuel » propose différentes prestations avec des créatures robotiques de toutes les races, moyennant 100 euros de l'heure. Pour les clients les plus possessifs, une vente au détail est même prévue (chaque exemplaire coûte entre 1 000 et 2 000 dollars). Au nord d'une Italie très catholique où les bordels sont illégaux, mais la prostitution monnaie courante, ces partenaires toujours consentants éveillent déjà l'intérêt des CSP+ aux bourses bien remplies.

Dans cet « espace ludico-sexuel » qui se présente comme un appartement de famille, huit poupées « résistantes à l'eau » (sic) attendent les Turinois pour satisfaire toutes leurs envies. Derrière un prénom japonisant, la sémiante Arisa cache des mensurations d'anorexique siliconée : avec 1,68 m, 36 kg et un bonnet D, elle dispose d'une « peau douce et d'un corps articulé qui te permettront de profiter d'elle dans toutes les positions que tes fantasmes peuvent imaginer », annonce le site de cette maison de tolérance. Et la boutique virtuelle de détailler les « sensations uniques et surprenantes » procurées par les trois orifices de la péronnelle. Comme la maison n'est pas sexiste, elle propose aussi les services du viril Alessandro, dont le « corps athlétique et musclé, entièrement personnalisable, offre plusieurs tailles de pénis adaptables, de 13 cm à 18 cm » (la largeur n'est pas précisée). Certaines associations italiennes antiprosstitution, qui fulminent contre le ministre de l'Intérieur Matteo Salvini, favorable à la réouverture des maisons closes avec de vraies femmes, s'insurgent aussi contre les prostituées de synthèse.

Une controverse similaire a agité Paris ces derniers mois, après l'ouverture d'un bar à hôtesse en latex, les poupées Xdolls. Jamais en retard d'une croisade hygiéniste, des élus communistes se sont joints aux féministes du Nid, association abolitionniste d'inspiration catholique. Sûre de sa cause, l'avocate Lorraine Questiaux, qui émerge simultanément au PCF et au Nid, pratique l'amalgame à grande échelle : « En France, chaque année, 86 000 femmes sont violées. Ce n'est pas un sex-shop, c'est un lieu où on génère de l'argent et où on simule le viol des femmes. » Reste à savoir si elle s'offusquerait de savoir que les poupées Xdolls sont toiletées au karcher. •

Balance ton républicain !

Par Gil Mihaely



Elle se souvient du moindre détail. C'était il y a trente-six ans. Elle avait 15 ans, lui 17. Pendant une fête, il l'avait entraînée dans une pièce isolée, l'avait allongée sur le lit, déshabillée et essayé de la violer pendant une fête, jusqu'à ce qu'un autre invité intervienne et repousse son bourreau. L'agresseur présumé nie catégoriquement.

Précisons que celui-ci s'appelle Brett Kavanaugh et qu'il s'agit d'un juge fédéral américain que Donald Trump voudrait nommer à la Cour suprême. Cerise sur le gâteau, ce conservateur apprécié du président a travaillé aux côtés du procureur Kenneth Starr, le magistrat qui menait l'enquête contre Bill Clinton dans l'affaire Monica Lewinsky.

L'accusatrice, c'est Christine Blasey Ford, professeur de statistiques à l'université de Palo-Alto (Californie). Dès qu'elle apprend la possible nomination de Kavanaugh au sein de la plus haute instance de la justice américaine, Blasey Ford contacte le *Washington Post* et l'élue démocrate de sa circonscription pour leur raconter son histoire, sous le sceau de l'anonymat. Ses accusations sont publiées, mais ne produisent pas l'effet escompté puisque la candidature de Kavanaugh poursuit son petit bonhomme de chemin au Sénat.

C'est alors que Blasey Ford décide de dévoiler son identité et de s'exprimer publiquement le 13 septembre. Pour corroborer ses dires, elle subit le test du détecteur de mensonges et produit les notes prises par son psy en 2012, après qu'elle lui eut confié avoir subi une tentative de viol. Ces notes précisent qu'elle était lycéenne à

l'époque de l'agression, mais évoquent plusieurs assaillants élèves d'un prestigieux lycée pour garçons, dont certains font aujourd'hui partie de l'élite washingtonienne. Le nom de Kavanaugh n'y est jamais mentionné. Or, non seulement Kavanaugh nie tout en bloc, mais les participants à ladite soirée assurent n'avoir jamais rien vu ni entendu de suspect.

Las, le 23 septembre, le journaliste à l'origine du mouvement #metoo, Ronan Farrow, porte un second coup à Brett Kavanaugh dans les colonnes du *New Yorker*. Le magazine publie en effet le témoignage d'une certaine Deborah Ramirez, selon lequel, au cours d'une fête bien arrosée, son condisciple de Yale, Brett Kavanaugh aurait poussé son pénis vers son visage. Kavanaugh a catégoriquement démenti ces accusations qui s'appuient sur la seule parole de Deborah Ramirez.

Voici a priori une affaire #metoo bien banale. Des événements (supposés) vieux de dizaines d'années et un faisceau d'indices faibles ou inexistant rendant impossible toute enquête policière sérieuse. Mais le cas Kavanaugh relance la guerre d'images que se livrent démocrates et républicains. Alors que la chute de Weinstein avait porté un sacré coup aux élites de Hollywood proches des Clinton, les soupçons qui pèsent sur Kavanaugh visent les milieux républicains à quelques semaines des élections de mi-mandat. Pour l'opposition démocrate, qui rêve d'affaiblir Trump, il est difficile de résister à la tentation d'en faire des caisses. Une question se pose néanmoins au camp progressiste américain : comment aider les victimes présumées sans priver les coupables présumés de leurs droits les plus élémentaires ? •

La cause animale sera le genre humain

Par François-Xavier Ajavon



Sale temps pour la faune. Les insectes s'éteignent en masse, les oiseaux désertent nos grandes villes, les chasseurs ont pris le pouvoir. Après l'otarie du Japon et le dauphin de Chine, c'est au tour du Nicolas Hulot de disparaître. C'était pourtant une espèce joviale, vouée aux craintes apocalyptiques et aux rêveries naturalistes. Mais il y a pire ! Parfois, les animaux sont embrigadés dans des guerres qui ne sont pas les leurs, comme lors de l'opération de communication « Enlarge your Paris » (sic), où l'on a pu voir des « bergers urbains » (sic) organiser la transhumance de centaines de moutons en Seine-Saint-Denis pour défendre l'agriculture urbaine. Pour « les-Parisiennes-et-les-Parisiens », il était possible de participer à cette marche des fiertés caprines et d'accompagner la déambulation en bêlant. Le Grand Paris n'a toutefois pas dit ce qu'étaient devenus les animaux. On fait le pari du méchoui.

Devant ce cortège d'injustices, toutes les conditions d'une révolte animale sont réunies. À trop relire 1984 de George Orwell, nous oublions de nous replonger dans *La Ferme des animaux*, où les bêtes renversent les humains pour mettre en place un régime égalitaire (jusqu'à ce que certains cochons se prétendent

« plus égaux que d'autres »...). Ce temps du chaos est venu. Partout à travers le monde les serpents captifs reprennent leur liberté ; comme récemment en Pologne, où un python de cinq mètres a engagé une cavale digne de Redoine Faïd, mobilisant l'armée. Au Mans, pas moins de 22 vaches ont décidé de reprendre leur destin en main, en s'échappant de leur pré d'un pas décidé. Cette fraction bovine révolutionnaire se dirigeait la bave aux lèvres vers le chef-lieu de la Sarthe pour en découdre. Le drame et le basculement politique ont été évités de peu.

Mais la révolte la plus décidée nous vient des océans. En rade de Brest, un dauphin a semé littéralement la panique en s'approchant au plus près des nageurs avec une attitude particulièrement menaçante. La commune de Landevennec a même interdit la baignade, arguant de la présence d'un « dauphin solitaire ». En rut, l'individu se frottait violemment aux embarcations. Il a pris peu à peu des proportions gigantesques en Bretagne. C'est presque devenu la Bête du Gévaudan et sa détermination politique reste intacte. Après la saison de la révolte des animaux, suivra peut-être celle des hommes. •

Out of Germania

Par Frédéric de Natal

Depuis soixante-dix ans, l'Allemagne s'excuse légitimement pour ses crimes passés. Cette fois, c'est à la Namibie que le gouvernement d'Angela Merkel vient de présenter des excuses officielles, car de 1884 à 1911, les troupes coloniales prussiennes y ont méthodiquement génocidé le peuple herero.

À Swakopmund, l'une des principales villes côtières du pays, la colonisation allemande a laissé de nombreuses traces, telles que le bâtiment Hohenzollern, l'hôtel Prinzessin Rupprecht Heim, ou la Kaiser Wilhelm Straße. Dans cette localité considérée comme la plus blanche d'Afrique australe, une partie des *Deutschnamibier* (« Namibiens allemands »), qui forment 7 % de la population du pays, célèbrent chaque année l'anniversaire d'Adolf Hitler. Déjà, pendant la Seconde Guerre mondiale, alors que la Namibie vivait sous mandat sud-africain, les descendants de colons allemands développaient des accointances avec le III^e Reich. À « Swakop city », des objets nazis sont d'ailleurs jusqu'à aujourd'hui vendus en toute légalité.



Ce libéralisme radical a donné des idées à un mouvement néonazi britannique qui a annoncé son intention de fonder dans l'ancien Sud-Ouest africain un nouveau Reich, baigné par la fraîcheur de l'océan Atlantique. La publication d'une annonce sur internet, il y a trois ans, n'a pas suffi malgré l'adhésion de quelques Namibiens d'origine allemande. À l'échelle mondiale, seules 150 personnes ont répondu à ce projet baptisé « Nouvelle Rhodésie », interdit aux homosexuels et aux personnes atteintes de maladies génétiques. Autant dire que le nouveau *Volkstaat* racialement pur a peu de chances de voir le jour. Heureusement. •



DE KOCH, AU TABLEAU !

Par Basile de Koch

Pénible rentrée ! Non seulement j'ai toujours préféré les vacances, mais cette année mon pote Rachid ne s'est pas présenté à l'appel. Heureusement, pour me changer les idées, la maîtresse va m'emmener voir l'expo « Jalons » à la BnF !

IMPRESSION D'ARTISTE

Mardi 28 août

Canicule nocturne. Mon ventilateur du temps béni des colonies fait un tel bruit que j'ai l'impression d'être applaudi en permanence pendant que j'écris.

LE COUPABLE ÉTAIT UN INNOCENT

Dimanche 2 septembre

L'Exercice de la justice, excellent documentaire produit par France 3, raconte au jour le jour la vie trépidante du TGI de Vienne (France).

En guise de teaser, ce dialogue – qu'on jugerait outré dans un film de prétoire :

– La présidente à l'accusé, avant le verdict : « Avez-vous quelque chose à déclarer ? »

– L'accusé : « Sincèrement, madame, je n'ai rien fait, mais je m'engage à ne plus commettre de crimes de toute ma vie. »

LES INTELLECTUELS SONT DISTRAITS

Samedi 8 septembre

Hier soir, après la douche et le brossage de dents, j'ai voulu enlever mes lentilles. Malheureusement, je n'en porte plus depuis quinze ans.

RICHESSSE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Mercredi 12 septembre

Dans la quotidienne « 28' » sur Arte, Catherine Wihtol de Wenden, politologue de son état, nous explique la vérité sur l'immigration. La forme vaut le fond : « On n'a pas une immigration de masse. On



Rachid Taha.

a une très grande stabilité des flux migratoires en Europe. [...] On a fabriqué l'idée qu'on était dans un contexte de conquête de l'Europe par des migrants, d'invasion, de subversion culturelle et religieuse. C'est une thématique très largement fabriquée par le discours politique qui est une posture idéologique qui refuse de voir la réalité, c'est-à-dire la mise en mobilité de gens qui hier n'étaient pas tous mobiles. »

En bon français : votre fille n'est pas muette ; c'est juste qu'elle ne parle point.

ROCK EL TAHA

Mercredi 12 septembre

Rachid Taha est mort dans la nuit d'une crise cardiaque. C'est marrant, aucune blague ne me vient. Il faut dire aussi que le gars ne me facilite pas la tâche : il était ouvert, expansif, chaleureux comme on ne l'est pas. Et avec ça, de la conversation, des opinions, mais aussi la curiosité, pas seulement polie, d'écouter les autres.

Enfin quand il pouvait, parce que des fois, disons, il était pas en état de conduire. Mais comme disait mon ami Youri, « si on commence à reprocher aux punks leurs trips autodestructeurs... » Notez que Rachid s'en défendait – comme moi de ma misogynie – en invoquant je ne sais quelle « maladie orpheline », quoique dotée d'un nom italien.

Avant lui, je ne me croyais guère en état de goûter cette fusion rock-raï-techno-chaâbi dont il est l'inventeur. Eh bien, j'ai aimé d'emblée sa reprise de *Douce France*, élégamment ironique, et adoré son *Rock el Casbah* (dont Mick Jones a même dit qu'il surpassait l'original des Clash).

Politiquement non plus, je ne m'attendais pas à trouver avec lui un si vaste terrain de débat, voire d'entente. Mais sur ce sujet délicat, reportons-nous plutôt au *Monde* du vendredi 14 septembre. Proche de la Marche des beurs, en 1983, nous apprend-on, Rachid Taha estimait qu'elle avait été « contrée par François Mitterrand via la création de SOS Racisme ». Par la suite, il s'est toujours montré farouchement partisan de l'intégration, quitte à déplaire ici et là : « Être inté-

gré, pour beaucoup, c'est être beau, disait-il. Mais moi, je dis qu'on n'écrit pas le français de droite à gauche. » Félé, Rachid ? C'était le bon sens même. Et un cœur gros comme... oh pardon !

JEUNES AVEC MÂCHOIRES

Samedi 15 septembre

« Jeunes avec Macron : histoire d'un hold-up politique », un numéro particulièrement instructif de « Secrets d'info », sur France Inter. Il faut dire aussi que l'émission est fondée sur une enquête serrée et sérieuse de *L'Opinion*.

Dans cette histoire de « Jeunes avec Macron » (JAM), tout est bidon ! Le coup du mouvement de jeunes qui se lève un peu partout en France pour « soutenir l'action d'Emmanuel Macron au gouvernement » ? Un gag ! La réalité, c'est quatre mecs qui, un beau jour de 2016, ouvrent un site et lancent une pétition.

Quatre mecs bien entourés, cela dit. Le cinquième mousquetaire n'est autre que Stéphane Séjourné, proche conseiller de Macron depuis 2014. Quelques années plus tôt, ils étaient tous-ensemble-tous-ensemble à Poitiers, à la fac et au MJS – « l'école du vice » selon François Mitterrand, un connoisseur.

Apparemment, ils en sont sortis diplômés, non sans emporter le bon vieux livre de recettes du mouvement : « Comment inventer "Les Jeunes avec ou contre n'importe qui ou quoi" », résume, désabusé, un ex-jeune-socialiste en voie de résilience.

Soyons juste ! Les Quatre de Poitiers n'ont pas fait que copier. En misant avant tout le monde, et avant même qu'elle se mette « en marche », sur la start-up Macron, ces jeunes traders ont manifesté une audace de winners qui ne pouvait que séduire le futur Jupiter. Tenu à la solidarité gouvernementale, le ministre de l'Économie ne peut alors rien dire (ni faire, d'ailleurs). Micros et caméras se bousculent donc pour recueillir le babil de ces chérubins, vierges de tout engagement politique, mais soudain emballés par la « démarche » d'Emmanuel.

Comment l'intéressé n'aurait-il pas reconnu en eux ses dignes fils spirituels ? Aussi, lorsqu'il s'agit pour lui de sortir de la tranchée, en démissionnant et en créant son propre mouvement (même virtuel, du moment que ça fait vrai), nos pieds nickelés deviennent incontournables.

Aujourd'hui, apprend-on, les voilà notables de la Macronie. Voulez-vous que je vous dise ? Même et surtout chez les jeunes, ce nouveau monde-là m'a de furieux airs d'ancien.

QUAND JE SERAI GRAND, JE SERAI « FACILITEUR »

Mercredi 19 septembre

Pas besoin de diplôme particulier, et puis t'as droit à un flingue, des grades et des titres, des habilitations et des passe-droits, une garçonnière de 80 m², une panoplie de policiers en civil et un salaire secret. En échange, c'est simple : tu « facilites »...

Sponsorisé

EXPO JALONS À LA BnF

Jusqu'au dimanche 4 novembre

Tu le crois, ça ? La Bibliothèque nationale de France consacre une exposition d'un mois et demi aux « Pastiches de Jalons ». Enfin la reconnaissance officielle, et une idée de sortie culturelle intelligente !

Si j'avais le temps, j'enverrais le flyer à tous les glands qui, depuis des décennies, annoncent le même mantra patapolitique :

« Ils font semblant d'avoir de l'humour / Mais en fait ils sont de droite. »

POST-IT CHOISIS

— On a beau jeu de prôner la tolérance, quand on ne tolère même pas le gluten.

— L'avantage d'habiter en face de l'immeuble de la CAF, c'est que t'as pas de vis-à-vis.

— Tout ce qui n'est pas de l'éternité retrouvée est du temps perdu (Gustave Thibon).

— Jusqu'à présent, je n'appréciais guère Tolstoï. Il faut dire aussi que je le confondais avec Tchekhov.

— Le saviez-vous ? Dans un hectare de terre moyen, il y a quatre tonnes de vers, soit l'équivalent de cinq vaches.

— Hegel aurait dû se consacrer au violoncelle.

— L'« incitation à la haine » ne saurait venir, par définition, que des gens que tout le monde aime : nous. •



Exposition « Les pastiches de Jalons » à la BnF, jusqu'au dimanche 4 novembre 2018.

C'EST MICHELINE QU'ON ASSASSINE

Par Jean-Paul Lilienfeld

**Est-il bien raisonnable de laisser un cinéaste déraisonnable commenter chaque mois l'actualité en toute liberté ?
Assurément non. *Causeur* a donc décidé de le faire.**



Je suis désolée, je ne me suis même pas maquillée pour vous écrire, mais là, je suis colère ! Déjà, je me présente. Je m'appelle Micheline Sany. Je suis née en 1927 et je vous le dis tout net : à force de tirer sur l'élastique, la corde va péter !

En 1956, quand Guy Mollet a instauré la vignette pour « *fournir un revenu minimum à toutes les personnes âgées de 65 ans et plus* », bon... moi j'avais à peine 30 ans et j'étais très fière de pouvoir venir en aide aux anciens.

En plus, Paul Ramadier, le ministre des Affaires économiques, avait affirmé que ça serait une taxe temporaire...

Bah, il a duré quarante-quatre ans le temporaire ! Pendant quarante-quatre ans j'ai payé cette vignette ! Alors merci !

Surtout que les anciens n'en ont presque jamais vu la couleur, vu qu'au bout de trois ans, le Premier ministre, Michel Debré, a annoncé que le produit de la vignette serait finalement « *acquis au budget de l'État...* », qui le reverse-rait au Fonds national de solidarité. Enfin, en partie... Enfin, en petite partie... Que les vieux se fassent dépouiller comme ça, ça a fait du foin,

pendant toutes ces années. Mais ça n'a jamais rien changé.

Ensuite en 1991, quand ils ont créé la CSG, la contribution sociale généralisée pour financer la branche famille, en remplacement des cotisations patronales d'allocations familiales, bon... sans râler, j'ai payé ! Surtout que ça ne devait durer que cinq ans. « *Une contribution transitoire* » qu'ils disaient... et puis 1,1 %, c'était supportable. Seulement vingt-sept ans plus tard, elle transite toujours la CSG ! Et elle a grimpé à 9,2 % pour les salariés et 8,3 % pour les retraités. Par étapes, bien sûr, c'est moins voyant.

En 1993, elle est passée de 1,1 à 2,4 %. Pour alimenter en plus le Fonds de solidarité vieillesse. Y'avait pas déjà la vignette pour ça ? Chuuuuut, arrêtez d'être insolents !

En 1997, elle augmente encore pour financer, en plus, la branche maladie : on en est à 3,4 %.

En 1998, toujours pour la branche maladie, elle passe à 7,5 %, etc., etc.

Bref, la protection sociale ne s'est pas redressée, et ce qui devait être temporaire est devenu... un impôt de plus.

Ah bah oui ! La CSG, ça rapporte plus que

l'impôt sur le revenu aujourd'hui. Si on vous demande combien vous payez d'impôts par an, vous savez le dire. Mais si on vous demande combien vous payez de CSG, vous savez ?

Chez moi on disait : « *C'est tout un art de plumer l'oie sans la faire crier.* » Alors qu'il y aurait de quoi hurler.

Et puis en 1996, rebelote avec la CRDS, la « contribution à la réduction de la dette sociale ». J'ai payé. (Mais j'avoue, j'ai râlé.)

À cette époque, les déficits sociaux s'élevaient à un montant estimé entre 30 et 38 milliards d'euros. Oui, parce que nous, si on se trompe de dix euros dans notre déclaration de revenus, on risque une amende, mais eux, un flou de 8 milliards, ils ont le droit...

Toujours est-il qu'ils avaient tout bien calculé : en treize ans, tout serait remboursé. La CRDS devait disparaître le 31 janvier 2009.

Mais voilà-t'y pas qu'en septembre 1997, le gouvernement Jospin annonce 13 milliards d'euros supplémentaires de dettes, qui correspondaient aux déficits sociaux non financés des années 1996 à 1998.

Alors, ils ont tout bien recalculé, finalement pour tout éponger il fallait prolonger... jusqu'au 31 janvier 2014.

Mais voilà-t'y pas qu'en 2004, le plan de redressement de la Sécurité sociale concocté par Philippe Douste-Blazy annonce 50 milliards d'euros supplémentaires de dettes à rembourser.

Alors, ils ont tout bien re-recalculé... et ils ont vu que finalement, la Trinité était la meilleure date pour arrêter la CRDS. Donc, on la paye toujours...

Et puis, en 2004, Raffarin a inventé la « journée de solidarité », vouée à « *l'autonomie des personnes âgées* ». Moi, ça va, j'étais déjà à la retraite, mais vous, vous avez travaillé... sans être payés !

Et en 2013, une nouvelle taxe pour les retraités. CASA, ça s'appelle. C'est la « contribution additionnelle de solidarité à l'autonomie », 0,3 % sur les retraites, pensions d'invalidité, allocations de préretraite.

C'est-à-dire qu'ils font payer les vieux pour que les vieux soient autonomes ! C'est pas du bon foutage de gueule, ça ?

Et on continue. En 2013, toujours, M. Jean-Marc Ayrault nous gèle les retraites complémentaires...

Et comme ça ne s'arrête jamais, maintenant,

parce que j'ai 1 247 euros de revenu fiscal par mois, j'ai une augmentation monstrueuse de la CSG : 25 % d'augmentation ! Ah ben oui, on nous a dit 1,7 %, mais c'est pas 1,7 % de ce qu'on payait, c'est le taux qui augmente de 1,7 % ! Bref, nous les vieux, on est passés de 6,6 % à 8,3 % de CSG, ça nous fait 25 % dans les dents qui nous restent. Et maintenant, la cerise sur le pompon : on nous annonce que nos retraites vont être revalorisées de 0,3 %. Cinq fois moins que l'augmentation dont on aurait dû bénéficier si le code de la Sécurité sociale avait été simplement respecté, puisqu'il prévoit que les pensions soient revalorisées du montant de l'inflation moyenne sur l'année pour éviter toute dégradation du niveau de vie.

Et l'inflation prévue d'après l'Insee est de 1,6 %. Et Bruno Le Maire ose dire sur RTL : « *Mais ils ne seront pas perdants, leur pension de retraite continuera à être revalorisée.* » Il croit qu'on est tous gâteaux ou quoi ?

Je n'ai que mon certificat d'études, mais y'a pas besoin de sortir de Polytechnique pour comprendre qu'une hausse de 0,3 % des pensions, quand les prix augmentent de 1,6 %, revient à une baisse du pouvoir d'achat.

D'après le baromètre de l'institut Elabe, publié le 6 septembre, 72 % des retraités déclarent ne pas avoir confiance dans le chef de l'État, alors qu'ils étaient 44 % en janvier et 35 % lors de son élection. On se demande vraiment pourquoi.

Un type qui pour se faire élire déclarait chez Jean-Jacques Bourdin en décembre 2016 : « *L'engagement que je prends ici devant vous, c'est que, avec moi, toutes les petites retraites auront leur pouvoir d'achat protégé.* »

Et sur RMC encore, en février 2017 : « *Je ne veux pas, moi, faire d'économies sur le dos ni des retraités, ni de celles et ceux qui sont à quelques années d'aller à la retraite.* »

Et au 20 heures de France 2 en mars 2017 : « *Je ne touche pas à la retraite de celles et ceux qui sont aujourd'hui retraités. Leur retraite sera préservée. Il n'y aura pas de perte de pouvoir d'achat, c'est essentiel !* »

Alors je pose la question : 72 % qui n'ont pas confiance, comment est-ce possible ?

Comment peut-il se trouver encore 28 % de retraités qui lui fassent confiance ?

Toute ma vie, j'ai payé pour aider les vieux et maintenant que je suis vieille, il faut que je paye pour aider les jeunes ?

Et bah, « *Fuque* », comme ils disent ! •

DROITE LA GUERRE CULTURELLE N'EST PAS TERMINEE

Par Daoud Boughezala



La Manif pour tous, Paris, 26 mai 2013.

L'hégémonie de la gauche dans la jeunesse française est révolue. La droite intellectuelle ne rase plus les murs et conquiert même les plateaux télévisés. Mais cette embellie doit davantage à la crise de notre société multiculturelle qu'au travail idéologique mené par quelques jeunes plumes au conservatisme parfois trop dogmatique.

Jadis, le monde était simple : les jeunes votaient à gauche, militaient à gauche, pensaient à gauche. Moralement discrédité à la Libération, le camp conservateur pliait l'échine devant une gauche qui s'arrogeait le monopole du cœur et de la vérité. Sartre pouvait exciter la haine de classe en accusant à tort un notaire de meurtre, Mitterrand dépasser l'entendement en promettant de sortir du capitalisme en cent jours, SOS Racisme fasciser quiconque questionnait la société multiculturelle, les jeunes générations acquiesçaient.

Or, voilà qu'après une longue éclipse, quelques francs-tireurs conservateurs creusent le sillon tracé par leurs aînés et franchissent les portes des médias. Zemmour et Buisson ayant ouvert la voie, Mathieu Bock-Côté, Eugénie Bastié (*Le Figaro, Limite*), François-Xavier Bellamy courent les plateaux télévisés, des revues comme *Éléments* sortent de la marginalité, des instituts de formation catholiques, identitaires libéraux ou un peu de tout cela à la fois émergent. Le tout est encouragé par la nouvelle mission métapolitique – gagner la bataille des idées – que s'assigne la jeune garde conservatrice, dont la coqueluche se nomme Marion Maréchal, et la base hésite entre un vote LR ou FN.

Aussi fluctuants soient ses contours, reste un mouvement de fond, que le brillant trentenaire Alexandre de Vitry pointe dans son pamphlet *Sous les pavés, la droite* : la jeune droite conservatrice ne craint plus de s'affirmer comme telle, de se doter d'une idéologie et de repenser son rapport au libéralisme. Ce n'est pas la première fois qu'émerge une jeunesse de droite revendiquant haut et fort cette étiquette. Le 30 mai 1968, les jeunes gaullistes étaient sorties du bois pour soutenir le Général contre la « chienlit » des lanceurs de pavé. Tout en s'inscrivant dans cette lignée, les jeunes sarkozystes du début des années 2000 assumaient un rapport décomplexé à l'argent et à la réussite sociale qui les distinguait des caciques chiraquiens. Quelques années plus tard, poussée par l'offensive sociétale du quinquennat Hollande, une génération de jeunes catholiques conservateurs se soulève contre le mariage pour tous. Cette dernière vague investit le domaine des idées et porte un

projet politique de transformation de la société.

Pour Alexandre de Vitry, c'est là que le bât blesse : la droite trahit sa nature pragmatique à force de battre le pavé et de forger une idéologie cohérente, sûre d'elle-même et dominatrice. Cette quête du Grand Soir conservateur ignore toute la complexité du réel, les invariants de la nature humaine et les pesanteurs du monde. Ici, entre en jeu la littérature, laquelle rappelle à l'homme son devoir d'humilité. En prétendant faire table rase du réel qui lui déplaît (liberté sexuelle, homoparentalité, droit à l'avortement...), une certaine droite suridéologisée rejoint les errements démiurgiques d'une gauche que l'idée de rupture obsède depuis la Révolution française. De sorte qu'un 10 mai 1981 conservateur pourrait bien être suivi de lendemains qui déchantent rappelant le tournant de la rigueur de 1983.

Parlons franc. Si sa défense paradoxale du droit à la contradiction et sa critique du pavlovisme antilibéral font l'effet d'un grand bol d'air, le réquisitoire *ad hominem* que dresse Vitry frôle parfois l'antifascisme policier, dont une certaine gauche est si friande. Mais à tout péché miséricorde. Grâce lui soient rendues, ainsi qu'à Eugénie Bastié, pour avoir engagé un dialogue fécond (cf. p. 18- 23) dans nos colonnes.

Cette jeunesse intellectuelle hostile aux mots d'ordre de 68 n'a pas surgi tout armée du crâne de Jupiter. Dans l'opinion, une vague générationnelle s'y reconnaît. « *La jeunesse est à l'image de la société française : très divisée et diverse. 25 % des jeunes ont voté Mélenchon, mais toute une frange qui vit de plain-pied dans la société multiculturelle est en attente de valeurs d'ordre* », indique le politologue et directeur d'études de l'IFOP Jérôme Fourquet. De l'avis quasi général, à droite, l'insécurité culturelle engendrée par une immigration massive inassimilée explique à la fois l'importance du vote FN et le repli identitaire de nombreux catholiques, de plus en plus opposés au pape François. N'en déplaise aux antiracistes professionnels, beaucoup des jeunes adversaires du multiculturalisme, partisans d'une immigration limitée, sinon de la remigration, ont des origines exotiques. Français de plusieurs souches, ils désarçonnent le camp d'en face, à l'image de →

l'avocat libertaire Nicolas Gardères : « *Le véritable renouveau de la droite n'est pas dans les idées, il est dans l'incarnation. Son discours est de plus en plus porté dans le champ politico-médiatique par les femmes comme les porte-parole de la Manif pour tous, des homosexuels (Philippot) et des hommes appartenant à des minorités religieuses (Zemmour).* »

Vu de gauche, l'itinéraire d'un Édouard Chanut, journaliste-chroniqueur sur la chaîne russe Radio Sputnik, paraît incompréhensible, tant il défie les a priori. Ce trentenaire franco-philippin met à l'actif de la droite culturelle deux grandes victoires sémantiques, remportées notamment sur le front de la lutte contre l'islamisme : « *La désignation de l'ennemi et la reconnaissance de facto du "grand remplacement"*. » L'expression forgée par Renaud Camus fait florès dans les médias, même pour la dénoncer, quoique Chanut préfère parler de « *grande balkanisation* », persuadé que notre société se communautarise à mesure que les flux migratoires progressent. La reconnaissance de cet état de fait n'est sans doute pas entièrement imputable aux intellectuels qui confirment ce diagnostic aisément observable au quotidien. « *Ce ne sont pas les idées qui dominent le monde, mais les circonstances* », glisse l'ancien étudiant d'Assas, successivement militant UNI, auditeur de l'Institut de formation politique (IFP), membre des

cercles conservateurs américains, puis élève de l'Institut Iliade, fondé après le suicide de l'essayiste néo-païen Dominique Venner, figure de la droite radicale identitaire. Un *cursus honorum* qui résume les tours et détours de sa quête de sens. « *Mes amitiés avec cette mouvance étonnent toujours, mais j'ai beaucoup lu le philosophe Léo Strauss qui prône le retour aux Anciens* », explique Chanut. Et sur le marché de l'identité, l'Institut Iliade « *pour la longue mémoire européenne* » offre une formation clé en main autour de la tradition, des mythes hors d'âge et autres expressions d'une identité charnelle résolument völkisch.

À la confluence de la mouvance identitaire, de l'antilibéralisme et du conservatisme, François Bousquet, 50 ans, rédacteur en chef d'*Éléments* et gérant de La Nouvelle Librairie, se réjouit de voir la tectonique des plaques intellectuelles bouger. « *Difficile de nier qu'il y a un renouveau intellectuel du conservatisme qui profite plus à la droite qu'à la gauche, autrement affectée par la crise de l'idéologie du progrès* », diagnostique-t-il. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un œil sur les couvertures d'*Éléments*, publication de la Nouvelle Droite devenue un magazine qui a pignon sur rue : les intellectuels de gauche, Onfray, Gauchet, Julliard, Guilluy, s'y bousculent presque ! Sur fond d'antilibéralisme, le magazine aux éditos signés Alain de Benoist redistribue

1. « **Oui**, le grand remplacement a lieu, c'est un drame »
2. « **Oui**, le grand remplacement a lieu, c'est une bonne chose »
3. « **Non**, le grand remplacement n'a pas lieu, c'est un fantasme »



Pour Édouard Chanut, journaliste sur Radio Sputnik, la droite culturelle a remporté deux grandes victoires sémantiques, « *la désignation de l'ennemi et le "Grand remplacement"* ».

les cartes du jeu idéologique. Pour la philosophe analyste du discours politique et des idéologies Nathalie Krikorian, « *on assiste aujourd'hui à une forme de décomposition des idéologies, en particulier à gauche. La seule chose qui a permis à la gauche française de survivre, dans son aberration révolutionnariste et égalitariste, c'est son discours immigrationniste et différentialiste des années 1980. Mais il se heurte aujourd'hui à la réalité.* » Les idées circulent tant et si bien d'un bout à l'autre du champ intellectuel que le droit à la différence, popularisé par la Nouvelle Droite, a été repris par l'antiracisme mitterrandien. C'est au nom de ce même droit que François Bousquet revendique aujourd'hui un éloge de la frontière contre « *la montée de l'indifférenciation, de sociétés indifférenciées suite à un lissage universel* ».

Pour autant, cette jeune garde conservatrice est loin d'occuper tout l'espace à droite où cette vague antilibérale suscite quelques étranglements. Avec Alexandre de Vitry, de jeunes essayistes moquent la Sainte Trinité de l'antiprogessisme, formée par Michéa, Guilluy et Orwell. Au côté de Benjamin Demeslay, le rédacteur en chef de *L'Incorrect*, Gabriel Robin, 33 ans, prépare pour début 2019 la sortie du *Non du peuple*, un essai explicitement dirigé contre le conservatisme antilibéral. Robin dénonce le nouveau prêt-à-penser des légions de la Manif pour tous, dont le gros livre rouge est *La Cause du peuple*, de Patrick Buisson : « *Dans l'imaginaire de la droite française des années 2000 et 2010, la France périphérique tient la place du tiers-monde pour la gauche post-68. Pour Buisson, la Manif pour tous sera pour la "France de Johnny" ce que les bolcheviks furent aux damnés de la Terre, une élite régénérée portant sur ses épaules un peuple méprisé.* » La droite quart-mondiste existe, tout le monde l'a rencontrée en librairie. Pour Robin, Buisson fantasme avec style et brio un peuple paré de toutes les vertus conservatrices. Tout comme, sur le flanc gauche, Michéa associe un peu trop mécaniquement aux gens ordinaires la *common decency* orwellienne. Faut-il avoir oublié Céline pour croire que la pauvreté rend vertueux...

Paradoxalement, la jeune droite libérale cède à la vieille tentation maurrassienne de calquer ses schémas idéologiques sur les attentes du « pays réel ». Ainsi, toutes les études d'opinion confirment une montée des valeurs consuméristes et individualistes dans la jeunesse française, d'ailleurs majoritairement partisane du mariage et de l'adoption homosexuels, aux antipodes de la Manif pour tous. Quant à la France périphérique, si bien décrite par le géographe Christophe Guilluy, ses habitants rêvent moins d'une nouvelle chouannerie que d'un libéralisme tempéré par des frontières. « *Le Français moyen assimile le libéralisme au fait de payer moins d'impôts, de travailler plus pour gagner plus, ou d'entreprendre sans être trop entravé. C'est d'ailleurs une des raisons du succès de Nicolas Sarkozy en 2007* », analyse Gabriel Robin. Cela ne signifie pas, tant s'en faut, que

le peuple des campagnes et des pavillons ne s'intéresse qu'à l'argent. Nombre de Français périphériques céderaient volontiers aux sirènes d'un « populisme patrimonial » (Dominique Reynié) à même de préserver leur mode de vie, s'il existait.

Le décalage entre la France concrète et la vision qu'en ont certains intellectuels conservateurs s'explique peut-être aussi par un biais sociologique. Dans ce qui reste de France catholique bourgeoise, des soixante-huitards au carré, enfants gâtés de la démocratie et de la révolution sexuelle, exercent un droit d'inventaire légitime, mais parfois inconséquent, sur notre société libérale. Ainsi, « *aucune doctrine n'est moins comprise que le libéralisme, en France* », regrette le philosophe Raphaël Enthoven : « *Ce n'est pas la liberté du renard dans le poulailler. Rien n'est pire, aux yeux d'un libéral, qu'un individualisme échevelé, qui se satisfait de la guerre de chacun contre chacun. Un libéralisme bien compris suppose l'égalité des chances (sans laquelle la concurrence est faussée) et le respect de la loi (qui est la même pour tous)* », poursuit ce républicain de gauche. Là se trouve l'une des clés de la convergence entre antilibéraux des deux rives qui s'exprime dans les colonnes d'*Éléments* ou de *Limite*. En faisant indistinctement feu sur le libéralisme, l'individualisme et le multiculturalisme, ces théoriciens ressuscitent des formes sophistiquées de communautarisme, fût-il socialiste ou chrétien. « *Les uns veulent remettre le maître d'école au centre du village, les autres le curé* », en sourit Gabriel Robin.

C'est dans ce tourbillon idéologique qu'Emmanuel Macron a bâti sa victoire aux dernières présidentielles. Renvoyant dans les cordes droite et gauche, Jupiter a coiffé sur le poteau tous ceux qui pensaient l'enjeu identitaire incontournable. Les intellectuels conservateurs sont donc encore loin de réunir derrière eux un bloc majoritaire. C'est à partir de ce constat que Marion Maréchal a créé l'Institut de sciences sociales, économiques et politiques pour former les cadres conservateurs de demain. À l'Université, l'hégémonie de la gauche, moribonde ou contestée ailleurs, est toujours écrasante. Le sorbonnard et professeur certifié Lucien Rabouille, 24 ans, constate : « *En termes de masse critique, on est écrasé. Il y a des phalanges de sociologues et d'historiens Insoumis* », du Collège de France à la plus modeste fac de province. Un peu comme Alexandre de Vitry, il estime que la droite intellectuelle fait fausse route en se piquant d'idéologie : « *Il faudrait laisser la prétention de l'objectivité à la gauche. On n'est pas armés pour se battre sur ce terrain.* » Certes, mais pourquoi renoncer au combat politique alors que tant de défis se posent à la société ? Dans son dialogue avec Vitry, Eugénie Bastié entend tenir les deux bouts de la chaîne. Littéraires et politiques pourraient s'accorder sur la reconnaissance d'« *une forme d'incomplétude, de modestie face à l'histoire, de refus de l'utopie* » qui ne dispense pas la droite d'avoir des idées politiques. Aux nouveaux hussards de relever le gant ! •

BASTIÉ-VITRY

LA DROITE PEUT-ELLE GOUVERNER SANS SE TRAHIR ?

Débat animé par Daoud Boughezala
et Elisabeth Lévy

Eugénie Bastié et Alexandre de Vitry représentent deux tendances de la droite intellectuelle à la fois opposées et complémentaires. La première, journaliste au *Figaro*, incarne cette nouvelle génération conservatrice issue de la Manif pour tous que le second, professeur de lettres, brocarde au nom du refus de l'idéologie. Droite, littérature, libéralisme : le bal des idées est lancé !





Eugénie Bastié et Alexandre de Vitry.

Causeur. Alexandre, 33 ans, Eugénie, 26 ans, vous n'avez que quelques années d'écart, mais semblez appartenir à deux générations différentes de la droite tant vos positions divergent. Entre autres désaccords, un événement vous sépare : la Manif pour tous. En quoi cette mobilisation et ses suites ont-elles redéfini l'identité et les valeurs de la droite ?

Eugénie Bastié. A posteriori, on a fait de la Manif pour tous une rupture radicale, alors que cela a plutôt été la cristallisation d'un mouvement de fond à l'œuvre ces vingt dernières années dans la jeune génération catholique qu'on ne doit pas confondre avec la droite en général. Aujourd'hui, la droite, dans tout ce qu'elle a d'idéologique, se positionne davantage sur les questions d'immigration et de populisme que sur ces enjeux sociétaux. Cela dit, je me suis personnellement repolitisée par la Manif pour tous. Mais ce qui m'a plus touchée et tout particulièrement séduite, c'est l'activité des Veilleurs, où on lisait des textes de Péguy, Simone Weil, Pasolini, Dostoïevski. C'est à ce moment-là que la droite a commencé à m'intéresser en sortant enfin de ce que j'appelle la « droite digicode », uniquement soucieuse d'argent et de sécurité, pour s'ouvrir à des problématiques anthropologiques qui engagent la totalité de l'existence.

Alexandre de Vitry. La Manif pour tous a en effet catalysé des évolutions qui couvaient depuis un certain moment, mais sans catalyseur, un phénomène n'apparaît pas. Cet événement très particulier a fait date. Il y a un avant et un après. Dans la génération d'Eugénie, beaucoup de gens de 18-20 ans sont à ce moment-là entrés dans l'âge adulte. Pour toi, Eugénie, la droite se bornait jusque-là au *Figaro Économie*, et avec la Manif pour tous, elle s'est mise à parler de culture, de nature humaine, de projet de civilisation. Or, à mon sens, cette idéologisation est contraire à l'essence même de la droite, dont la fonction n'est pas de proposer un système d'explication du monde, encore moins un projet de changement de la société. Attendre le Grand Soir ou vouloir réformer radicalement l'Homme devrait rester une chimère propre à la gauche. À la différence de la Manif pour tous, la droite que je chéris échappe à l'ornière idéologique en conservant toujours à l'esprit que la réalité des hommes est éminemment contradictoire, complexe et irréductible aux schémas préétablis. C'est pour cela que ma droite de cœur est une droite littéraire qui a culminé autour de l'an 2000 lorsque des écrivains comme Muray, Houellebecq ou Nabe ont atteint le sommet de leur art sans jamais proposer un projet de société directement applicable. Or, une grosse décennie plus tard, les jeunes issus de la Manif pour tous ont oblitéré ce rapport littéraire, ambigu et contradictoire à la droite pour lui préférer un discours idéologique tout aussi pétri de certitudes que le progressisme.

Êtes-vous sûr, Alexandre, que Nabe échappe à l'idéologie ? Relisez ce qu'il a écrit sur →

l'affaire Strauss-Kahn. Après tout, l'antisémitisme est une idéologie, non ? Suffit-il d'exécrer pour être littéraire à vos yeux ?

Alexandre de Vitry. En effet, Nabe est un cas partagé, dans la mesure où il s'engouffre à la fois du côté de la création littéraire et de l'idéologie – et pas de n'importe quelle idéologie. Mais j'aurais tendance à penser que justement, *malgré* cette tentation idéologique, il s'avère un écrivain intéressant. Il est tiraillé entre deux tendances, l'une artistique, l'autre politique. Ce n'est pas parce que Nabe est antisémite qu'il est un bon écrivain, au contraire !

Par ailleurs, Alexandre, vous postulez que la jeune génération n'a aucun avenir littéraire. Mais qu'en savez-vous ?

Alexandre de Vitry. J'observe simplement ce qui se passe en ce moment, ce qui se publie, les références des uns et des autres, et je vois que la littérature s'éloigne. Quand les Veilleurs parlent de littérature, c'est pour trouver des bons concepts bien utilisables pour penser la société d'aujourd'hui. Ce n'est pas la fonction la plus intéressante de la littérature.

Eugénie Bastié. J'entends cette critique de l'idéologie. Pour moi aussi, la droite doit se définir comme une forme d'incomplétude, de modestie face à l'Histoire, de refus de l'utopie, et d'acceptation du pluralisme, avec cette idée d'un pessimisme anthropologique – ce que recouvre, si je te comprends bien, Alexandre, l'idée d'une droite littéraire. Eh bien oui, nous sommes des êtres imparfaits, et comme le dit Soljenitsyne, la frontière entre le Bien et le Mal traverse les êtres, pas les partis et les clans, elle est à l'intérieur de chaque homme. Mais lorsqu'il charge la barque de la Manif pour tous, Alexandre de Vitry me rappelle la critique que le hussard Jacques Laurent adressait à la droite gaulliste qui l'agaçait profondément. Sa posture un peu dandy me rappelle la tienne Alexandre, lorsque tu vois une rupture dans l'interdiction de fumer dans les bars (2005). La droite, ce n'est pas seulement la liberté de fumer dans les bars et d'aller aux putes !

Alexandre de Vitry. Je ne pense pas être un dandy. D'ailleurs, j'essaie de faire un sort à la posture de certains sous-littérateurs autour de Nabe, et d'autres, qui se complaisent dans le pur dandysme et l'adoration d'eux-mêmes. Ils soignent beaucoup leurs écharpes et espèrent que d'ici vingt ans, ils auront enfin écrit un roman. Je les trouve tout à fait insupportables. A contrario, les individus littéraires qui m'intéressent ont produit un discours intéressant pour tout le monde, en se construisant contre la politique, en sortant de la société, en brûlant leurs vaisseaux. Paradoxalement, Kundera, Muray ou Modiano produisent ainsi une certaine rationalité, un certain discours d'acceptation du réel dans toute sa rugosité qui ne peut se développer que dans la littérature. Ils ne sont pas coupés du monde.

Alexandre, vous allez encore plus loin en écrivant que « la gauche détient le monopole

de la dénomination politique légitime » face à une « droite par nature complexée ». Pourquoi accepter cette subordination ?

Alexandre de Vitry. J'admets que c'est une position difficilement tenable. Personne ne peut être d'accord avec moi, dès lors que tout projet idéologique de droite trop cohérent me paraît dangereux. La droite a toujours dû son salut à sa très profonde modération, si bien que la droite conservatrice ne va jamais jusqu'au bout de son conservatisme, pas plus que la droite libérale ne va au bout de son libéralisme, y compris avec Reagan ou Thatcher. Par nature, la droite produit sa propre modération et si elle ne le fait plus, elle prend une autre forme, qui est l'extrême droite. On bascule alors dans un autre rapport à la politique qui doit bien plus à la gauche qu'au pragmatisme traditionnellement attaché à la droite.

Vitry: « Je défends le pluralisme inhérent à la droite, laquelle n'a pas les moyens de prétendre détenir la vérité! »

Estimer que la droite n'est intéressante que quand elle est dominée, c'est défendre une esthétique de la défaite et proposer aux générations qui viennent la domination idéologique. Il y a plus réjouissant comme programme !

Alexandre de Vitry. C'est tout le problème : ce genre de considérations n'est pas généralisable. Et pour cause : je ne propose ni doctrine politique ni projet de société. Mais Muray aimait bien cette esthétique de la défaite. Il en parle pour Balzac. Pourquoi Balzac se dit-il tout d'un coup monarchiste et catholique romain ? Parce qu'il veut choisir l'option politique dont il est sûr qu'elle va droit dans le mur !

Eugénie Bastié. Oui, c'est tout à fait typique du romantisme, l'esthétique de la défaite et des ruines. Mais c'est un peu une posture.

Alexandre de Vitry. Chateaubriand, Balzac, et aussi Baudelaire ou Flaubert, ça fait quand même du monde !

Eugénie Bastié. Vous reprochez aux gens qui font de la politique de ne pas être assez littéraires, mais s'ils font de la politique, c'est précisément parce qu'ils veulent agir. Vous reprochez à la droite d'avoir des idées, alors que, depuis Maurras, elle se cantonne à un rôle gestionnaire. Ce n'est pas parce que la droite a des idées dans le champ politique qu'elle s'interdit d'être littéraire. Je ne vois pas d'incompatibilité entre les deux.

Alexandre de Vitry. Il y a toujours eu des gens de droite qui font de la politique, hommes politiques, parlementaires, militants, mais ceux-là ne réalisent pas pleinement ce qu'il y a de plus intéressant dans la droite, qui vient d'individus plus destructeurs, plus dangereux : des écrivains. Ces derniers ont une sorte de

contre-idéologie grâce à laquelle la droite développe un complexe fécond et mélange des idées contradictoires, à la fois libérales et conservatrices. On leur doit une droite dont la sagesse consiste à ne jamais aller au bout d'elle-même.

En somme, alors que tout le monde observe un renouveau intellectuel conservateur, Alexandre de Vitry nous dit : « La droite, c'était mieux avant. » Il y avait certes Muray et Houellebecq, mais pour ce qui était de la droite des idées, c'était l'électroencéphalogramme plat !

Alexandre de Vitry. Peut-être que je préfère les périodes où la droite est vraiment vide, ce qui permet de faire émerger des singularités littéraires. Il y a quelque chose qu'on nomme de droite par défaut pour désigner une sorte de sensibilité antipolitique, qui parle quand même de politique, mais dont le but est de détruire tout appareil politique et l'idée d'un tout-politique. C'est une tradition qui commence véritablement avec Baudelaire, dont Muray s'est ensuite fait le relais, et qui n'a rien à voir avec la droite politique, parlementaire, ou même la droite des idées. Mais on l'appelle quand même la droite, notamment en référence au mot célèbre d'Alain auquel on posait la question « *Quelle est la différence entre la gauche et la droite ?* » et qui répondait : « *Si vous posez la question, c'est que vous n'êtes pas de gauche.* » Beauvoir disait que la vérité est unique et l'erreur multiple, c'est une formule que je reprends pour défendre le pluralisme inhérent à la droite, laquelle n'a pas les moyens de prétendre détenir la vérité !

Eugénie Bastié. Cela me rappelle ce qu'écrivait Philippe Roth : « *Quand on particularise la souffrance, on a la littérature, quand on généralise la souffrance, on a le communisme.* » Il faut bien admettre qu'aujourd'hui, la droite est un peu plus littéraire que la gauche.

Eugénie, concédez-vous à Alexandre qu'une contre-doxa droitiste est née ces dernières années ? Face aux oukases de la gauche morale, certains esprits tout aussi pavloviens construisent une idéologie conservatrice sûre d'elle-même, sectaire et caricaturale...

Eugénie Bastié. Bien sûr. Cette caricature ambulante correspond à ce qu'on appelle le « droitard », qui est l'équivalent du gauchiste. Alexandre a raison de déplorer l'émergence d'une certaine droite qui a les mêmes réflexes sectaires et ostracisants que la gauche. Que l'anti-politiquement correct devienne une forme de politiquement correct est un risque réel. De même manière que le gauchisme dresse des listes d'ennemis, cette droite-là épingle les « collabos avec l'islamisme », campe sur ses positions et n'épouse pas la culture du réalisme. Mais j'en suis loin. Ma droite tient en même temps d'Antigone et de Créon. On considère traditionnellement Antigone comme une rebelle à l'ordre établi, donc une figure de gauche. J'y reconnais plutôt la figure du conservatisme, parce qu'elle fait passer les



Philippe Muray.

lois naturelles universelles avant les lois de la cité, sans faire aucun compromis avec le réel. Je crois en revanche que la droite qu'Alexandre apprécie, c'est celle de Créon qui est dans la cité et sait faire des compromis, les mains dans le cambouis...

Alexandre de Vitry. Pour moi, la droite d'Antigone représente la littérature, parce qu'elle est obligée d'abandonner la cité. Elle est toute seule, alors que Créon gère la vraie politique au quotidien. Mais revenons au présent. Si je critique la dérive « gauchisante » de la droite la plus idéologisée, ce n'est pas seulement à cause de son éventuel sectarisme. Des évolutions bien plus profondes me préoccupent, notamment quand je lis certains collaborateurs de *Limite* qui rapatrient à droite un discours de gauche, aboutissant à une étrange synthèse entre le retour à la terre à l'ancienne et le côté baba cool/Notre-Dame-des-Landes. J'aimerais savoir ce que cela t'inspire, Eugénie.

Eugénie Bastié. C'est une tendance que je déplore. Certains discours « ni-droite-ni-gauche » tombent en effet dans une sorte de populisme indifférencié à la fois pauvre intellectuellement et trop systématique. Si j'ai cofondé la revue *Limite*, c'est parce que je crois profondément au concept de limite, comme fondement pour moi d'une vision de droite. Il faut accepter des limites à tout, y compris à la politique elle-même. Comme toi, Alexandre, je place la finitude humaine au centre de mon rapport au politique.

Vous ne vous réconciliez pas si facilement ! L'une de vos grandes divergences tient à →



Marine Le Pen en visite à l'usine Whirlpool d'Amiens, durant l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle, 26 avril 2017.

votre rapport au libéralisme. Alors qu'Eugénie reprend la critique du libéralisme-libertaire dans son dernier livre, *Le Porc émissaire*, Alexandre de Vitry, revendique un certain héritage libéral.

Alexandre de Vitry. La notion de libéralisme m'est incroyablement précieuse, y compris dans sa composante économique, parce qu'elle produit de la modération. Certes, je ne me sens pas spécialement adepte du capitalisme libertaire ou libertarien, comme disent les Américains, mais, qu'on ait une pente socialiste ou une pente conservatrice, un peu de libéralisme ne fait de mal à personne. Le jour où tout le monde sera devenu antilibéral à droite et à gauche, ce sera inquiétant pour nos libertés, notre rapport à l'homme et à ses limites.

Eugénie Bastié. Si certains emploient l'expression « néolibéralisme » à tout bout de champ, au point qu'on ne sait plus de quoi ils parlent, je critique l'anthropologie libérale qui postule un individu isolé et délié – une monade abstraite qui n'a d'autres objectifs que de réclamer des droits. Cette anthropologie a un potentiel illimité, si bien que l'inflation des droits de l'homme ne s'arrête plus, jusqu'à obtenir un individu support d'un nombre de droits infinis. On le voit aujourd'hui sur les

questions sexuelles et raciales. C'est cette logique qui me dérange.

Alexandre de Vitry. Le libéralisme ne postule pas forcément un homme délié de ses appartenances particulières, isolé de la société et mû par son seul intérêt égoïste. C'est une caricature de discours antilibéral ! Aucun auteur libéral n'a jamais écrit cela.

En tout cas, à vous lire, Eugénie, on se dit que l'époque est peut-être moins au triomphe du libéralisme qu'à un rappel à l'ordre sous les auspices de la gauche.

Eugénie Bastié. J'ai sous-titré *Le Porc émissaire* « Terreur ou contre-révolution », parce que la révolution sexuelle a déjà eu lieu. La question, c'est bien de savoir si après le 1789 sexuel, on aura un 1793. Aujourd'hui, il y a une radicalisation des discours féministes qui peut aboutir soit à une forme de terreur, soit, par l'effet *backlash* à une contre-révolution puritaine, que ce soit sous sa forme anglo-saxonne issue de l'héritage protestant, ou sous celle du puritanisme islamique. Sous les atours d'une espérance révolutionnaire, #metoo exprime une demande conservatrice, parce qu'on a déjà déconstruit toutes les barrières au désir et à la liberté sexuelle, et qu'il n'y a plus rien à déconstruire. Aussi, quand Natalie Portman proclame : « *Nous allons faire la révolution du désir* », je me sens viscéralement de droite. Je n'accepte pas qu'on puisse faire de révolution dans l'intime. La politique doit

s'arrêter quelque part, sous peine de devenir totalitaire. Ce n'est pas de révolution dont on a aujourd'hui besoin, mais de codes qui permettent d'appréhender les relations entre les sexes pour que la transgression soit encore possible. Sans cadres, il n'y a plus de transgression ni de liberté possibles.

Alexandre de Vitry. N'exagérons rien, Eugénie. Tu t'inquiètes de la dévirilisation, de la prétendue fin des hommes... Moi qui en suis un, je peux dire que ça va ! Il ne faut pas dramatiser la condition masculine. Dans notre monde, cela reste plus difficile d'être une femme que d'être un homme. Et la société d'après la libération sexuelle, malgré toutes ses injonctions contradictoires, ne nous terrasse pas non plus. Il y a tout un tas de sujets éthiques ou moraux dont s'empare la droite post-Manif pour tous de façon à nous faire croire que la vie est devenue insoutenable, mais ce n'est pas vrai !

Eugénie Bastié. Je ne propose pas de revenir à avant la libération sexuelle. Seulement, je constate que la libération sexuelle a tout emporté, y compris des cadres qui permettaient de codifier la relation homme-femme. Résultat : il n'y a plus rien, sinon un certain malaise, chez toutes ces jeunes filles qui, à 13 ou 14 ans, à cause

de la généralisation du porno, sont invitées à accomplir des actes sexuels, dont elles n'ont pas forcément envie. La société a remplacé l'injonction à la chasteté par l'injonction à la jouissance. Sans regretter le passé, je n'y vois pas forcément un progrès.

Bastie: « Il est salubre que la droite ait cessé de se faire dicter les critères de la respectabilité par la gauche. »

Restons dans le domaine de la famille.

Alexandre, dans votre milieu familial du 16^e, on ne votait pas Le Pen parce que « ça ne se faisait pas ». Vous liez ce souci des formes sociales à votre goût pour les formes littéraires, mais pour parler comme Bourdieu, ce rejet de l'extrémisme n'est-il pas aussi un habitus de classe bourgeois ?

Alexandre de Vitry. Bien sûr et c'est très bien comme ça. Je persiste à croire que la stratégie de distinction anti-Le Pen était un réflexe bourgeois sain. Reste qu'entre 2002 et 2017, dans la bourgeoisie de droite, le vote catholique en faveur de Jean-Marie Le Pen, puis de Marine Le Pen a explosé, de même que le vote FN des bac + 4. C'est un signe des temps, d'autant que les catholiques correspondent sociologiquement à une moyenne bourgeoisie supérieure dans la société française, catégorie qui a perdu un garde-fou.

Peut-être, mais de Jean-Marie à Marine, le danger dont il faut se garder a passablement changé. Le paradoxe amusant, c'est que Jean-Marie Le Pen est bien plus littéraire que sa fille...

Eugénie Bastie. Dans une certaine frange de la bourgeoisie catholique, Jean-Marie Le Pen avait en son temps quasiment plus de succès que Marine Le Pen. Cette dernière s'adresse d'ailleurs à des petits Blancs aux préoccupations très éloignées des mots d'ordre de la Manif pour tous. On peut trouver mille défauts à Marine Le Pen : vulgaire, incompétente, trop à gauche, mais je me félicite que le complexe anti-FN ait sauté. Tout simplement parce qu'il était irrationnel. Aux dernières présidentielles, l'effacement du clivage droite-gauche a donné lieu à un face-à-face navrant entre la technocratie et le populisme, qui m'a rendue nostalgique de la vieille droite et de la vieille gauche.

Êtes-vous en train d'appeler à voter Le Pen, chère Eugénie ?

Eugénie Bastie. Pas du tout, je dis simplement qu'il est salubre que la droite ait cessé de se faire dicter les critères de la respectabilité idéologique et morale par la gauche. Même d'un point de vue littéraire, je ne crois

pas le complexe fécond. Muray n'était pas complexé et Houellebecq non plus.

Alexandre de Vitry. Muray était surtout irrécupérable. Sa pensée est beaucoup trop radicale pour être féconde. Il voulait carrément que l'espèce humaine arrête de faire des enfants !

Tentons justement de vous réconcilier autour de Muray, qui pointait notamment le « grand mouvement occidental d'effacement de toutes les différences ». Dans un univers qui se veut égalitaire et transparent à lui-même, la littérature est-elle encore possible ?

Eugénie Bastie. Je crains que non. Ce qui m'inquiète chez les féministes qui veulent censurer quantité d'œuvres littéraires au nom du Bien, c'est moins la censure des œuvres existantes que l'impossibilité même de créer dans le monde qu'elles nous préparent. Shakespeare ne pourrait pas exister dans cet univers d'extension infinie du domaine de la politique et du droit. Il y a quand même deux grands ressorts immuables de la littérature : la différence des sexes – condition du jeu amoureux – et la différence sociale. Et ces différences ont tendance à disparaître sous le rouleau compresseur égalitaire. Sur le plan des codes sociaux, un bourgeois s'habille aujourd'hui comme un rappeur de banlieue, comme l'écrit Renaud Camus dans *La Civilisation des prénoms*. À force d'enrégimenter le domaine de l'intime, de restreindre les libertés au nom des droits de l'homme et d'araser les différences, l'espace dans lequel la littérature peut se déployer se réduit comme peau de chagrin.

Alexandre de Vitry. Muray s'est beaucoup interrogé sur la fin du roman. Lui aussi considérait que le monde devenait irréprésentable à force de se lisser et s'égaliser, jusqu'à abolir les différences de sexe et de condition. Certes, Muray n'arrivait plus à écrire de roman qui le satisfasse vraiment, mais il a réagi à cette incapacité en inventant une nouvelle forme de littérature. Le centre de son œuvre, ce ne sont pas ses romans, mais ses essais géniaux. C'est ce qui me rend optimiste pour l'avenir de la littérature. L'humanité pourra toujours être lissée, égalisée, composée de sosies, cela n'empêchera pas ces espèces d'hyper individus que sont les grands écrivains de perpétuer la littérature. Il y avait bien des dissidents en URSS. Eh bien dès qu'un individu naît, il y a une chance que la littérature apparaisse. •



*Le Porc émissaire :
Terreur ou contre-
révolution, Eugénie
Bastie, Éditions du
Cerf, 2018.*



*Sous les pavés, la
droite, Alexandre
de Vitry, Desclée de
Brouwer, 2018.*

LES RACINES DE L'ISLAMISME SONT DANS L'ISLAM

Par Aurélien Marq

Dans une nouvelle étude rédigée par Hakim El Karoui, l'Institut Montaigne affirme clairement que le djihadisme est une idéologie et un projet politique. Malgré cet éclair de lucidité, ce texte néglige la dimension religieuse de l'islamisme et échoue donc à expliquer son succès.

L'Institut Montaigne, déjà auteur en 2016 d'un rapport devenu une référence sur l'islam de France, vient de publier une nouvelle étude intitulée « la fabrique de l'islamisme ». Ce travail ambitieux, méthodique et fouillé ouvre des perspectives et apporte des propositions qui méritent qu'on s'y attarde.

« La fabrique de l'islamisme » a l'immense mérite de dire clairement que l'islamisme est une idéologie et un projet politique, et non pas, comme le prétend Olivier Roy, une simple forme de délinquance ou de révolte sociale (une « *islamisation de la radicalité* »), et qu'en conséquence, la lutte contre son emprise doit être menée sur les fronts politique et idéologique, pas seulement sur le social et le sécuritaire.

Ce travail souffre cependant d'un défaut : il néglige largement la dimension religieuse et spirituelle du phénomène. Or, parlant le langage des mythes, des

symboles, des rituels, les religions et les spiritualités s'adressent au plus intime et au plus profond de la psyché humaine, avec un fort potentiel de mobilisation des individus et des groupes. Ainsi, l'islamisme n'est pas seulement une idéologie politique. C'est un totalitarisme politico-religieux, une métaphysique, et celui qui l'ignore risque de passer à côté de ses caractéristiques les plus importantes.

En refusant de se cantonner à l'observation du djihadisme pour traiter le terreau islamiste qui l'inspire, l'encourage, le justifie, puis en abordant tous les islamismes pour dégager leurs traits communs et leurs différences (wahhabisme, frérisme, turco-islamisme, etc.) les auteurs de « la fabrique de l'islamisme » font preuve d'une grande lucidité. Mais le lecteur a parfois l'impression qu'ils font preuve d'une forme d'ethnocentrisme en établissant, entre phénomènes politiques et religieux, une distinction certes naturelle pour des esprits laïques, mais étrangère à l'islam, où l'organisa-



Hakim El Karoui, auteur du rapport « La fabrique de l'islamisme », publié par l'Institut Montaigne.

tion sociale et politique est imbriquée dans la religion. Ils insistent très justement sur l'absurdité des « discours tiers-mondistes imputant à l'Occident la source de tous les maux » et le fait qu'« il existe, à l'évidence, une histoire et des valeurs dont le développement n'est pas dû à l'Occident ». Sur ce point, le rapport cite le remarquable *Fascination du djihad : fureurs islamistes et défaite de la paix* (PUF), de Gabriel Martinez-Gros : « Consacrer la centralité de l'Occident revient à infantiliser les islamistes et à nier la vigueur et le sérieux intellectuel de leur discours. Aurait-on idée de parler des nazis comme de victimes de la crise économique ou des commerçants ruinés sans s'intéresser au contenu des discours, au racisme extrême et à l'extermination des juifs ? » Tout est dit.

Seulement, ce qu'ils chassent par la porte, ils le laissent entrer par la fenêtre. Ainsi affirment-ils que « l'idéologie islamiste est née de la nécessité de donner une réponse à la question de la modernité posée par l'Occident », avec l'expédition d'Égypte de Bona-

parte. Certes, ils évoquent des « prémices » antérieures, mais leur approche n'en fait pas moins l'impasse sur presque douze siècles d'histoire. Dès l'origine, en effet, l'islam a tout subordonné à la loi religieuse, la charia, et admis l'usage de la force pour répandre la religion. D'après la tradition islamique, le Prophète lui-même aurait refusé toute paix avec la tribu des Banu Tha'qif jusqu'à sa conversion et à la destruction du sanctuaire d'al-Lat, dont elle avait la garde. Le « bel exemple » du Prophète est celui d'un chef de guerre qui réduit les captifs en esclavage. La sourate n° 9, considérée comme l'avant-dernière, qui abroge celles qui la contrediraient, est une déclaration de guerre au monde pour lui imposer l'islam. Et en 1093, al-Ghazâlî, l'un des penseurs les plus influents du monde musulman, condamna la *falasifa*, la tentative ébauchée depuis al-Kindi pour intégrer à l'islam les apports de la philosophie grecque. En somme, comme le disait Abdelwahab Meddeb : « *L'islamisme est la maladie de l'islam, mais les germes sont dans le texte.* »

En refusant de voir que des phénomènes comparables à l'islamisme préexistent à la modernité occidentale, les auteurs du rapport rejettent la responsabilité première de la crise actuelle sur l'Occident, d'où leur insistance à combattre la peur

de l'islam autant que l'islamisme.

Ils disposaient pourtant des outils nécessaires à l'examen des causes et des responsabilités endogènes à l'islam, comme les travaux de Souâd Ayada, qui voit dans l'islam deux métaphysiques antagonistes, l'une étant la source de ce qu'elle nomme « l'islam des théophanies », selon lequel Dieu se donne à voir par l'entremise de toutes les formes de beauté, transcendance dans l'immanence réconciliant amour, intelligence et connaissance de l'autre, que Nour el houda Ismaïl-Battikh résume comme « entièrement subordonnée à la reconnaissance d'une transcendance séparée [...] inaccessible par essence à l'ordre de l'humain [et qui] ne saurait produire qu'une vision du monde appauvrie et tronquée, dont la puissance négative culminerait dans ses retentissements juridico-politiques. » On pourrait aussi citer Marie-Thérèse Urvoy, Rémi Brague, Édouard-Marie Gallez, Philippe Capelle-Dumont, Alain Besançon... On craint d'essentialiser l'islam, mais n'a-t-il pas →

une essence, quelque chose qui le distingue ce qui n'est pas lui ? S'il est important d'éviter la confusion entre les musulmans et les islamistes, gare à la naïveté. Or, celle-ci, ou à tout le moins une forme d'optimisme forcé, est bien présente dans ce texte. Ainsi, les auteurs affirment que « *les musulmans sensibles aux thèses islamistes constituent aujourd'hui une minorité en France* ». C'est hélas faux.

Les musulmans adhérant « pleinement » aux thèses islamistes sont peut-être une minorité, mais une majorité y est sensible. Tarik Yildiz l'avait déjà démontré concernant une certaine jeunesse musulmane en France. Du reste, quand il affirme que « *le discours salafiste a réussi à s'imposer comme la référence à partir de laquelle les musulmans doivent penser leur conception de la pratique religieuse* », l'Institut Montaigne le reconnaît implicitement. N'oublions pas que, dans les pays musulmans, les partis islamistes obtiennent souvent la majorité, y compris parmi les électeurs résidant en Europe, et qu'Abdenour Bidar est loin d'avoir l'audience de Tariq Ramadan.

Pourquoi les musulmans de la fameuse « majorité silencieuse » ne se lèvent-ils pas pour s'opposer à l'islamisme ?

Force est donc de constater que l'islam humaniste que les gens de bonne volonté appellent de leurs vœux existe, mais qu'il n'a manifestement pas le succès que nous souhaiterions. Certes, il manque de moyens et, alors qu'ils devraient le soutenir sans réserve, nos États occidentaux rechignent à lui donner de quoi se faire entendre face à la propagande islamiste. Du reste, gouvernements et médias occidentaux rivalisent de complaisance, par exemple face à ceux qui prétendent que le voile est une liberté, alors qu'il traduit l'adhésion à une doctrine qui postule que les femmes ne doivent pas avoir les mêmes droits civiques que les hommes.

Reste que le problème n'est pas un déficit d'offre (manque de discours modérés), mais de demande (les discours modérés ne mobilisent que peu de monde). Pourquoi les musulmans de la fameuse « majorité silencieuse » ne se lèvent-ils pas pour s'opposer non seulement au djihadisme, mais à l'islamisme ? Peut-être parce qu'ils ne le veulent pas, ou pas assez, en dépit du fait que, dans le monde musulman, il existe bel et bien une volonté de se libérer de l'obscurantisme, comme le montrent les femmes et les hommes qui se rebellent contre le port du voile.

Remarquable photographie de l'islamisme contemporain, le rapport El Karoui est aussi une occasion

manquée. Ne percevant que les dernières résurgences de son objet, sans en saisir sa part la plus ancienne et la plus dangereuse, il élude une donnée essentielle : si l'islamisme n'est pas la totalité de l'islam, il n'en est pas non plus une dérive, mais en fait partie intégrante. Aussi ses pistes de solution sont-elles incomplètes ou boiteuses.

La solution ne réside pas dans une nouvelle interprétation des textes de l'islam, comme on l'a suggéré par ailleurs, mais dans la liberté de les critiquer. Il ne s'agit donc pas de proposer un récit alternatif à celui des islamistes, mais un récit qui neutralise le leur, et qui légitime la conscience morale de l'Homme. En leur for intérieur, nombre de musulmans sentent la perversion du projet totalitaire islamiste, mais ne se donnent pas le droit de dire « je ne suis pas d'accord » face à un verset violemment conquérant, ou un récit de soumission inconditionnelle. Et d'autres se complaisent dans un ressentiment légitimé par l'islamisme. Il faut revenir à la distinction de Plutarque entre la « religion », quête du divin dans le respect mutuel entre hommes et dieux, et la « superstition », abandon de tout jugement moral et rationnel au profit de la soumission à l'arbitraire. L'homme peut-il se soumettre à un ordre qu'il croit venir d'un dieu sans le jugement de sa conscience ? L'enjeu, c'est la foi en un Père qui a foi en Ses Enfants, un Créateur qui a foi en Sa Création, un Dieu qui a foi en l'Homme. C'est la question posée par Yadh Ben Achour : « *L'homme libre, ami de Dieu, n'est-il pas meilleur que l'homme esclave de Dieu ?* »

Depuis des millénaires, ce creuset hellénico-celto-germano-slavo-judéo-christiano-humaniste qu'on appelle l'Occident a fait le choix de la responsabilité individuelle. Lorsque le peuple demande « *que devons-nous faire ?* », Eschyle fait dire à Athéna, après que tous ont exposé leurs arguments, « *que chacun se prononce selon ce qu'il croit juste* ». Nul relativisme ici, mais l'injonction à chercher ensemble la vérité, débattre de ce qui est juste, puis choisir en son âme et conscience, et assumer. Le Christ appelle chacun à prendre sa propre croix et à le suivre, à avancer. Malgré la douleur, Jacob a lutté contre l'ange jusqu'à l'aurore pour gagner le nom d'Israël, « Celui qui lutte contre Dieu ». C'est quand l'homme va au bout de lui-même qu'il découvre que le divin est venu à sa rencontre. *Sapere aude*, nous enseignent les Lumières, aie le courage de te servir de ton propre entendement.

Nous ne pourrions vaincre l'islamisme que si nous assumons fièrement cet héritage, que nous le proposons à ceux que nous accueillons et que nous refusons de le laisser détruire à cause de sa part d'ombre. Cela suppose d'oser dire aux musulmans que l'islam est responsable de l'islamisme, tout en tendant la main, non en donneurs de leçons mais en frères, à ceux qui osent se rebeller contre la face obscure de leur religion. •

NOTRE DÉCLIN ET L'EMPIRE AMÉRICAIN

Par David Desgouilles

Les journalistes Natacha Polony et Jean-Michel Quatrepoint écrivent en bande organisée. Leur dernier opus *Délivrez-nous bien !* fustige l'américanisation d'une France victime de la tyrannie des minorités. Souverainistes, à vos librairies !

Arrêtez d'emmerder Natacha Polony et Jean-Michel Quatrepoint ! Nos deux confrères, bien connus des lecteurs de *Causeur*, sont aussi colère que Georges Pompidou en son temps. L'une, « quadragénaire plutôt émancipée pas franchement portée sur la soumission et le retour au foyer », vient de revenir à ses premières amours en prenant la direction de *Marianne*, l'autre « homme hétérosexuel de plus de 50 ans », a dirigé *La Tribune* et *Le Nouvel Économiste*. Ces deux journalistes, mais néanmoins amis, poussent un cri d'alarme dans leur essai écrit à quatre mains, *Délivrez-nous du bien ! Halte aux nouveaux inquisiteurs* (éditions de l'Observatoire).

De la « révolution #metoo » à l'obsession des « nouveaux inquisiteurs » rééduquant le bon peuple, en passant par la toute-puissance des minorités de toutes sortes, Polony et Quatrepoint formulent des constats souvent délivrés dans nos colonnes. Les plus atlantistes frémiront cependant à la lecture de la thèse centrale de l'essai : l'influence anglo-saxonne menace notre identité. Lecteurs de Régis Debray, les deux auteurs s'affligent de nous voir devenir des « gallo-ricains ». N'oublions pas que Sandra Muller a lancé le fameux hashtag #balancetonporc depuis New York. Tout un symbole du puritanisme anglo-saxon qui se sent désormais triomphant comme #metoo en France.

Mais le féminisme n'a pas le monopole des postures victimaires. Dans la lignée de Tocqueville, qui annon-

çait la tyrannie de la majorité dans *La Démocratie en Amérique*, Polony et Quatrepoint montrent à quel point la « tyrannie des minorités » menace désormais la démocratie. Quitte à caresser la doxa à rebrousse-poil en citant l'affaire Jacqueline Sauvage (sainte martyre des femmes battues, qui n'a jamais porté plainte contre son mari avant de l'abattre de trois coups de fusil dans le dos), les propos malséants de Jean-Paul Guerlain ou la tentative de pénalisation des clients de prostituées. Nos compères aggravent leur cas par l'emploi de qualificatifs aussi aimables qu'« hystéroféministe », leur dénonciation du sectarisme vegan et des inepties différentialistes que sont l'« écriture inclusive » et l'« appropriation culturelle ». Pas sûr que Caroline de Haas pardonne leurs offenses...

Déjà à l'initiative du comité Orwell, collectif de journalistes souverainistes qui milite en faveur du pluralisme dans les médias, le tandem proche des milieux chevenementistes collabore régulièrement à l'antenne de la chaîne virtuelle Polony TV et ne se fait pas que des amis chez les mal-pensants. Ainsi, certains fans d'Éric Zemmour ont-ils récemment reproché à Natacha Polony de cultiver le « juste milieu ». Certes, à la différence de leur héraut, la directrice de *Marianne* essaie de penser contre elle-même pour éviter de se caricaturer. Nuancé, mais jamais tiède, *Délivrez-nous du bien !* exprime le talent pédagogique de ses deux plumes, la professeur Polony et le journaliste économique Quatrepoint, qui ont l'art et la manière d'expliquer les ressorts de la mondialisation.

Une fois ces 300 pages achevées, on se dit que la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la défiance face au règne des multinationales et la préservation d'un certain art de vivre à la française méritaient bien un livre broché. Et tant pis pour les chênes qu'on abat. •



Natacha Polony et Jean-Michel Quatrepoint, *Délivrez-nous du bien ! Halte aux nouveaux inquisiteurs*, éditions de l'Observatoire, 2018.

CAMBRIOLAGE L'ÉCOLE DU CRIME

Propos recueillis par
Gil Mihaely

Aujourd'hui retraité, le général de la gendarmerie nationale Patrice Bayard a vu le profil des cambrioleurs évoluer. Aux traditionnels petits délinquants isolés, se sont adjoints des organisations structurées roms, roumaines ou issues de l'ex-URSS. Cette professionnalisation de la rapine oblige police et justice à s'adapter.



Le général Patrice Bayard.

Causeur. Tandis que le terrorisme, les trafics de drogue et les crimes de sang accaparent l'attention médiatique, les 250 000 cambriolages qui ont lieu chaque année en France semblent passer sous les radars. Un cambriolage est-il moins traumatisant qu'une agression ?

Patrice Bayard. Pas du tout. Ce type de délinquance contribue très fortement au sentiment d'insécurité. Au cours de ma carrière, j'ai vu de nombreuses victimes traumatisées longtemps après un cambriolage, souvent bien au-delà du préjudice matériel subi. Les gens sont très choqués que l'on puisse entrer chez eux, fouiller leur maison, y voler des biens, fût-ce de faible valeur.

Qui sont aujourd'hui les cambrioleurs ?

Je distingue deux grandes catégories. D'abord ceux qui ont toujours sévi : jeunes à la dérive, drogués ou individus en quête de petits profits rapides. Ils travaillent sur un petit périmètre, sont souvent interpellés et bien connus par les forces de l'ordre. Ensuite, il y a la délinquance itinérante, parfois organisée, qui a longtemps été sous-estimée. Cette catégorie comporte trois grandes familles : celles qui tournent autour d'un

clan rom, des organisations moins structurées typiquement roumaines (et non roms !) et enfin les associations criminelles très structurées autour de chefs qui se projettent sur des territoires très lointains.

Je me souviens d'une petite organisation qui recrutait des jeunes Roumains pour voler dans des exploitations agricoles en France. Leur butin nous semblait de peu de valeur (vieux vélos, tronçonneuses). Ils remplissaient des fourgonnettes entières et repartaient pour la Roumanie pour les revendre sur le marché noir ou sur des sites type Le Bon Coin. Avant qu'on y mette fin, ils ont créé un véritable malaise chez nos agriculteurs. En France, les organisations les plus structurées sont d'origine géorgienne ou moldave.

Nous avons mis du temps à comprendre cette culture criminelle. On se contentait d'arrêter des petites équipes de cambrioleurs, parfois de deux ou trois membres, sans rien savoir de l'organisation à laquelle ils appartenaient. Sur un même territoire, on peut voir opérer une dizaine d'équipes de cambrioleurs sous les ordres d'un lieutenant, lui-même dirigé par un dirigeant régional, lequel rend des comptes à un grand chef souvent implanté à l'étranger.

Ont-ils tous des liens de parenté entre eux ?

Non. Ils sont recrutés et adhèrent à un système de valeurs codifié. Ce sont souvent des organisations créées par d'anciens prisonniers du goulag. Des durs

qui ont appris à survivre dans des conditions inimaginables. Les autorités russes, notamment les services spéciaux, ont instrumentalisé ces structures criminelles, leur permettant de perdurer dans le temps. On les appelle d'ailleurs « voleurs dans la loi », car ils obéissent à une sorte de code d'honneur – la loi des voleurs. Cela peut vous sembler relever du fantasme et du cinéma, mais pour avoir été confronté à eux, je peux vous assurer que c'est une réalité bien connue dans les pays de l'Est. Ces structures criminelles exigent des rendements de leurs équipes qui doivent faire jusqu'à cinq ou six cambriolages par jour, parfois plus.

Les cambriolages massifs sont souvent la première phase de l'implantation d'une organisation criminelle.

Visent-ils des appartements, des maisons ou des commerces ?

Ils visent principalement des appartements et des maisons individuelles, même s'ils ont aussi des membres spécialisés dans les vols à l'étalage dans les commerces. Les équipes de cambrioleurs proprement dites sont souvent composées de trois ou quatre personnes, dont un serrurier qui ouvre les portes.

Quel butin recherchent-ils ?

L'image du cambrioleur qui emporte la télévision, la chaîne hi-fi est trompeuse : ils cherchent les bijoux, les montres, et tout ce qui peut se négocier très rapidement, comme les tablettes et les téléphones. Et, bien sûr, le liquide.

Comment est organisé le recel ?

Les receleurs sont souvent français. Tout ce qui est négociable est vendu sur place, le numéraire remonte en haut de la hiérarchie. La particularité de cette organisation, c'est que les voleurs eux-mêmes ne gardent pas leur butin. J'ai le souvenir d'un voleur qui avait gardé pour lui une montre : il a dû faire face à la « justice » de la bande.

Sont-ils violents ?

Essentiellement entre eux. Pour l'instant, sur le territoire français, on n'observe pas de violence vis-à-vis des personnes. Sachant qu'en France, les voleurs échappent à de lourdes peines s'il n'y a pas violence et si ça se passe bien avec la police, ils font profil bas. Heureusement, nous avons réussi, non sans efforts, à faire comprendre à la police et à la justice qu'il ne s'agissait pas d'individus malheureux, mais de membres d'organisations criminelles. Aussi, les condamnations sont-elles de plus en plus lourdes, car le vol en bande organisée est considéré comme une

circonstance aggravante.

Ces groupes de prisonniers étrangers appartenant à des organisations structurées régies par un code d'honneur posent-ils des problèmes particuliers à l'administration pénitentiaire ?

La vie en cellule fait partie du mode de vie normal des voleurs dans la loi. Évidemment, en prison, certaines personnes prennent le pouvoir et peuvent créer des problèmes. Il y a quelques années, il y a eu une confrontation dans une maison d'arrêt du côté de Saint-Étienne entre Géorgiens et Tchétchènes, mais pour le moment ça ne va pas plus loin.

Y a-t-il des passerelles entre cambrioleurs et trafiquants d'armes, de drogue ou d'êtres humains ?

Les cambriolages massifs sont bien souvent la première phase de l'implantation d'une organisation criminelle. Certains cambrioleurs évoluent ensuite avec des commerces, des bars, puis parfois vers la prostitution, le trafic d'armes et de drogue. Quant aux voleurs dans la loi, ils se concentrent sur leur corps de métier : les cambriolages.

Comment réagissent les réseaux criminels français face à ces nouveaux arrivés ?

Pour l'instant, il y a très peu de conflits, car ces groupes criminels se spécialisent dans des activités peu rentables qui n'intéressent pas le grand banditisme français. Celui-ci préfère le trafic de drogue et la prostitution, et regarde un peu de haut les cambrioleurs. Mais, à terme, de sévères confrontations sont inéluctables. Les nouveaux finiront par déranger.

Quel est votre pronostic pour l'avenir ?

Si on maintient la pression comme aujourd'hui, on peut contenir le phénomène en perturbant et en dérangeant l'implantation des réseaux. Ces derniers recherchent un maximum de profit en prenant un minimum de risques. Ils tournent entre les régions, se déplacent et essaient de s'implanter là où il est plus simple de voler. Si on s'attaque à leurs structures de commandement, cela finira par les décourager et les inciter à aller ailleurs.

La difficulté croissante à utiliser de l'argent liquide a-t-elle un impact sur ce genre de criminalité ?

Bien sûr. C'est notamment vrai pour les réseaux roms spécialisés dans le vol de métaux. Si les acheteurs de métaux respectaient la réglementation et refusaient de payer en cash, cela les gênerait énormément. Nos amis allemands, qui acceptaient le paiement en cash, ont vu les vols de métaux exploser chez eux... mais cela avait aussi un impact dans notre pays, car les Roms continuaient de voler en France pour revendre en Allemagne. •

ANGLETERRE, LE ROYAUME DE LA DOUBLE PEINE

Par Ana Pouvreau et Mark Porter



En Grande-Bretagne, l'expulsion des délinquants étrangers au terme de leur peine est appliquée depuis plus de dix ans. Gouvernements travaillistes et conservateurs se sont même engagés à construire des prisons dans les pays d'origine des condamnés. Enquête.

La prison de Maidstone dans le Kent, qui accueille exclusivement des détenus étrangers.

Le débat sur la « double-peine » – c'est-à-dire l'expulsion des délinquants étrangers au terme de leur peine –, qui agite régulièrement la France, est tranché depuis plusieurs années au Royaume-Uni où le renvoi des criminels et délinquants étrangers vers leur pays d'origine contribue à vider les prisons surchargées de Sa Majesté.

Fin 2017, on comptait 9 349 étrangers sur une population carcérale de 84 373 prisonniers. Le gouverne-

ment britannique ne fait pas de différence parmi eux entre les criminels étrangers en situation régulière et les clandestins. Tous sont désignés par l'appellation « *Foreign National Offenders* » (FNO). Les FNOs viennent de 150 pays, mais plus de la moitié sont originaires de Pologne, de République d'Irlande, de Jamaïque, de Roumanie, de Lituanie, d'Albanie, du Pakistan, d'Inde et de Somalie. Les prisons Maidstone et Huntercombe accueillent uniquement des FNOs. Des prisonniers étrangers sont également détenus dans d'autres prisons du royaume¹. Selon le porte-parole du Home Office (le ministère de l'Intérieur britannique), entre 2010 et 2018, 41 000 détenus étrangers ont été expulsés du Royaume-Uni avec un pic en 2016-2017 culminant à 6 346 personnes². Actuellement, les expulsions sont menées au rythme d'une centaine par semaine. Près d'un tiers des expulsés sont originaires d'Inde, du Pakistan et de Roumanie.

500 prisonniers voués à l'expulsion ont finalement été libérés avant de disparaître des écrans radars.

Pour l'organisation britannique Corporate Watch, le serrage de vis a commencé sous les gouvernements travaillistes de Tony Blair et de Gordon Brown avec l'adoption de la loi sur les frontières (*UK Borders Act*) de 2007, qui stipule que tous les détenus étrangers, qui ont été condamnés à une peine d'emprisonnement de douze mois ou plus sont « *automatiquement* » expulsés du territoire national tandis que « *tous* » les détenus qui ne sont pas citoyens britanniques pourront être expédiés vers leur pays d'origine. Avant le vote de cette loi, la plupart des criminels étrangers étaient libérés après avoir purgé leur peine. Aujourd'hui, ils sont transférés dans des centres de rétention, gérés par des sociétés privées pour le service de l'immigration, jusqu'à leur expulsion vers leur pays d'origine.

Cette politique a été poursuivie par les conservateurs. David Cameron (Premier ministre de 2010 à 2016) estimait tout à fait normal que « *les criminels étrangers qui enfreignent les lois soient correctement punis, mais [que] cela ne devrait pas se faire au détriment du contribuable britannique qui travaille dur*³ ». Le coût pour maintenir une personne en prison a été évalué à 35 000 livres par an (soit environ 40 000 euros). Le gouvernement Cameron a signé des accords de transferts de prisonniers avec plusieurs États dont bon nombre de ressortissants sont détenus dans les prisons britanniques, comme l'Albanie (2013), le Nigéria (2014), le Rwanda (2010) et la Libye. Au total, on compte aujourd'hui plus de 100 accords bilatéraux de ce type. L'actuelle Première ministre conservatrice Theresa May suit la même ligne. Le consentement du

prisonnier est nécessaire, à l'exception des transferts vers des pays de l'Union européenne, l'Albanie et le Nigéria.

Les Britanniques se sont également engagés à construire des pénitenciers à l'étranger pour accueillir les criminels condamnés : après un premier projet de 25 millions de livres en Jamaïque en 2015, 700 000 livres vont être investies dans la construction d'une annexe à la sinistre prison de Kirikiri à Lagos, où sont actuellement entassés plus de 5 000 prisonniers alors que la capacité d'accueil est de 1 000 personnes, qui sera spécialement affectée à l'accueil des détenus transférés⁴. En raison des conditions carcérales jugées déplorables au Nigéria, l'accord de 2014 n'a jamais été appliqué.

Cette politique suscite bien sûr nombre de critiques contradictoires. Ainsi, le gouvernement britannique a-t-il été accusé de « *colonialisme carcéral*⁵ » à propos des opérations menées en Jamaïque et au Nigéria. La première a d'ailleurs échoué après avoir donné lieu à une mini-crise diplomatique. Quant à l'annexe de la prison de Kirikiri, elle ne fournira qu'une centaine de places supplémentaires, alors que plusieurs centaines d'individus sont concernés. Il faut noter qu'à l'horizon 2050, la population nigériane sera supérieure à celle des États-Unis, passant, selon les Nations unies, de plus de 180 millions à plus de 300 millions d'habitants. En revanche, à l'intérieur du pays, les autorités britanniques sont accusées de laxisme, notamment par la presse : en effet, plus de 500 prisonniers qui, au terme de leur peine purgée pour des crimes violents étaient voués à l'expulsion, ont finalement été libérés avant de disparaître des écrans radars. Ils ne peuvent toujours pas être localisés⁶.

L'expulsion des criminels étrangers bénéficie en tout cas d'un large soutien populaire et celui-ci ne risque pas de faiblir dans la phase d'incertitude créée par l'approche du Brexit. En cas de « *hard Brexit* », le Royaume-Uni pourrait se libérer des contraintes imposées par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), les expulsions étant souvent condamnées comme des violations du droit à la vie privée et familiale des individus concernés. •

1. Cheryl Cates, « Immigration Enforcement », *Prison Operations and Removals Team*, 25 novembre 2016 ; Lucy Slade, *Foreign National Prisoners : Best Practice in Prison and Resettlement*, 2015.

2. Lizzie Dearden, « Hundreds of Foreign Nationals Disappear after Serving Prison Sentences for Crimes Including Rape and Robbery », *The Independent*, 5 mars 2018.

3. Joe Churcher, « UK to Build Prison in Jamaica for Foreign Criminals », *The Independent*, 30 septembre 2015.

4. Peter Stubley, « UK to Spend £700,000 Building New Wing on Notorious Nigerian Prison to House Foreign Criminals », *The Independent*, 8 mars 2018.

5. « Carceral Colonialism : Britain's Plan to Build a Prison Wing in Nigeria », *Corporatwatch.org*, 17 avril 2018.

6. Cf. *The Independent*, 5 mars 2018.

SRI LANKA COLOMBO CHEVAUCHE LES TIGRES

Par Alain Destexhe

Dix ans après la fin de la guerre civile qui s'est soldée par la défaite des Tigres tamouls, l'un des plus sectaires des mouvements indépendantistes, le Sri Lanka jouit d'une forte croissance économique. Malgré le nationalisme exacerbé de la majorité cinghalaise, ce pays profondément divisé sur le plan ethnique et religieux ne pourra éternellement ignorer les revendications de ses minorités.

Malgré une spectaculaire transformation économique depuis une dizaine d'années, les vieux démons de la division ethnique planent toujours sur le pays aux innombrables Bouddhas souriants. Depuis la fin de la guerre civile opposant l'armée aux « Tigres » tamouls en 2009, le Sri Lanka connaît une forte croissance économique (plus de 5 % en moyenne sur les dix dernières années), dopée par les exportations, le tourisme et les investissements chinois. Ce dévelop-



pement impressionnant entraîne son lot de problèmes, comme un boom de construction anarchique défigurant parfois ses magnifiques côtes. Le pays a pourtant tout pour séduire chaque année un nombre croissant de touristes : des plages paradisiaques, des sites archéologiques, des paysages sublimes, ainsi qu'un mélange inédit de cultures bouddhiste, hindoue et chrétienne. Et les investissements étrangers sont encouragés par des politiques incitatives.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, grâce à sa situation géographique stratégique dans l'océan Indien et aux exportations de thé (la marque Lipton est associée à Ceylan), le pays était le plus développé d'Asie après le Japon. L'instabilité politique, le choix d'une économie planifiée et trente ans de guerre civile n'ont pas permis au Sri Lanka de figurer parmi le club des tigres asiatiques aux performances économiques spectaculaires. Au Sri Lanka, les « Tigres » – c'était le nom que s'était donné lae LTTE (Liberation Tigers of Tamil Eelam), le



Manifestation de femmes tamoules appartenant à un collectif de parents de personnes disparues, Jaffna (capitale de la province du nord du Sri Lanka), 15 novembre 2013.

mouvement politico-militaire, totalitaire et terroriste qui revendiquait l'indépendance des régions nord et est, où les Tamouls sont majoritaires – ont pendant plus de vingt-cinq ans contrôlé jusqu'à un quart du territoire national. Aujourd'hui, la question tamoule mine toujours la politique sri lankaise et se décline à travers deux dimensions complémentaires, l'une liée aux conséquences de la guerre et l'autre à la reconnaissance de l'identité tamoule et d'une certaine autonomie des régions où ils sont majoritaires.

Les disparus et l'appropriation de terres

Le premier aspect a lui-même deux volets : celui des disparus et celui des terres. La fin de la guerre a été, de part et d'autre, d'une violence inouïe. Contrairement au leadership de nombre de mouvements séparatistes, celui des Tigres a fait le choix fatal d'un combat classique plutôt que celui d'une guérilla contre une armée renforcée et modernisée, entraînant 300 000 civils, véritables otages, dans ses retraites successives. Au

cours des combats, les forces armées ont procédé à des bombardements sans discrimination. Des milliers de personnes ont été enlevées par des forces paramilitaires sans que l'on sache ce qu'elles sont devenues. Leurs proches réclament de connaître leur sort. Comme on l'a vu en Bosnie, au Rwanda, au Chili ou en Argentine, le combat des familles pour connaître la vérité – les circonstances de ces disparitions – ne cessera jamais, les autorités doivent en être conscientes. Un Bureau spécial pour les personnes disparues a bien été récemment mis en place, mais il suscite la méfiance des intéressés, et la mise sur pied d'une « Commission vérité et réconciliation », comme en Afrique du Sud, n'est pas à l'ordre du jour.

Par ailleurs, le nord du pays est littéralement truffé de casernes, ce qui donne l'impression d'une forme d'occupation des régions tamoules. Les forces militaires sont quasiment exclusivement composées de Cinghalais. L'armée et des intérêts privés proches du pouvoir se sont accaparés, au nom de la sécurité, de vastes zones de territoires (*High Security Zones*) comprenant des terres agricoles fertiles, allant jusqu'à 20 % des terres arables dans le Nord, selon des estimations. Aucun des procès intentés par les anciens propriétaires n'a abouti. La question est particulièrement sensible et complexe. Les Tigres avaient en effet procédé à une purification ethnique des bouddhistes et des musulmans. Ces derniers avaient alors vendu leurs terres et leurs propriétés pour une bouchée de pain et certains souhaiteraient les récupérer. Une décennie après la fin du conflit, ni le problème des disparus ni celui de la terre n'ont commencé à trouver l'ébauche d'une solution.

Les Tigres : un mouvement terroriste et totalitaire

À moyen et long terme, la question tamoule demeurera omniprésente dans le pays, bien que discréditée, aux yeux de certains Cinghalais, par le caractère terroriste et « stalinien » du LTTE, combiné au soutien qu'une partie de la population locale lui a apporté, bon gré mal gré, pendant de longues années. Peu connu en Occident, créé en 1976, il avait sans doute réussi à mettre sur pied le mouvement séparatiste le plus accompli depuis la Seconde Guerre mondiale. Contrôlant un quart du territoire, disposant d'une véritable administration, équipé de tanks, d'armes modernes, d'un embryon de marine (des sous-marins artisanaux et des vedettes rapides) et d'aviation (de petits avions utilisés dans des opérations suicides), il contrôlait également une flotte marchande d'une dizaine de cargos battant pavillon régulier. Le LTTE était financé par la vaste et souvent aisée diaspora tamoule qui s'est constituée pendant la guerre à travers le monde, à la suite de plusieurs pogroms contre la communauté dans les années 1970 et 1980. Les Tigres n'avaient pas d'équivalent dans le monde. Responsable de l'assassinat du Premier ministre indien Rajiv Gandhi en 1991 et d'un président sri lankais, pratiquant le terrorisme, les attentats- →

suicides, le recrutement forcé d'enfants-soldats (chaque famille tamoule devait fournir un enfant à la cause) et faisant régner une discipline de fer, le LTTE a contribué, par son extrémisme, à nuire à la légitimité de certaines revendications des Tamouls.

Du temps des Britanniques, les Tamouls étaient légèrement surreprésentés dans l'administration coloniale.

La montée du nationalisme cinghalais

Avant l'indépendance, le colonisateur britannique avait instauré un système de représentation des communautés : cinghalaise (bouddhiste), tamoule (hindoue), musulmane et les « Burghers », essentiellement des chrétiens issus des conversions de l'époque portugaise et des mariages mixtes. L'indépendance a été accordée en 1948 à l'élite locale qui, à l'époque, ne raisonnait pas sur des bases ethniques. Du temps des Britanniques, les Tamouls étaient légèrement surreprésentés dans l'administration coloniale. Ils étaient eux-mêmes divisés en deux groupes. Ceux d'implantation ancienne (plusieurs siècles), qui vivaient dans le nord et l'est du pays, et ceux amenés d'Inde au XIX^e siècle par les Britanniques pour cultiver le thé dans le sud du pays. Nombre de ces derniers furent expulsés peu après l'indépendance. Rapidement, les dirigeants cinghalais ont compris le pouvoir du nombre en démocratie et les partis se sont progressivement définis sur des bases ethniques. En 1956, le « Sinhala Only Act » fit du cinghalais la langue officielle. En quelques années, la proportion de Tamouls dans l'administration (la plupart ne parlaient pas le cinghalais) passa de 30 à 5 % et des quotas furent instaurés dans les universités pour favoriser les Cinghalais. En 1972, une nouvelle constitution proclama le bouddhisme religion officielle, le nom Ceylan fut abandonné au profit de Sri Lanka (« pays resplendissant ») et le drapeau national changé, arborant désormais un lion armé d'une épée, une référence à la tradition bouddhiste et aux anciens rois de Kandy, une capitale historique. Ces mesures et les violences répétées contre des Tamouls ont semé les germes de la guerre civile qui a duré jusqu'en 2009.

La question de l'autonomie

Après la défaite des Tigres tamouls, les observateurs s'attendaient à la réélection du président Mahinda Rajapakse, l'architecte de la victoire militaire et de la réunification du pays. À la surprise générale, c'est l'un de ses anciens ministres, Maithripala Sirisena, candidat commun de l'opposition, qui s'est imposé en 2015. Depuis, au Parlement, une commission, chargée de faire des propositions de révision de la constitu-

tion, notamment sur la question de l'autonomie des provinces, a été mise sur pied. À cause d'un passé encore très présent, le mot « fédéral » est banni du vocabulaire politique au Sri Lanka, et tout parti qui s'en réclamerait ouvertement serait immédiatement marginalisé.

Le parti tamoul (Tamil National Alliance), principale force d'opposition au Parlement, et son leader de 85 ans, Rajavaroatham Sampanthan, marchent sur des œufs, se contentant de réclamer la révision de la constitution et une plus grande autonomie. De l'avis quasi général, ces réformes ne peuvent aboutir sous la présente législature qui se termine fin 2019. Aucun parti cinghalais ne peut faire preuve de « faiblesse » sur la question de l'unité nationale, et il faudra voir si le prochain président et le futur Parlement seront à nouveau aux mains des nationalistes ou si, dix ans après la fin de la guerre, une ouverture vers plus d'autonomie est envisageable.

Quoi qu'il en soit, la question tamoule est là pour durer. Si une reprise de la guerre est exclue, des incidents violents restent possibles et l'Alliance nationale tamoule pourrait se voir concurrencée par une alternative plus radicale si elle échouait à obtenir des résultats concrets. Enfin, la communauté musulmane du pays (7 % de la population) qui se trouve, à l'instar du reste du monde musulman, de plus en plus sous l'influence d'un islam rigoriste importé du golfe Persique, se sent elle aussi victime de discriminations, et est parfois visée par des incidents meurtriers.

Des institutions démocratiques et des perspectives de croissance

Derrière le sourire apaisé et bienveillant du Bouddha sur les statues omniprésentes se cache un pays toujours profondément divisé sur des bases ethniques et religieuses. Contrairement à beaucoup de pays asiatiques, le Sri Lanka a réussi à conserver depuis l'indépendance des institutions démocratiques qui fonctionnent. L'alternance politique est une réalité. Après avoir aussi souffert du choix d'une économie planifiée pendant de longues décennies, les perspectives d'expansion sont désormais excellentes, ce qui contribuera peut-être à apaiser les tensions communautaires. Soumis aux influences de deux géants, l'Inde et la Chine, les autorités aimeraient cultiver des relations plus profondes avec l'Europe. L'île a été soumise successivement à la domination portugaise, hollandaise et anglaise. Il en reste de beaux vestiges, notamment un réseau de forts hollandais qui témoignent de l'importance géopolitique de Ceylan au temps de la colonisation européenne. Signe des temps, la Chine semble aujourd'hui la seule à vouloir investir dans un pays qui manque pourtant cruellement d'infrastructures routières, ferroviaires et portuaires. Le Sri Lanka tend pourtant la main à l'Europe, à ses touristes et à ses investisseurs. •

Abonnez-vous au Magazine Causeur et profitez d'une offre spéciale



Recevez en cadeau le dernier livre du philosophe Alain Finkielkraut

"Réflexions passionnantes autour de la condition animale à l'ère industrielle"

Abonnement intégral
11 n^{os} (papier + numérique)
1 an – 55 € au lieu de 65 €
et recevez en cadeau le dernier livre
d'Alain Finkielkraut*



Pour vous abonner



Connectez-vous sur
www.causeur.fr/abonnement avec
le code FINK



Renvoyez le coupon ci-contre



Appelez au 01 84 79 01 35



Contactez-nous à
clients@causeur.fr

Envoyez ce coupon à : Causeur abonnement – 32 rue du Faubourg Poissonnière – 75010 Paris

☐ Mme ☐ M. Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal [] [] [] [] [] Ville :

Pays : Tél. : [] [] [] [] [] [] [] []

Email :@.....

☒ Oui, Je m'abonne à la Formule Intégrale d'1 an à 55 € au lieu de 65 € par chèque à l'ordre de Causeur Abonnement et je reçois en cadeau le livre d'Alain Finkielkraut

En application de la loi Informatique et Libertés, les coordonnées demandées ci-dessus sont nécessaires à l'enregistrement de votre commande. Elles peuvent être communiquées à nos partenaires à des fins de prospection. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification en vous adressant à Causeur.fr, 32 rue du Faubourg Poissonnière 75010 Paris.

*Dans la limite des stocks disponibles – Prix de vente public : Des animaux et des hommes - 20€ - Édition Stock



AVOIR TORT AVEC ZEMMOUR

LA CENSURE, UNE INSULTE A LA FRANCE

38

Accusé Zemmour, taisez-vous !

Élisabeth Lévy

46

De quoi Hapsatou est-il le prénom ?

Cyril Bennasar

42

Zemmour, romancier national

Gil Mihaely



ACCUSÉ ZEMMOUR, TAISEZ-VOUS !

Par Élisabeth Lévy



Depuis son altercation avec Éric Zemmour, Hapsatou Sy est traitée avec les égards dus à son rang de victime. Notre société, qui ne supporte plus quoi que ce soit qui choque ou qui blesse, s'accommode fort bien du bannissement des dissidents.
La preuve par Zemmour.

« Depuis #metoo, je suis fier d'être une victime. » Cette phrase, prononcée par un officier de police venu évoquer le viol dont il avait été victime enfant, a suscité un tonnerre d'applaudissements dans le studio 104 de la Maison de la radio, au cours de l'université du féminisme patronnée par Marlène Schiappa, le 13 septembre.

Hapsatou Sy, quant à elle, n'est pas très loin d'avoir la grosse tête : depuis le 12 septembre, date de l'enregistrement des « Terriens du dimanche ! » au cours duquel elle s'est empaillée avec Éric Zemmour, la chroniqueuse cache mal la satisfaction que lui procure le spectacle de sa propre souffrance. C'est qu'en décrochant le pompon victimaire, elle a acquis un statut envié.

Depuis le temps qu'on l'annonce, il fallait bien que le règne de la victime commence pour de bon. La vie publique ressemble donc de plus en plus à une victime-pride permanente, un défilé de chochottes et d'offensés (qui sont souvent des offensées) se promenant avec leur « souffrance intime » et leurs yeux humides en bandoulière, comme autant de médailles conquises sur le front de la lutte contre les salauds et les racistes. Des journalistes ou animateurs les reçoivent avec un air émotionné, comme s'ils accueillaient des rescapés de l'enfer.

Il y a bien sûr de véritables victimes. Il arrive même qu'on les voie à la télévision. Mais dans l'immense majorité des cas, les femmes violées ou battues et les personnes traumatisées recherchent la discrétion plus que la célébrité. Tout le monde ne veut pas majuscule sa douleur.

Au passage, on s'interroge sur ce qu'on appelle « souffrance » aujourd'hui. Dans bien des cas, il s'agit d'un propos, parfois d'un effleurement ou seulement d'un regard, qui aurait, nous dit-on, suffi à détruire une vie. L'ineffable créatrice de #balancetonporc, Sandra Muller, est « tombée dans une faille spatio-temporelle », non pas parce qu'un homme l'a battue ou agressée (tant mieux), mais parce qu'il lui a dit crûment qu'il la désirait. Si une grossièreté peut dévaster une existence, le monde est peuplé de victimes. Donc de bourreaux. *Il m'a mal parlé ! Il m'a regardée de travers ! – ou par en dessous, le vicieux. Il m'a dit que j'étais chiante... « Tu grandiras et tu oublieras »*, me disait mon père quand j'étais gamine et que je chouinais. On se demande ce qui est arrivé à l'espèce humaine, en particulier à sa partie féminine, pour que quelques mots plus hauts que les autres ou un regard un peu trop suggestif venant d'un inconnu ou d'un compagnon d'émission puissent causer tant de malheurs. À noter que l'insulte fait figure d'atteinte irréparable au moment où, sur les réseaux sociaux, elle se banalise à grande vitesse. Ainsi, les réseaux sociaux ne permettent-ils pas seulement à chacun de déverser son fiel et ses ressentiments, mais aussi d'avoir sa part

d'offense sans laquelle on n'est rien. Si t'as pas été traumatisé à 50 ans, t'as raté ta vie.

On pourrait croire que cette hypersensibilité signale des psychologies particulièrement vulnérables, mais la recrudescence plaintive révèle plutôt un retournement collectif, que Muray identifiait comme cordicole (de *cordis*, « cœur »). La souffrance n'est plus muette, au contraire, elle parle haut et fort. Elle ne se cache plus, elle se brandit comme une identité. Elle crée même de nouvelles communautés : ainsi le policier victime de viol était-il heureux d'appartenir à un groupe. Dans la sphère privée, on le comprend. Mais c'est sur la scène publique que la faiblesse, réelle ou supposée, est devenue une force et même une arme que l'on peut pointer sur la tempe d'un contradicteur. Retenez-moi ou je pleure.

En conséquence, on ne s'efforce plus d'oublier les drames ou les désagréments de l'existence, on se drape dedans, on cultive leur souvenir. Et, bien sûr, la tentation est grande de les exagérer : qui n'aime être l'objet de la sollicitude générale ? C'est d'autant plus tentant que le titre de victime est en quelque sorte performatif : si vous souffrez, vous êtes une victime. Le délit est constitué.

Mais revenons à Hapsatou Sy, dont la France entière connaît désormais le joli minois. Il y a peu, elle était chef d'une entreprise en perdition et chroniqueuse occasionnelle aux « Terriens du dimanche ! », l'émission de Thierry Ardisson, poste qui lui avait certainement été proposé pour la profondeur de ses avis. Aujourd'hui, c'est une résistante à l'oppression machiste et raciste, quelque part entre Louise Michel et Angela Davis, qui a table ouverte à la télé où elle s'est, au minimum, assuré une saison florissante. Entre-temps, un échange de noms d'oiseaux avec Zemmour a fait grimper sa cote sur le marché victimaire.

Résultat, une fois encore, les chiens sont lâchés contre Zemmour. Et une fois encore, ils exigent en chœur qu'on le fasse taire. Cette fois, ils le tiennent. Ils ont les preuves, et surtout la victime, qui commente abondamment son calvaire, que dis-je, sa tragédie, comme si elle avait été violée ou frappée. On espère qu'une fois encore, ils continueront à aboyer et que la caravane passera. Mais on finit par craindre vraiment pour sa liberté de parole. Donc pour la nôtre.

Du reste, alors que notre trublion national entamait, à l'occasion de la sortie de *Destin français*, la tournée des popotes médiatiques (qui ne dédaignent pas cette opportunité de faire de bonnes audiences), ses ennemis l'attendaient au tournant – à ce niveau de malveillance, on ne peut pas parler d'adversaires. Ainsi, l'onctueux Jean-Michel Aphatie ne craint-il pas de proclamer, sur le plateau de « C à vous » : « *Je le déteste depuis longtemps, je ne lui serre pas la main à RTL.* » Voilà qui passionne certainement le public. Dans la même →

émission, le micro-Vichinsky s'étrangle à l'idée qu'une grande maison comme Albin Michel publie « *un livre de pacotille, une merde* ». Oubliant qu'une minute plus tôt, il s'enorgueillissait de ne pas l'avoir lu. Bien entendu, la maîtresse de maison ne relève ni l'incohérence ni la grossièreté. Contre Zemmour, tout est permis et même recommandé. Y compris de l'insulter et de vomir son livre sans l'avoir lu.

Heureusement, avant que le brouhaha ne recouvre toute possibilité d'examen critique, quelques journalistes, comme Sonia Mabrouk et François Bousquet, le patron d'*Éléments*, avaient entamé une véritable discussion sur le livre, que Gil Mihaely poursuit (p. 42-45) dans sa pénétrante critique. *Destin français* révèle en effet une vision de l'homme et du monde qui demande à être débattue, ce que nous ferons dans notre prochain numéro. Zemmour est d'abord un antilibéral. Dans le fond, il accepte le choix mortel énoncé par Joffrin entre identité et liberté – et il est prêt, s'il le faut, à sacrifier la liberté. Ce qui semble lui poser un problème, ce n'est pas seulement l'hyperindividualisme contemporain et sa prétention démiurgique, mais l'émancipation de l'individu rendue irréversible par les Lumières. À ceux qui disent : « Tout pour l'individu, rien pour la nation », Zemmour réplique : « Rien pour l'individu, tout pour la nation. » C'est pourtant dans le monde de l'émancipation qu'un petit sang-mêlé comme lui aurait pu devenir maréchal d'Empire – il s'y voit et on l'y voit.

Avant de replonger dans les eaux sirupeuses des calculs altruistes de cette énième affaire Zemmour, ajoutons que *Destin français* n'est pas un essai mitonné en quelques semaines, mais un livre passionnant, contestable, parfois exaspérant, et fort bien écrit. Un parfait antidote à l'*Histoire mondiale de la France* qui prétendait prouver que la France, à supposer qu'elle existe, n'est qu'un accident transitoire.

L'affaire ayant éclipsé le livre et la condamnation ayant été prononcée d'entrée, on rappellera quelques éléments du dossier. Même les images tronquées diffusées par la « victime » semblent montrer que c'est elle qui, la première, a lancé à l'invité : « *Vous insultez la France.* » Ce à quoi, bouillonnant, il a riposté par le fameux : « *Non c'est votre prénom qui est une insulte à la France.* » Sans doute n'aurait-il pas employé le premier la funeste formule. Celle-ci était peut-être maladroite, brutale, et déplaisante, mais soyons réalistes, sur les plateaux de télévision, on en entend d'autres. Chroniqueur par temps de guerre idéologique, ce n'est pas un boulot pour porcelaines chinoises (oui, c'est un boulot, d'ailleurs, c'est payé). Accessoirement, comme l'écrit Cyril Bennisar (p. 46), si les propos de Zemmour sont la pire violence raciste qu'Hapsatou Sy ait jamais rencontrée, c'est une excellente nouvelle.

Certes, face à un contradicteur qui refuse de vous comprendre (ou, plus énervant encore, qui en est inca-

pable), qui travestit votre pensée ou interrompt toutes vos phrases, il serait préférable de ne jamais se départir d'un calme empreint d'une élégante distance. Dans un monde parfait, personne ne s'énervait jamais, et on périrait d'ennui. Zemmour s'est énervé. Au lieu de se cantonner à une analyse froide de la désassimilation d'une partie des petits-enfants d'immigrés, il a attaqué bille en tête une personne (et ses parents qui n'étaient pas là pour répondre). « *Insulte à la France* », c'était déplacé, trop *méchant*. Insupportable à l'aune de la sensiblerie contemporaine.

Il s'est donc passé sur le plateau de Thierry Ardisson l'un des événements courants de l'existence : une engueulade entre convives d'un soir. On s'emporte, on se caricature soi-même, on dit des choses blessantes, on refuse de céder un pouce à l'adversaire. Quelqu'un calme le jeu, la conversation reprend et cela reste un amusant souvenir.

Prudents, les producteurs décident cependant de couper l'incident au montage – dans les codes de la télévision, cela signifie qu'il n'a pas eu lieu. Et là, Hapsatou Sy n'est pas d'accord. Pas question de laisser échapper son quart d'heure de gloire (qui durera une bonne semaine). Elle ne peut pas se taire. Et elle ne va pas le faire. « *Très affectée par la violence de la scène que j'ai eu à vivre, écrit-elle sur Twitter, je songe à quitter l'émission.* » « Violence », n'est-ce pas un chouia excessif, mignonne ? Peu importe, ça marche. Hanouna en tête, tout ce que la profession compte de grands cœurs se lamente, la chou-choute, la couvre de textos, de « tiens bon ma chérie », de « tu es la bienvenue quand tu veux », la direction de C8 la câline, Laurence Ferrari la sanctifie. À force de commenter, d'enjoliver et de prendre des poses, nos grandes consciences, de Joffrin à Apathie, sans oublier Nabilla qui se déclare « *très concernée* », finissent par croire à leur fable. Zemmour est raciste, cette fois, on a une preuve irréfutable. Pourrait-on leur expliquer que l'hyper-assimilationnisme de Zemmour n'est pas du racisme, et qu'un raciste penserait au contraire qu'une femme noire, même prénommée Corinne, ne peut pas être vraiment française ? Éric ne dit pas à Hapsatou qu'elle ne peut pas être française, il lui demande de l'être plus, est-ce vraiment pendable ? Certains mots et certains noms empêchent de réfléchir.

En attendant, Hapsatou Sy a trouvé une cause à défendre : il faut que Zemmour se taise. En même temps que la vidéo de son « calvaire », elle publie sur Change.org une pétition, appelant purement et simplement les télévisions à boycotter Zemmour. Sa popularité ne fait pas hésiter tous ceux qui sont tapis en embuscade, au contraire. C'est la preuve qu'il est urgent de contrer son influence. Pas en lui répondant. En le bâillonnant. Bien sûr, il n'est pas question de l'inviter à vider la querelle d'homme à homme. Ont-ils peur de se salir les mains ou d'être incapables d'argumenter face à un rhéteur entraîné ? Les petits perroquets du Bien entrent



CSA a adressé une mise en demeure à Paris Première pour des propos sur les migrants datant de janvier 2018. À défaut de pouvoir réellement interdire Zemmour d'antenne, le message subliminal est : ne l'invitez pas ou vous aurez des ennuis. C'est peut-être de guerre lasse – et sans doute avec regrets – que Christopher Baldelli, le patron de RTL, a décidé de se passer cette saison des éditos bihebdomadaires du journaliste. Je ne sais plus quels décodeurs ont affirmé qu'il n'y avait pas la moindre consigne de boycott à France Télévisions, : eh bien l'auteur de *Destin français* a été déprogrammé le 25 septembre du plateau de Ruquier, où il avait été convié le 5. À part ça, il n'y a pas de censure, comme le claironnent ceux qui l'appellent de leurs vœux.

De nos jours, l'esprit éclairé se repère donc au fait que, quand il entend une idée qu'il ne partage pas, il se signe puis sort son revolver. Il réclame avec insistance qu'on le protège contre le risque d'être choqué, blessé ou dérangé dans ses certitudes et veut qu'on éloigne de sa vue tout ce qui pourrait l'irriter. Il rêve d'un meilleur des mondes délivré de toute possibilité même de négativité, de tout ferment de subversion. Alors, à voir les héritiers putatifs de Voltaire trépigner et s'agiter pour que celui dont ils ne partagent pas les idées n'ait pas le droit de s'exprimer, à les entendre anonner des mantras antiracistes au lieu de ferrailler idées contre idées, on se dit que Zemmour a parfois raison. C'était mieux

avant. Le niveau du débat public s'est effondré, notre conversation collective a laissé la place à un débit de lieux communs. Le pays des Lumières (ne lui déplaise) ne mérite pas un si déplorable destin.

Oui, la merveilleuse parole libérée dit parfois de grosses conneries. Mais le droit de dire des conneries – et d'en dessiner – est précieux et même sacré. Il faut donc souffrir d'en entendre. Zemmour se livre à un réquisitoire contre l'universalisme, éructe Joffrin. Et alors, c'est grave ? L'universalisme doit-il être soustrait à la critique ? Pour peu qu'on respecte ses règles, on devrait avoir le droit de ne pas aimer la démocratie, comme celui d'être opposé à l'avortement ou de pleurer la mort du roi, sans être privé de parole. On ne peut pas chérir la liberté juste quand elle vous caresse dans le sens du poil, il faut le faire aussi quand elle vous hérise ou se paie votre tête. Heureusement, il reste beaucoup de gens, y compris parmi ceux qui détestent les idées de Zemmour, pour préférer les débordements de la liberté au climat suspicieux de la censure. Alors que ceux qui n'aiment pas ça n'en dégoûtent pas les autres et qu'ils nous laissent nous engueuler en paix. •

les uns après les autres dans la danse. Le spectacle de professionnels de la tolérance exigeant la mise au ban d'un dissident, et fiers de le faire par-dessus le marché, devrait nous arracher de grands éclats de rire. Mais qu'il ne fasse réagir personne, que l'on puisse tranquillement demander l'interdiction d'un auteur dont on n'aime pas les idées, à la réflexion, cela fiche vraiment la trouille. Certes, il doit y avoir une limite, par exemple l'appel au meurtre de bébés blancs ou d'adultes noirs d'ailleurs. Croire que tout peut se dire, c'est oublier les ravages de la désinhibition. Notre honneur, c'est de ne nous résigner à interdire qu'avec le cœur lourd.

Or, si la censure n'a pas encore gagné, elle marque des points. Une double pression s'exerce sur les directions qui osent braver l'interdit et employer Éric Zemmour : celle des rédactions, celle du CSA, qui ne se cache même pas pour jouer les garde-chiourmes idéologiques. Les premières se servant d'ailleurs du second pour justifier leurs offuscations. C'est ainsi que l'impayable société des journalistes du *Figaro* s'est encore fendue d'un communiqué effarouché pour rappeler qu'elle ne mangeait pas du pain zemmourien, tandis qu'en pleine polémique, le

ZEMMOUR, ROMANCIER NATIONAL

Par Gil Mihaely

Naguère fondement et alliée de la nation, l'histoire universitaire est devenue sa pire ennemie. Pour Eric Zemmour, cette déconstruction est le produit d'un projet concerté visant à transformer l'histoire de France en légende noire. À ce projet, l'essayiste oppose sa version du roman national, une légende dorée frôlant parfois la mythologie. Mais n'avons-nous pas furieusement besoin de mythologie ?

D*estin français*, le titre du dernier opus d'Éric Zemmour, est déjà tout un programme. Deux idées-forces y sont clairement annoncées. Le terme « destin » suggère que l'histoire n'est pas un récit du passé, mais un dévoilement, la concrétisation d'une volonté extérieure qui dicte sa loi aux hommes, simples pions d'une pièce écrite par des forces dont nous ignorons tout. Quant à l'adjectif « français », il révèle que l'objet principal, la vedette de ce grand récit, c'est la nation, un groupe que Zemmour a tendance à traiter comme s'il s'agissait d'une personne – ainsi que le disait de Gaulle. Autant dire que la notion même de « destin français » tourne le dos à l'étude historique classique.

Ces deux idées ne sont pas particulièrement neuves. La première est même très ancienne, voire antique : les dieux décident de tout, on ne peut pas échapper au

destin. L'autre date essentiellement du XIX^e siècle, époque où la nation s'impose comme l'unique cadre du politique et de la cité contemporaine. Et ce n'est pas un hasard si l'histoire, comme discipline, prend son essor en même temps que la nation, comme horizon politique et anthropologique indépassable : les nations – comme les dynasties royales – naissent vieilles. Une famille récemment installée sur un trône se réclamera aussitôt d'une longue histoire – Charlemagne, arrivé au pouvoir quelques décennies après le putsch de son grand-père, s'est laissé convaincre qu'il descendait du roi David... De même, une nation qui émerge sur la scène mondiale revendiquera une longue et glorieuse existence. En effet, si les sociétés humaines s'intéressent tant au passé, c'est moins pour en tirer des leçons que parce qu'il est une formidable source de légitimité. Comme l'a montré Régis Debray, tous les révolutionnaires prétendent renouer avec un glorieux passé tout en instaurant une rupture radicale – la racine du terme « radical » est *radix*, qui signifie « racine » en latin. C'est que, à quelques exceptions près, toute nouveauté souffre d'un déficit de légitimité. Tous ceux qui veulent contribuer à écrire le présent ont donc intérêt à être les interprètes du passé.

Tout au long des XIX^e et XX^e siècles, l'histoire connaît un essor impressionnant – de plus en plus d'ouvrages, d'auteurs, de lecteurs. En même temps, elle s'institutionnalise, avec la création de chaires dans les universités et de postes dans l'Éducation nationale. Au départ, il s'agit presque toujours de raconter l'histoire nationale, de revenir aux sources – lointaines, bien évidemment –, bref de dévoiler le destin et le génie particuliers d'une communauté humaine singulière. Puis, la recherche universitaire révolutionne les méthodes de fabrication des récits du passé. Les départements d'histoire se multiplient, une méthodologie, sinon une véritable science, s'élabore. De Michelet, Thierry et Guizot dans la première moitié du XIX^e siècle à l'École des annales et aux *cultural studies* de notre époque, la discipline s'est dotée d'une solide boîte à outils et, surtout, grâce à l'État moderne, de moyens significatifs. Petit à petit, les historiens professionnels sont devenus aux yeux des opinions publiques quasiment les seuls producteurs légitimes des récits du passé.

Le problème est qu'au stade ultime de cette évolution, on aboutit à une rupture entre l'histoire et la nation. L'histoire servait de fondation à l'édifice national, elle est devenue l'acteur de sa déconstruction. La nation et le sentiment national ont été tenus pour responsables des désastres du XX^e siècle, tandis que la décolonisation, couplée à la démocratisation des sociétés occidentales (à travers l'extension des droits et les mouvements d'émancipation des minorités) et à la montée de l'individualisme, achevait de donner tort au célèbre dicton « l'histoire est écrite par les vainqueurs ». Depuis quelques décennies, c'est tout le contraire : ce sont les vaincus qui ont pris la main sur les récits du passé, notamment à travers la production universitaire et l'histoire acadé-



mique. En quelques décennies, la hache universitaire a abattu le chêne de Saint Louis et gâté la poule au pot du bon roi Henri IV. Impossible de revenir en arrière : on sait trop bien que le Père Noël n'existe pas.

Pour Éric Zemmour, c'est simple : cette évolution du monde universitaire occidental – qui est très largement une extrême gauchisation, bien observée, par exemple, par Marcel Gauchet –, résulte d'un hold-up organisé par des gens agissant « *selon la logique mafieuse* ». « *Ils ont, écrit-il, intégré les lieux du pouvoir et tiennent les manettes de l'État.* » Logiquement donc, pour l'auteur du *Destin français*, « *il ne sert à rien d'adoucir le roman national par le récit national, afin de le rendre plus crédible et plus "scientifique"* ; *on n'apaisera jamais le courroux de nos censeurs. Ce qui leur déplaît n'est pas le terme "roman", mais l'adjectif "national"* ». Il entre donc en guerre contre l'histoire universitaire, qui n'est pour Zemmour qu'une propagande antinationale déguisée en science. À vrai dire, il ne manque pas d'exemples, dans le passé récent, où l'histoire universitaire a été mobilisée pour accréditer une lecture coloniale du présent, ou encore pour expliquer que la France n'existait pas et l'histoire de France encore moins. N'oublions pas que Patrick Boucheron, qui a dirigé la très contestable *Histoire mondiale de la France* (tout un programme aussi), est professeur au Collège de France. On comprend donc la colère de Zemmour – et on la partage souvent. Reste une question, qu'on brûle de lui

poser, puisqu'il publie son histoire de France : la nation est-elle à ses yeux un objet historique – qui n'a pas toujours existé et qui, en conséquence, pourrait disparaître – ou bien est-elle quelque chose d'immuable, une transcendance d'ordre théologique ?

Éric Zemmour ne répond pas directement mais, dans sa très belle introduction autobiographique à *Destin français*, il donne quelques éléments de compréhension. Par exemple, quand il décrit de sa merveilleuse plume les sentiments que suscitent en lui l'évocation de la fin de l'aventure napoléonienne. Au bord de la Berezina, où il était en reportage pour une série d'été du *Figaro*, les larmes l'étouffent. Contemplant un misérable ruisseau dépassé par son nom et le poids des symboles, Éric Zemmour pleure une débâcle et une humiliation à la fois collectives et personnelles, la gloire de la France et son enfance. Puissante et curieuse image : si la grandeur de la France est comme une enfance, elle est à tout jamais perdue, condamnée à n'être qu'un objet de nostalgie, jamais un espoir ou un possible avenir. L'enfance perdue d'un homme accouche de romans, pas de projets.

Mais peut-être que, justement, dans le monde désenchanté qui est le nôtre, nous avons besoin de romans. Lacan n'a-t-il pas raison, n'est-il pas vrai que les non-dupes errent ? Tout le savoir est-il toujours bon pour tout le monde ? Faut-il exiger de n'importe quel Français qu'il connaisse Grégoire de Tours (notre prin- →

principale source sur la vie de Clovis), ses intérêts, sa vision de l'homme et de l'histoire, avant de parler du roi des Francs et du vase de Soissons ? Si nous voulons rester une nation – et tout indique que nous sommes une majorité à le vouloir – nous avons besoin d'un récit national. Celui-ci ne peut se trouver dans une thèse d'État de 3 000 pages, avec 10 000 notes de bas de page. Ni dans une « *histoire mondiale* » dont le propos est de montrer que la France est une hypothèse ou une éventualité.

Zemmour ne cherche pas à vulgariser des travaux universitaires, il se veut en rupture radicale avec eux. Il conçoit explicitement son recueil de portraits et récits allant de Clovis à de Gaulle comme l'ébauche d'un roman national inspiré et imprégné de l'histoire savante du XIX^e siècle, de l'esprit de la III^e République et de la grâce du romantisme.

Ce faisant, bien sûr, il se trouve placé face à un écueil redoutable. Quels que soient ses défauts et même ses errements, l'histoire universitaire vise (ou croit viser) la vérité. Celle-ci, comme l'étoile du Berger, reste hors de portée, mais sert de repère. En revanche, pour Zemmour, le roman national est un discours politique. Son objectif est donc de sauver le roman national, de tout assumer – et au passage de tout faire entrer dans un récit ordonné autour de la grandeur de la France, de son déploiement et son déclin. Il conçoit l'histoire de France comme Clemenceau la Révolution : comme un bloc. On prend ou on jette tout. Ainsi s'emploie-t-il à « blanchir » le pape Urbain II, Pierre l'Ermite et les croisés, Saint Louis et ses successeurs. Là où il aurait suffi de contextualiser – l'antisémitisme des uns, la guerre et les atrocités des autres –, de refuser l'anachronisme contemporain, Zemmour s'évertue à démontrer que tout, y compris le pire, était innovant, magnifique ou légitime. De sorte que, tout occupé à innocenter les croisés de la cruauté des croisades, il oublie de parler du monachisme, de Cluny et de son énorme réseau (dont Urbain II était le grand prieur avant de devenir pape)... Enfin, il s'acharne à sauver Pétain en soutenant la théorie très contestable du glaive et du bouclier qui fantasme un partage du travail entre Pétain à l'intérieur et de Gaulle à l'extérieur, et cela malgré l'accumulation des preuves du contraire, notamment – mais pas uniquement – concernant l'extraordinaire zèle de la « politique juive » du Maréchal. Au lieu de reculer de quelques pas pour voir et montrer le tableau dans son ensemble, Zemmour somme le lecteur d'applaudir à chaque coup de pinceau.

Dans la même logique, Zemmour doit sauver Catherine de Médicis, ce qui le conduit à justifier – et non pas seulement à expliquer – sa guerre contre les protestants. Dans sa biographie grand public de Louis XIV, l'historien Jean-Christian Petitfils montre que la persécution des protestants a été une tragique erreur et l'une des plus grandes fautes du roi. Cela ne l'empêche pas d'expliquer les motivations de Louis XIV et de réfuter

Un ayatollah

Par Hervé Algalarrondo

La France serait-elle en danger parce que la plupart des Français d'origine africaine donnent à leurs enfants des prénoms africains, comme de nombreux parents basques ou bretons, soit dit en passant, choisissent désormais des prénoms basques ou bretons ? On ne peut dénier à Éric Zemmour sur ce chapitre le mérite de la continuité... et de la cohérence. Dans *Destin français*, il déplorait aussi que beaucoup de parents juifs préfèrent aujourd'hui des prénoms bibliques. Il est fier de se prénommer Éric, plutôt que Samuel ou Nathan.

Du temps où il était journaliste, et un bon journaliste, Zemmour se serait interrogé sur les raisons de ce qui constitue effectivement un basculement, en contravention avec le principe d'assimilation. Et il y aurait vu le signe d'une communautarisation de la société française. En bon républicain, il l'aurait déplorée, mais se serait demandé si le phénomène était purement hexagonal ou au contraire mondial. Là encore, le diagnostic est évident. « *On est à l'ère des identités multiples* », comme l'explique Daniel Cohn-Bendit : il n'existe plus de pays où les immigrés soient sommés de renoncer à leur culture d'origine. Partout, le modèle anglo-saxon l'emporte sur le modèle français. À nouveau, le républicain Zemmour aurait versé une larme, mais aurait sans doute fini par relativiser la portée de cette défaite culturelle : la France a survécu à de véritables déroutes !

Le problème est qu'Éric Zemmour a versé dans la case ayatollah : l'intolérance est désormais son pain quotidien. Aussi bien sur le fond que sur le ton : sa violence face à Hapsatou Sy et à Natacha Polony, à la télévision, révèle, outre un misogynisme patenté, un homme au bord de la crise de nerfs. Tout contradictoire l'insupporte ! Lui seul détient la vérité. Tous les autres sont des aveugles. Pire, des criminels : ils laissent les musulmans prendre le contrôle du territoire français sans réagir ! Alors, ex-confrère, juste un conseil : si tu crois vraiment que la France va « *vers une guerre civile* », au moins évite aujourd'hui un comportement de guerre civile.



Massacre de juifs à Metz pendant la première croisade, Auguste Migette, 1850. « L'affaiblissement de l'esprit de croisade ne fut pas une marque de progrès moral, mais une preuve de décadence. » (Destin français, p. 70)

par ailleurs la thèse selon laquelle l'abolition de l'édit de Nantes et le départ des nombreux protestants furent un désastre économique pour la France. On n'est pas obligé de choisir entre légende noire et légende dorée... Pour Zemmour, assumer l'histoire de France, c'est démontrer que tout y est bon, parce que certains disent que tout y est mauvais. Il tombe dans le piège manichéen tendu par ses adversaires et pêche à son tour par anachronisme. Est-ce grave ? Pas vraiment. On lit avec bonheur les romans de Dumas, tout en sachant que les liens qu'ils entretiennent avec la vérité historique sont ténus. On apprécie *Le Souper* de Jean-Claude Brisville et on se délecte de *Joseph Fouché* ou *Marie-Antoinette* de Stefan Zweig, même s'ils ne sont pas truffés de références savantes.

Ce qui rend le projet de Zemmour à la fois passionnant et voué à un glorieux échec, c'est qu'il mène la guerre qui a déjà été perdue. Les vainqueurs de l'Histoire, les chers et vieux pays, les grandes nations ne vont pas redevenir ceux qui écrivent l'Histoire. À l'ère de la victime, les vaincus, les laissés-pour-compte, les colonisés, les peuples indigènes et les minorités détiennent, sinon un monopole, du moins une supériorité symbolique dans la narration du passé, où ils trouvent de quoi légitimer leur exigence de réparation. Répétons-le, si Zemmour élude ou justifie les crimes de la colonisation et des croisades, c'est parce qu'il est presque interdit de parler d'autre chose.

On ne retrouvera pas l'innocente naïveté de l'âge d'or du roman national, quand il était en quelque sorte le *Petit Livre rouge* (ou la Bible) non écrit des Français de la III^e République. Aujourd'hui, nous ne sommes plus vrai-

ment d'accord sur le texte lui-même, mais il nous reste en partage l'index et la chronologie, des noms de lieux et de personnages, des dates, des événements qui ont du sens pour chacun, faute d'avoir le même pour tous. En résumé, nous devrions à peu près pouvoir nous mettre d'accord sur la liste de nos désaccords. Qu'on l'appelle Saint Louis, ou Louis IX, on peut s'engueuler sur le fils de Louis VIII et de Blanche de Castille alors que les noms d'Erik Eriksson ou de Knut (rois de Suède à la même époque) nous laissent indifférents. Et Zemmour joue le jeu, par exemple en consacrant deux chapitres à Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre, dont il n'est pas particulièrement amateur. De même, s'il ne prise guère Victor Hugo – qui est pour lui le père de l'angélisme –, il lui concède une niche dans son Panthéon imprimé.

La guerre du récit commun étant peut-être définitivement perdue, une autre menace surgit : la victoire de l'oubli et de l'indifférence. Il suffit d'observer et d'écouter : ce n'est pas la passion historique qui frappe, mais l'ignorance et l'indifférence. Les « lieux de mémoire », encore pertinents il y a trois ou quatre décennies sont aujourd'hui des non-lieux. Le cinéma et les jeux vidéo produisent à la chaîne des bouillies vaguement inspirées du passé. En ce sens, *Destin français* est une contribution importante : au-delà de l'amour passionné de la France qui l'anime, il ravive la flamme de la discorde qui nous rassemble. •



Éric Zemmour, *Destin français*, Albin Michel, 2018.

DE QUOI HAPSATOU EST-IL LE PRÉNOM ?

Par Cyril Bennasar

La confrontation entre Hapsatou Sy et Eric Zemmour est symptomatique de notre époque. En reprochant à sa contradictrice son prénom exotique, le journaliste ne fait que pousser sa nostalgie assimilationniste au bout de sa logique. Les réactions outrées qu'il a suscitées révèlent une fâcheuse acclimatation à la société multiculturelle.



Q

uelques jours après un vif échange avec Éric Zemmour chez Ardisson, c'est pour défendre « *les enfants de la République* » qu'Hapsatou Sy lançait une pétition (hachetag : je suis la République), cherchait un avocat qui connaîtrait un détournement judiciaire pour traîner son adversaire au tribu-

nal, et demandait aux médias de prendre leurs responsabilités en refusant de recevoir Éric Zemmour, pas pour toujours, mais tant qu'il ne se sera pas excusé, au moins pour les enfants de la République. Manifestement, pour Hapsatou, il y a un avant et un après Zemmour. Pimpante, malicieuse, charmante avant, on l'a vu ressemblant à un cocker aux oreilles frisées quand elle est revenue d'un air grave, parler de son « *épreuve* » et entreprendre un combat contre la haine : « *Dans toute ma vie et depuis que je fais de la télé, je n'ai jamais rencontré autant de violence raciste.* – *Jamais ?* lui demanda Laurence Ferrari. – *Jamais ! Jamais ! Jamais !* » répondit la jeune femme visiblement choquée, en tant que minorité.

On peut la croire et on peut la comprendre. La jeune femme est née en 1981. Lorsqu'elle a commencé à découvrir le monde, les têtes-de-nègre avaient été remplacées par des boules coco dans les boulangeries et les enfants des écoles ne chantaient plus « *un jour dans sa cabane, un tout petit négro jouait de la guitare...* », comme nous le faisions sans malice dans notre jeunesse. Pour ne pas froisser Hapsatou et les enfants de la République venus d'ailleurs, la France, la République et les Français, qui sont des gens prévenants et délicats, avaient peu à peu changé leurs habitudes. On peut les en féliciter puisqu'en trente-sept ans, la jeune femme n'a semble-t-il rien rencontré de plus violent en matière de racisme qu'un échange avec Éric Zemmour. Le bilan de Julien Dray et d'Harlem Désir n'est donc pas globalement négatif, et malgré le racisme d'État dont parlent certains sociologues et le plafond de verre raconté par les féministes, il est possible de s'en sortir par l'entrepreneuriat et le vedettariat, même quand on est une femme, et même quand on est noire. Je m'en réjouis, et je suis sûr que Zemmour pourrait me suivre sur ce coup-là.

Mais dans l'élan donné par SOS racisme, on ne se contente plus dans la France des droits de l'homme de ne pas heurter les sensibilités, il faut ménager les susceptibilités. Et les « mauvais gagnants » de l'antiracisme en remettent plusieurs louches. « Venez comme vous êtes nous enrichir de vos différences » a été la musique qui a bercé Hapsatou depuis l'enfance et l'esprit de la loi qui a permis aux Français autoproclamés citoyens du monde ou fils d'Allah de donner à leurs enfants un prénom du monde. Et là, c'est moi qui suis Zemmour : nous sommes allés un peu trop loin. Nous nous sommes tant éloignés de la France de l'assimilation, qui déjà très généreuse prêtait aux nouveaux venus ses ancêtres et

donnait à leurs enfants ses prénoms pour dériver vers celle du multiculturel, que nous ne pouvons plus dire qu'Hapsatou n'est pas un prénom français puisqu'il est le prénom d'une Française. Le communautarisme fissure le ciment populaire et on ne peut pas regretter la prolifération de prénoms qui en sont la marque, l'emblème, l'étendard. On peut assister au désastre d'une société qui éclate en communautés, mais on ne peut pas décrire le processus qui provoque sa dissolution sans provoquer un scandale. Personne ne semble comprendre aujourd'hui comment un prénom peut être une insulte à la France, mais alors comment qualifier les choix de ceux qui veulent faire savoir qu'ils sont Français comme ils veulent, et pas autrement, là où on avait coutume d'être Français comme tout le monde ?

Devant le spectacle de la réprobation générale qui frappe Éric Zemmour, où se confrontent ceux qui l'accusent de racisme et veulent le faire taire et ceux qui n'iront pas jusque-là, pensent qu'il faut le laisser parler et précisent qu'il a tort, arbitrés parfois par des animateurs de chaînes commerciales qui rappellent qu'il vend beaucoup de livres et que, donc, la question ne se pose pas, je me dis qu'une forme de tolérance à la société multiculturelle gagne les esprits de tous, qu'un principe de réalité s'impose à l'opinion et qu'en face d'une femme, jeune, noire et charmante, il devient impossible de débattre et difficile d'avoir raison. Malgré Zemmour et sa grande armée de lecteurs, dans cette affaire comme dans beaucoup d'autres, la France que nous connaissions a perdu du terrain et nous pourrions perdre en plus le droit de le regretter publiquement. Après le débat, on ne s'est pas interrogé sur « comment » (comme on dit sur France Culture) être française en s'appelant Hapsatou et personne n'a lancé de pétition pour qu'elle se fasse rebaptiser. En revanche, on s'est partout demandé s'il fallait encore inviter Éric Zemmour et on a pétitionné pour dire que non. Parce qu'il a osé pousser l'expression d'une nostalgie très partagée jusqu'au bout de sa logique, on demande sa tête, ou au mieux, même si l'on pense en privé qu'il a raison, on concède en public qu'il a tort, parce que dans l'état actuel de la France, ses propos peuvent blesser des gens.

Ça me rappelle l'époque, pas si ancienne, où l'on pouvait rire d'une religion et de son prophète, et celle où l'on disait « mademoiselle » aux jeunes filles, avant de cesser de le faire et de renoncer au blasphème comme à la galanterie, pour ne pas blesser des gens. Aujourd'hui, en accablant Zemmour de reproches, on lui demande de ne plus exprimer publiquement de nostalgie parce que le mal du pays où les filles s'appelaient plutôt Corinne, ça peut blesser des gens. Et à part Zemmour qui meurt, mais ne s'excuse pas, quand on demande aux Français d'arrêter de blesser des gens, surtout femmes et surtout noires, ils s'exécutent. Jusqu'à présent, les exécutions n'ont pas été mortelles. Alors jusqu'à présent, tout va bien ? •

MIGRANTS **À QUI PROFITE** **LE DRAME ?**



50

Immigration, une chance pour le populisme

Élisabeth Lévy

60

Pierre Henry

« Il n'y a pas de marché de l'accueil des migrants »

Propos recueillis par Daoud Boughezala

52

ONG, le business du cœur

Erwan Seznec

64

Immigration, les médias nous mènent en bateau

Ingrid Riocreux





Démantèlement d'un camp de migrants sur le canal Saint-Martin,
Paris, 4 mai 2018.

IMMIGRATION, UNE CHANCE POUR LE POPULISME

Par Élisabeth Lévy

La doxa immigrationniste tient en trois principes contradictoires : il n'y a pas de problème migratoire, on ne peut rien faire contre lui, c'est une merveilleuse révolution. Prétendant imposer aux peuples européens un devoir d'accueil sans contrepartie, le lobby de l'immigration fait le lit des populismes qu'il dit combattre.

Il faut rendre grâce à Philippe Martinez. Dans une tribune publiée par *Le Monde* le 26 septembre, le secrétaire général de la CGT a aligné les principaux poncifs disponibles sur l'immigration : « *Le fait migratoire est un phénomène incontournable, stable et continu dans l'histoire de l'humanité.* » Circulez, il n'y a rien à voir. Il poursuit. « *Prétendre que l'on peut stopper ou maîtriser les mouvements migratoires est un leurre politique et une posture idéologique. Les plus hauts murs n'empêcheront jamais des personnes de fuir, au péril de leur vie, la guerre, la misère économique ou les persécutions.* » Acceptez, il n'y a rien à faire. Du reste, il faut s'en réjouir, dès lors que la coexistence culturelle est un enrichissement, voire un enchantement. Dire autre chose, ce serait recourir aux « *vieilles recettes de l'extrême droite* ». Primo il n'y a pas de problème migratoire, deuxio on ne peut rien faire contre lui, tertio l'immigration est une merveilleuse révolution : cet énoncé en trois temps, qui évoque furieusement le chaudron de Freud, interdit bien sûr que la question soit examinée sérieusement. En clair, on demande aux peuples d'Europe de ne pas voir ce qui se passe sous leurs yeux, tout en les sommant de l'accepter et même d'applaudir. Et Martinez de conclure par l'inévitable appel à notre bon cœur : nous devons, écrit-il, « *accueillir humainement et dignement ceux qui fuient leurs pays.* »

Cela se nomme la fraternité. » Dommage que la fraternité ne vaille pas pour ceux qui ont le sentiment de devenir étrangers chez eux, à qui il est interdit de dire leur frustration et leur inquiétude.

Inutile de chercher à faire entendre à notre fringant cégétiste qu'une nation souveraine doit avoir le droit de choisir ceux qu'elle accueille sur son sol. En revanche, on pouvait attendre qu'un défenseur des travailleurs soit un peu plus regardant sur l'afflux de demandeurs d'asile qui, une fois déboutés, iront grossir les rangs des clandestins, pesant à la baisse sur les salaires des emplois peu qualifiés. Martinez a dû rater le cours de marxisme sur l'armée de réserve du capital en maternelle. D'ailleurs, il a la solution : régularisation générale, c'est ma tournée ! « *Il suffit, écrit-il, de leur donner à tous les mêmes droits qu'aux travailleurs français !* » C'est sûr, pourquoi n'y a-t-on pas pensé plus tôt. Il devrait en parler avec ses copains du Medef qui sont eux aussi très favorables à l'ouverture des frontières. Et à ses troupes qui le sont un peu moins.

Générosité contre égoïsme, le monde de Martinez est simple. C'est la version pour les nuls du chatoyant storytelling d'Emmanuel Macron campant une Europe divisée entre les nations progressistes et accueillantes et les pays populistes et égoïstes. Lequel ne résiste pas plus à l'analyse. L'immigration ne partage pas l'Europe en deux blocs, elle oppose une grande partie des élites à une grande partie des peuples qui, au gré des sondages, affirment avec constance qu'ils veulent l'arrêter. Entendons-nous : même le dernier salaud lecteur de *Causeur* ou de *Valeurs actuelles* sait que, sauf à s'entourer de barbelés, l'Europe ne peut pas décourager tous les candidats à une vie meilleure, ni renvoyer tous ceux qu'elle a refusé d'accueillir légalement. Lutter contre les flux migratoires ne signifie pas haïr les immigrés, ni les abandonner à leur sort quand leur vie est menacée. Mais cela impose, parfois, de les ramener chez eux.

Le devoir d'humanité ne saurait être illimité. Quand on dit au salaud lecteur de *Causeur* ou de *Valeurs actuelles* qu'il n'a pas voix au chapitre, que ses demandes sont non seulement irréalistes, mais moralement scandaleuses, et que de toute façon l'avenir de la France sera multiculturel, que cela lui plaise ou non, il se sent tout simplement dépossédé de ses droits élémentaires de citoyen. À quel moment, les Français ont-ils accepté que la culture française n'ait pas de droits particuliers en France ? Que des questions aussi fondamentales, aussi déterminantes que l'immigration et l'intégration échappent depuis tant d'années à la délibération citoyenne devrait inquiéter les contempteurs de notre apathie démocratique. Que répond Plenel à ce sujet, qu'il n'y a qu'à changer le peuple ? On dira que les Français n'ont pas voté pour Marine Le Pen qui promettait de s'attaquer frontalement à la question. Certes. L'heure est grave, mais pas au point de jouer l'avenir sur un coup de dés. Faut-il attendre qu'ils s'y résolvent ? Ne se trouvera-t-il pas un autre parti pour leur dire qu'ils ont le

droit de choisir leur destin ? Comme le résume Marcel Gauchet, ce n'est pas contre le populisme, mais contre les causes du populisme qu'il faut lutter. La poursuite d'une immigration qu'on ne parvient pas à contrôler ni à intégrer est l'une des principales.

Faute de place, on ne reviendra pas point par point sur la doxa immigrationniste et le chantage émotionnel sur lequel elle s'appuie, analysés par Ingrid Riocreux (p. 64). Il faut cependant s'arrêter sur l'existence de ce qu'on peut appeler un lobby de l'immigration, décrit par la passionnante enquête d'Erwan Seznec (p. 50-59). Il ne s'agit pas de forces obscures guidées par de sombres arrière-pensées – à l'exception des passeurs dont les pensées sont très claires –, mais de tout un monde d'associations bien intentionnées dont la raison d'exister est d'accueillir ceux qu'on appelle les migrants, c'est-à-dire les demandeurs d'asile, dont beaucoup arrivent par voie de mer. Il ne s'agit pas de remettre en cause le dévouement de leurs personnels et bénévoles – que Pierre Henry, le président de France terre d'asile soit d'ailleurs remercié pour avoir répondu aux questions, qu'il jugeait provocantes, de Daoud Boughezala (p. 60-63). C'est néanmoins un fait que les organisations, comme les espèces, travaillent à leur propre survie. Depuis 2015, ces structures subventionnées par la puissance publique ont recruté, ouvert des locaux, créé des services et pris la lumière. Un ralentissement des flux d'arrivants n'entraînerait pas seulement la fin d'une belle aventure humanitaire, mais aussi des conséquences beaucoup plus prosaïques comme des compressions de personnel.

Erwan Seznec montre que les pérégrinations de l'*Aquarius*, abondamment relayées par les médias, ont moins pour but de sauver des vies que de culpabiliser les opinions publiques et de forcer la main des gouvernements en les plaçant devant ce choix impossible : ou vous ouvrez vos ports, vos frontières et vos cœurs, ou vous serez responsables de la noyade des enfants. Ainsi existe-t-il une étroite collaboration entre passeurs et ONG, les premiers se contentant de transporter leurs clients à la limite des eaux internationales et de les y abandonner avec un téléphone portable et le numéro de SOS Méditerranée. D'où ce scandale que personne ne veut voir : l'activité des ONG en Méditerranée n'a pas entraîné une réduction du nombre de morts par noyade. Elle s'est accompagnée d'une recrudescence notable de ces morts terribles.

Emmanuel Macron devra trouver un moyen de sortir du piège qu'il s'est tendu à lui-même : en se posant en guide suprême du camp progressiste, prêt à combattre la lèpre italo-hongroise, il s'est interdit d'incarner une troisième voie entre le camp de l'ouverture intégrale et le front du refus. Ses outrances ridicules sur la barbarie populiste, qui renforcent chez beaucoup le sentiment qu'il méprise le populo, l'ont mécaniquement placé dans le camp de l'angélisme. Les élections européennes risquent de lui rappeler que les Français ne sont pas des anges. •

ONG : LE BUSINESS DU CŒUR

Par Erwan Seznec



Des migrants participent au programme « Hébergement, orientation, parcours vers l'emploi » (HOPE) à l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), Meaux, 30 mai 2017.

Les dizaines de milliers de demandeurs d'asile accueillis sur notre territoire n'alimentent pas seulement la bonne conscience sans-frontériste des nombreuses associations qui les accueillent. Très prisé par le Medef et par les syndicats, le migrant est devenu la raison d'être – et la première source de financement – de nombreuses ONG. Enquête

Pprès de 78 000 demandes d'asile enregistrées en 2016, 100 412 exactement en 2017. Ces deux dernières années, les flux de migrants à destination de notre pays ont été intenses. Afghans, Guinéens ou Soudanais, certains finissent par camper dans les espaces publics, accréditant l'idée que les capacités d'accueil saturent et que les structures de prise en charge, montées à la va-vite, sont sur le point de craquer. À quelle autre conclusion de bon sens arriver, en voyant les tentes s'aligner sous les voies du métro aérien, au nord-est de Paris, mais aussi square Daviais, à Nantes, ou au parc Saint-John-Perse de Reims ?

installer des demandeurs d'asile. L'État dédommage les bailleurs sociaux à hauteur d'un loyer ordinaire. C'est ainsi que des communes rurales comme Aubusson (Creuse) ou Saint-Gelven (Côtes-d'Armor), où la demande ordinaire de logements sociaux était faible, se sont trouvées hôtes de migrants.

Cela signifie que les « *réquisitions citoyennes* » de bâtiments publics pour les demandeurs d'asile, à l'image de celles opérées par le collectif Agir migrants à Villeurbanne depuis 2017, répondent rarement à une nécessité vitale. Un des bâtiments occupés en décembre 2017 par Agir migrants a d'ailleurs dû être évacué au bout de deux mois, à la suite d'un départ d'incendie ! Les migrants ont été pris en charge par la préfecture. Le collectif, quant à lui, a continué ses actions, qui s'inscrivent explicitement dans un projet de contestation politique plus large. Ironie du sort, l'association anticapitaliste rhodanienne se retrouve à travailler aux côtés de ces financiers qu'elle abomine (voir encadré).

Une réactivité exemplaire

Le logement ne suffit pas. Il faut aussi des moyens pour orienter les demandeurs d'asile et assurer l'intendance des foyers d'hébergement. Là encore, la réponse publique a été remarquable. Le ministère des Finances a publié en annexe du projet de loi de finances 2018, dans ce qu'on appelle les « jaunes budgétaires », la liste des associations subventionnées en 2016. Pour l'accueil des migrants et des réfugiés, les 25 principales subventions (sachant qu'il y en a eu des centaines) totalisent 160 millions d'euros. Le total dépasse les 200 millions, soit 2 500 euros minimum attribués au secteur associatif pour chaque demandeur d'asile, puisqu'ils étaient 78 000 en 2016. Il s'agit là des subventions explicitement dédiées à la prise en charge des arrivants. Elles viennent s'ajouter aux aides d'État, versées de manière routinière à des acteurs installés, comme France Terre d'asile ou la Croix-Rouge. Poids lourd du socioculturel local, l'association La vie active, qui prenait en charge le camp de Calais, a reçu à ce titre 12,5 millions d'euros pour la seule année 2016. Ces sommes représentent une petite fraction seulement de l'effort public. Il faudrait y ajouter les aides des collectivités, ainsi que les efforts des services publics et la prise en charge médicale. Dans un relevé d'observations provisoires, la Cour des comptes estimait que la politique d'asile avait coûté en 2013 environ 2 milliards d'euros, pour 67 000 demandeurs. Ces derniers, en retour, contribueront aussi à la richesse nationale par leur travail, déclaré ou non.

Cependant, l'argent versé au secteur associatif a une conséquence souvent passée sous silence. Vis-à-vis des migrants, les associations ne sont pas des observateurs désintéressés. Quand leurs responsables sont interrogés sur l'opportunité de réduire ou non le rythme des arrivées, leurs réponses reflètent leurs convictions éthiques, mais aussi leurs intérêts. Un réfugié égale une aide. Dix

à quinze réfugiés pris en charge en CADA égalent un emploi. C'est le ratio officiel.

Le réfugié, moteur de la croissance associative

Le secteur sanitaire et social est souple, car il s'appuie beaucoup sur des associations. Le centre de réflexion Recherches et solidarités évaluait leur effectif cumulé à un million d'emplois en 2013. Le chiffre varie fréquemment, car les associations du sanitaire et social recrutent ou licencient, en fonction des subventions versées. En ce moment, pour celles qui s'occupent de migrants, les affaires tournent bien. On peut même dire que les réfugiés sont arrivés à point, juste après le coup dur de la fin des contrats aidés. En 2008, la Cimade comptait 125 salariés. Ils n'étaient plus que 92 en 2014. Le chiffre remonte à 114 l'an dernier. « *Pour l'année 2017, les comptes de la Cimade sont bons, au-delà de nos prévisions, se réjouit le trésorier dans le rapport annuel. Les ressources de l'association se sont élevées à 9 887 000 euros, en progression par rapport à 2016 (+ 115 000 euros). Le résultat d'exploitation est nettement positif (+ 338 000 euros) alors qu'il était négatif en 2016 (- 54 000 euros).* » Les dons des particuliers ont progressé, tout comme les subventions publiques, qui représentent la moitié des ressources.

L'impact positif de la crise des migrants est encore plus net à France terre d'asile. L'association comptait 859 salariés fin 2017, contre 560 salariés au 31 décembre 2013, soit 53 % d'effectifs en plus en quatre ans. S'agissant d'une PME, on parlerait de croissance spectaculaire. Sans le moindre cynisme décelable, les publications de France terre d'asile versent d'ailleurs dans le volapük corporate : « *La Direction de l'urgence a acquis une réelle expertise dans la mise en œuvre des prestations* » et propose « *l'intégralité des prestations contenues dans le référentiel du marché* », quand il s'agit de répondre à un appel d'offres pour la gestion d'un CADA. L'association en gèrait 34 mi-2018. Ni France terre d'asile ni la Cimade ne peuvent être taxées d'opportunisme. La première existe depuis 1971. La seconde a été créée en 1940 pour venir en aide aux évacués d'Alsace-Lorraine. Elles prennent des réfugiés en charge depuis des décennies, le plus souvent dans la discrétion. La crise des migrants n'en est pas moins une aubaine pour elles, comme pour d'autres.

Les migrants au secours de l'Agence nationale pour la formation des adultes

Cas plus équivoque, l'Agence nationale pour la formation des adultes. Plus gros organisme de formation de France, l'AFPA est un brontosaurus administratif, dont les lourdeurs ont été dénoncées par la Cour des comptes (2014, 2017), puis par l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) début 2018. Ces six dernières années, elle a accumulé 725 millions de déficit. Ses résultats se détériorent « *de manière continue* », principalement par « *manque de compétitivité* » face au privé, selon l'IGAS. Les effectifs ont fondu (11 000 salariés en 2008, 7 800 aujourd'hui), mais restent encore trop importants. Dans ce contexte, les migrants sont providentiels. →



Centre d'hébergement d'urgence pour migrants (CHUM), établi dans le monastère des Orantes à Bonnelles (Yvelines), 28 août 2018.

Le bon sens est parfois trompeur. Contrairement aux apparences, le système d'accueil n'est pas sur le point de s'effondrer. Bien au contraire, il s'est adapté à la situation avec une rapidité et une vigueur étonnante. Centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA, 40 420 places au 1^{er} mars), hébergements d'urgence pour demandeurs d'asile (HUDA, 20 000 places), centres d'accueil et d'orientation (CAO, 8 000 places), centres provisoires d'hébergement (CPH, 4 000 places), sans compter les centres d'hébergement et de réinsertion sociale, les centres départementaux pour mineurs

isolés, etc. Au total, le dispositif public compte 90 000 places, auxquelles s'ajoutent les foyers privés d'Emmaüs, de l'Armée du salut, etc. D'énormes difficultés se posent ponctuellement pour faire coïncider l'offre et la demande, mais il n'y a pas de pénurie de lits au sens strict. Et s'il y en avait, le parc social pourrait la pallier. Il comptait plus de 150 000 logements vides au 31 décembre 2017, dont 80 000 logements en vacance « structurelle », c'est-à-dire inoccupés depuis plus de trois mois. Dans le cadre du « plan migrants » adopté en Conseil des ministres en juin 2015, il est possible d'y

Ils vont adoucir la pente des compressions de personnel. Après une expérimentation sur 200 sujets de la jungle de Calais, l'AFPA a déployé en 2017 une « offre globale dédiée aux réfugiés », dans le cadre du programme HOPE (Hébergement, orientation, parcours vers l'emploi), avalisé par les ministères de l'Intérieur et du Travail. L'idée est de renforcer l'employabilité de centaines de réfugiés. Pendant trois mois, les intéressés apprennent le français, puis ils se forment à un métier dans une branche en « tension », manœuvre dans le bâtiment, manutentionnaire en entrepôt ou opérateur sur chaîne d'abattage. Des postes souvent correctement payés, mais ingrats, épuisants et dangereux, à tel point que Pôle emploi peine à les pourvoir. L'afflux d'immigrés ne fera que retarder, une fois encore, l'amélioration des conditions de travail, avec le concours intéressé de l'AFPA. Ce ne sont pas les réfugiés qui ont besoin d'elle,

c'est elle qui a un besoin vital de missions.

Comment être contre l'accueil sans passer pour réactionnaire ? Entre les sopranos de l'indignation morale et les basses puissances de l'intérêt bien compris, le grand chœur de l'ouverture des frontières se moque des toussotements dans la salle. Cet été, le Groupement national des indépendants de l'hôtellerie-restauration (GNI) a appelé à assouplir les conditions d'emploi des demandeurs d'asile. Probablement tétanisé par l'idée d'un procès en xénophobie, pas un seul syndicat ne s'est levé pour rappeler l'évidence : si les cafés-restaurants manquent de bras, c'est parce qu'ils payent mal et proposent des horaires démentiels.

Les syndicats tétanisés

Contactée, la CGT hôtels cafés restaurants admet que « Causeur soulève un sujet d'actualité important », mais ajoute immédiatement qu'elle « ne dira rien ». Même silence du côté de VISA, une association intersyndicale regroupant la FSU, la CGT, la CFDT, le Syndicat de la magistrature, etc. Censée travailler sur la situation des travailleurs sans papiers, elle ne répond pas à une question simple posée par mail : le recours à l'immigration ne fait-il pas d'abord le jeu des employeurs ? Banal dans les années 1970, ce sujet de réflexion est désormais banni dans la sphère syndicale. La CGT (dont la page web sur l'immigration n'a pas été actualisée depuis 2008...) se borne à dire que les travailleurs étrangers doivent être traités comme les nationaux, esquivant l'aspect embarrassant du dossier : faut-il les faire venir ou non ?

Même piétinement devant l'obstacle chez les politiques. « Lorsque vous êtes de gauche et que vous tenez sur l'immigration le même discours que le patronat, il y a quand même un problème... Ce que nous disons n'a rien de nouveau. C'est une analyse purement marxiste : le capital se constitue une armée de réserve. » Pour avoir tenu ces propos à L'Obs, en août, Djordje Kuzmanovic, conseiller de Jean-Luc Mélenchon, a été publiquement désavoué par son patron, début septembre. La « préparation du retour des réfugiés » et « permettre à chacun de vivre chez soi » figurent pourtant en toutes lettres dans le livret-migration du programme « L'avenir en commun - Mélenchon 2017 ». Le texte évoque aussi « une délocalisation sur place qui touche des secteurs à fort besoin de main-d'œuvre – tels que le BTP, l'hôtellerie-restauration, les services à la personne –, et qui affaiblit l'ensemble des salariés ».

En comparaison, comme dans les années 1960, la position du patronat a le mérite de la clarté. Il est pour l'immigration. La plate-forme associative Actions emplois réfugiés veut aider les migrants à s'insérer sur le marché du travail. Elle est soutenue par la Ville de Paris, France terre d'asile, Adecco et... le Medef. Aux uns, la grandeur morale ; aux autres, la main-d'œuvre. Et à la société, les inévitables difficultés d'intégration. •

Effet d'aubaine en Albanie

La réactivité française face à la crise des migrants a été si remarquable qu'elle a généré une demande supplémentaire inattendue, en Albanie. Les ressortissants de ce petit pays (2,9 millions d'habitants) représentaient en 2017 le plus fort contingent de demandeurs d'asile, et la plus forte proportion de personnes hébergées dans les CADA, devant les Afghans et les Syriens ! Ils n'apparaissaient même pas dans les statistiques des réfugiés il y a quatre ans seulement. L'asile, au sens juridique, sera refusé à 99,99 % d'entre eux. L'Albanie est classée « pays d'origine sûr » par l'Office français pour la protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra). Les réseaux de passeurs ont su vendre à leurs compatriotes, qui émigrent pour des raisons économiques, l'efficacité de la prise en charge en France, devenue la première destination européenne des migrants albanais. Les réseaux ont fini par être victimes de leur succès. Depuis septembre 2017, Paris collabore avec les autorités albanaises contre l'immigration illégale. Un accord a été officialisé le 15 décembre 2017. Plusieurs policiers albanais sont venus travailler à l'Intérieur, comme agents de liaison. Les résultats ne se sont pas fait attendre. Entre janvier 2017 et janvier 2018, le nombre de dossiers déposés par des demandeurs d'asile albanais a baissé d'un tiers (34 %). •

LE MIGRANT UNE VALEUR REFUGE

Par Erwan Seznec

La majeure partie de l'hébergement des demandeurs d'asile été confiée à CDC Habitat, une filiale de la Caisse des dépôts qui a créé un Fonds d'investissement spécial. Ce produit financier dégage 3.5 % de marge. Une bonne affaire.

Filiale de la Caisse des dépôts, CDC Habitat a racheté fin 2016 au groupe Accor 62 hôtels F1 (ex-Formule 1). De quoi loger 7 700 personnes, dans le cadre d'un appel d'offres public pour l'hébergement de 10 000 réfugiés, lancé par le gouvernement. Ayant remporté 70 % du marché, CDC Habitat a créé un fonds d'investissement social de 200 millions d'euros, abondé pour moitié par des institutionnels et pour moitié par la Banque du conseil européen. C'est avec les sommes levées qu'elle a racheté ses hôtels low cost à Accor, qui rechignait à financer leur indispensable rénovation. Le choix était judicieux. Cubes sans grâce construits dans les années 1980, hyperfonctionnels, la plupart des F1 sont posés en bordure de quatre voies, dans des zones d'activité. On n'y trouve guère de riverains susceptibles de monter au créneau contre le changement d'affectation des hôtels et l'arrivée de cette nouvelle clientèle atypique (qui s'avère du reste fort discrète). Inconvénient, les F1 sont excentrés. Ils ont été pensés pour des automobilistes. Concernant celui que nous avons visité, dans la zone commerciale de Gourvily, en périphérie de Quimper, les locataires ont trouvé une solution : des vieux vélos s'entassaient devant l'entrée. Dans le hall, une affiche donne les horaires d'un atelier de réparation de cycles animé par des bénévoles. Bretagne, terre de migrations et de cyclisme.

L'État accorde 16,50 euros par nuitée à CDC Habitat, ce qui permettra à la société de dégager une rentabilité de 3,5 % sur ce produit. Avec le livret A à 0,75 %, ce n'est pas si mal. Le rendement du réfugié est, point crucial, garanti par l'État, qui fournit les locataires et paye les loyers ! Comme placement sous-jacent d'un actif financier, on peut imaginer plus risqué.

« Nous allons industrialiser nos procédés et le contrat sur cinq ans nous permettra de réguler les dépenses », promettait dans *Les Échos* du 15 mars 2017 Vincent Mahé, le secrétaire général de CDC Habitat. La société ne manque pas d'expérience. Sa branche Adoma, en charge des foyers d'accueil, est l'ex-Sonacotra. Son investissement, mûrement réfléchi, par ailleurs, suggère que la « crise » des migrants est partie pour devenir structurelle. CDC Habitat pourrait difficilement amortir les sommes investies en cinq ans seulement. L'hébergement d'urgence ne se borne pas aux migrants, mais ces derniers en constituent néanmoins le segment le plus dynamique, le SDF classique faisant plutôt figure de marché mature, sans réel potentiel de croissance et avec une forte saisonnalité. Hors des pics de froid, le SDF est difficile à fidéliser, contrairement au demandeur d'asile.

L'État, quant à lui, devrait réaliser quelques économies, car la filiale de la Caisse des dépôts est nettement moins chère que les hôteliers ordinaires, qu'il faut défrayer en urgence. En matière de crise humanitaire, l'heure n'est plus à l'improvisation, mais à la financiarisation. L'emprunt social de CDC Habitat (ou « *social bond* ») n'est pas un cas unique. La Finlande a expérimenté une démarche comparable pour l'intégration des migrants en 2017. L'ingénierie mise en place était assez subtile, ce qui contribuait opportunément à occulter une évidence. En définitive, dans un emprunt public, c'est toujours la collectivité qui assume le remboursement, intérêts compris. •

AQUARIUS

L'HUMANITAIRE AU SECOURS DES PASSEURS

Par Erwan Seznec

Malgré la présence des ONG, le nombre de noyades en Méditerranée centrale ne cesse d'augmenter. Car les bateaux humanitaires jouent le jeu des passeurs, trop heureux d'affréter des épaves que les « no-borders » occidentaux auront tôt fait de sauver. Reportage.

« **G**rande cause nationale » : ce label décerné à SOS Méditerranée n'est pas seulement un titre de noblesse. Il lui a déjà valu au premier trimestre 2017 le financement par le service d'information du gouvernement de spots télé et radio pour un montant de 540 828 euros. Pour une association âgée de deux ans seulement et pas si riche (2,2 millions de budget l'an dernier, 90 % venant de dons privés), c'est un coup de pouce significatif.

De prime abord, on se dit que cette reconnaissance est méritée. Depuis ses débuts sur le terrain, l'*Aquarius*, affrété par SOS Méditerranée et animé par Médecins sans frontières, a pris en charge plus de 27 000 personnes, soit 6 % des migrants transitant par la Méditerranée centrale.

Au sens strict, l'équipage en « sauve » sensiblement moins. Construit en 1976, l'*Aquarius* plafonne à 13 nœuds (24 km/h). Les garde-côtes italiens vont deux fois plus vite, sans parler des frégates militaires. Quand une embarcation de migrants est signalée par un avion de reconnaissance, l'*Aquarius* et les autres ONG sont rarement les premiers sur zone. Ils récupèrent des réfugiés déjà sécurisés par d'autres navires. En mer, l'opposition binaire entre humanitaires (les bons) et garde-côtes (les brutes) ne tient pas. Tous collaborent.

Le week-end de Pâques 2017, ensemble, ils ont pris en charge 8 500 migrants. La moitié du bilan annuel de l'*Aquarius*, en deux jours.

Grande cause, petits effets

Il existe en Méditerranée centrale un dispositif de secours, dont les humanitaires ne sont pas le principal élément, loin de là. L'idée que la zone se transformerait en cimetière sans eux ne résiste pas à l'examen des données disponibles. L'Office international des migrations tient à jour la comptabilité macabre des migrants noyés, mois par mois, depuis 2014¹. L'*Aquarius* commence ses missions le 26 février 2016. On pourrait s'attendre à une baisse du nombre de noyés en Méditerranée centrale. Bien au contraire, elles explosent. Quarante-six morts en février, 258 en mars, 611 en avril, 1 130 en mai.

Plusieurs navires d'ONG entrent en jeu en 2017 : le *Seafuchs* en avril, l'*Open Arms* en juillet, le *Lifeline* en septembre et le *Sea-Watch III* en novembre (rejoignant l'*Argos*, le *Phoenix*, le *Dignity I*, etc.). À partir de 2018, leur activité se réduit, les autorités italiennes et maltaises leur mettant des bâtons dans les roues. Parallèlement, la mortalité baisse ! Deux mille cinq cent soixante-quatorze noyés sur les huit premiers mois de 2017, 1 723 sur la même période en 2018. Juin 2017 est le pic d'activité historique des navires d'ONG, qui ont alors pris en charge plus de 40 % des personnes secourues. Recul →



L'Aquarius, affrété par l'ONG SOS Méditerranée, au large de Marseille,

1er août 2018.

des noyades ? Non, record à la hausse pour un mois de juin, avec 827 décès. L'Aquarius, dernier navire actif sur la zone, fait une escale technique à Marseille tout le mois de juillet 2018 : par rapport à juin, le nombre de noyés recule spectaculairement, de 786 à 312.

L'appel d'air, vieux reproche

Explication avancée par Stephen Smith dans *La Ruée vers l'Europe* (Grasset, 2018) : « L'humanitaire est trop bon ! » Sachant que les ONG prendront le relais vite et bien, « les trafiquants embarquent un nombre croissant de migrants sur des embarcations toujours plus précaires, résume le journaliste, grand spécialiste de l'Afrique. Moyennant une réduction du tarif, l'un des passagers est chargé de la navigation et de l'appel au secours dès l'arrivée dans les eaux internationales. À cette fin, il se voit confier une boussole et un téléphone satellite du type Thuraya. » Le numéro de téléphone est celui du MRCC, le centre de coordination du sauvetage maritime italien. C'est lui qui demande au navire le plus proche de se dérouter. Si les secours tardent, les voyageurs peuvent mobiliser Alarm-Phone, un réseau informel de « no borders », qui fera pression sur le MRCC et alerteront les médias, en appelant un numéro français désormais internationalement connu, le 33 (0)4 86 51 71 61.

« Les secours viendront » : la promesse des passeurs est

cautionnée par des témoignages clients. Les migrants tirés d'affaire informent leurs proches qu'ils sont en vie par les réseaux sociaux. Ensuite, l'information circule. Synchroniser le lancement des canots pneumatiques avec le passage des bateaux humanitaires n'est pas compliqué. Plusieurs moteurs de recherche gratuits permettent de suivre n'importe quel navire civil en temps réel. SOS Méditerranée a créé un site qui indique heure par heure ce que fait l'Aquarius². « Souci de transparence ! plaide une porte-parole. On nous accuse de faire le jeu des passeurs. Avec ce site, chacun peut vérifier que nous agissons toujours en concertation avec les autorités coordinatrices du sauvetage. Même quand nous repérons une embarcation, nous la signalons et nous l'aidons seulement quand nous avons le feu vert. » En 2013, l'État italien a lancé l'opération humanitaire Mare Nostrum. Bilan : 100 000 migrants récupérés en un an. « On reprochait déjà à Mare Nostrum de créer un appel d'air, fait valoir la porte-parole de SOS Méditerranée. Quand l'opération a pris fin, les tentatives de traversées ne se sont pas interrompues. »

Des sauvetages toujours plus près des côtes africaines

Un point, néanmoins, a changé, accréditant l'analyse de Stephen Smith. Les sauveteurs, au départ, agissaient près de Lampedusa (Italie). Au fil des années, ils se sont



Bateau de sauvetage de l'ONG catalane Proactiva, l'Open Arms, au large de l'Italie, 1^{er} juillet 2018.

beaucoup rapprochés des côtes libyennes, récupérant de grands pneumatiques pleins à ras bord qui n'auraient aucune chance de traverser la Méditerranée, faute de moteur. À 4 000 euros pour un 100 CV, les passeurs les reprennent avant de laisser dériver leurs clients ! Dans une enquête publiée en juin 2017, le *New York Times* a synthétisé les données de localisation. La carte est limpide. En trois ans, les opérations de sauvetage sont descendues de 150 km vers le sud.

Les navires humanitaires n'ont pas besoin d'être omniprésents pour changer la donne, car leur seule présence rend les navires de commerce plus disponibles. « *Sur un porte-conteneurs, explique un officier de marine français, vous avez 25 hommes d'équipage. Rien n'est prévu pour loger, laver et nourrir 150 personnes. Si le navire recueille des migrants, il doit se dérouter immédiatement pour les déposer dans un port quelconque. L'armateur perd des milliers d'euros par heure. Quand un navire humanitaire croise dans les parages, le bateau de commerce met en panne et sécurise les migrants le temps nécessaire. Dans le cas contraire, parfois, c'est vrai, il poursuit son chemin comme s'il n'avait rien vu.* » Ce n'est pas nécessairement dû à une coupable indifférence. Transférer des passagers en pleine mer à bord d'un cargo n'est pas une mince affaire. En avril 2015, plus de 700 personnes ont péri dans le naufrage d'un

chalutier, parti de Libye avec cinq passagers au mètre carré. Le porte-conteneurs portugais *King Jacob* s'était dérouté pour lui porter secours. Surchargé, le chalutier a percuté le *King Jacob* plusieurs fois, avant de couler...

Il ne s'agit pas d'accuser l'*Aquarius* et les autres navires d'ONG de cynisme, mais peut-être d'une certaine inconséquence. Certes, ils sont intégrés dans une chaîne de sauvetage, en association avec les garde-côtes italiens, maltais, espagnols et français. Reste que suggérer que la fin de l'hécatombe est seulement une question de générosité, comme le font leurs campagnes d'appel aux dons, travestit une réalité complexe et paralyse la réflexion : des gens meurent, nous devons les sauver et les recueillir. En réalité, la solution la plus efficace testée à ce jour par l'Union européenne contre les noyades massives n'a rien d'humanitaire. Elle a consisté à former, équiper et entraîner les gardes-côtes libyens, qui ne sont pas des modèles de déontologie, afin de traiter le problème à la source. Évidemment entérinée par la France, la décision est entrée en vigueur à peu près au moment où SOS Méditerranée était, hypocritement, bombardée « Grande cause nationale ». •

1. Voir Onboard-aquarius.org.

2. <http://missingmigrants.iom.int>.

PIERRE HENRY **« IL N'Y A PAS DE MARCHÉ DE L'ACCUEIL DES MIGRANTS »**

Propos recueillis par Daoud Boughezala



Pierre Henry est directeur général de l'association France terre d'asile.

Récusant l'idée que les associations tirent profit de l'accueil des migrants, Pascal Henry, le directeur général de France terre d'asile, se défend de tout angélisme. Si, pour lui, la France se doit d'accueillir dignement les demandeurs d'asile, ce devoir humanitaire n'exclut pas d'éventuelles expulsions une fois les recours épuisés.

Causeur. Notre reporter, Erwan Seznec, a longuement enquêté sur les centres d'accueil de demandeurs d'asile en France (CADA). Votre association France terre d'asile en gère 34, répartis sur tout le territoire. Dégagez-vous des marges de cette gestion ?

Pierre Henry. Nullement. Contrôlés par la Cour des comptes, nous n'avons pas vocation à faire des bénéfices. Lorsqu'à la fin des exercices annuels, nous dégageons des excédents, ces derniers sont intégralement reversés à l'État. Je vous rappelle que l'État nous finance parce nous accompagnons les personnes, rendons service à la collectivité en apportant de la sécurité et en créant de l'emploi. Nous travaillons avec l'argent public pour mener une action qui ne peut être financée que par la solidarité nationale. Et pas un centime ne sert à autre chose que ce à quoi il est destiné. L'idée selon laquelle il y aurait un marché grassouillet autour de l'accueil des migrants est saugrenue.

Pour éviter de prêter le flanc aux critiques, vous pourriez séparer vos différentes activités. D'un côté, votre offre d'hébergement en réponse aux offres de l'État, et de l'autre vos dispositifs d'hébergement d'urgence. Cela ne clarifierait-il pas les choses ?

Il n'y a rien à clarifier. France terre d'asile répond à des appels à marchés publics extrêmement contraints. Il se trouve que la législation européenne impose désormais aux États de passer par le marché public. Mais le dispositif national d'accueil est inscrit dans le marbre des politiques de solidarité depuis 1973. C'est l'État qui le contrôle. France terre d'asile n'agit que par délégation, sans être propriétaire d'aucun bien. Nous avons un peu moins de 1 000 salariés, un budget annuel de 90 millions d'euros, et recevons, orientons, ou hébergeons chaque jour 10 000 personnes.

L'accueil, parlons-en. Je vous ai entendu déclarer : « On ne sait pas accueillir les migrants lorsqu'ils arrivent sur le territoire » français. Pourquoi critiquez-vous l'action de l'État dans ce domaine ?

Malgré quelques progrès récents, le dispositif de premier accueil est un peu l'angle mort de notre politique migratoire. Sur les 100 000 demandeurs d'asile

présents sur le territoire métropolitain, beaucoup sont à la rue, alors que l'Allemagne, au cœur de la crise migratoire, avait accueilli 1,5 million de personnes en 2015 et réussi à toutes les héberger.

La France n'a peut-être pas vocation à héberger la veuve et l'orphelin venus du monde entier...

Ne caricaturez pas ma position. Accueillir en dignité, cela ne veut pas dire être ouvert à tous les vents. En vertu de nos engagements internationaux et des valeurs et principes de la République française, nous devons accueillir les personnes en totale dignité sans que cela préjuge a priori de leur droit de rester en France.

Soit. Pensez-vous que les défaillances de l'État soient orchestrées en haut lieu ?

Pas du tout. Il y a surtout un défaut de vision de l'État sur la question migratoire qui entraîne souvent un défaut de moyens. Depuis plus de dix ans, les budgets s'établissent sur des bases insincères, prenant l'hypothèse d'une baisse des flux migratoires, ce qui influe sur l'organisation même de l'accueil. Du coup, les interventions se font dans l'urgence, alors qu'il faudrait un dispositif éventuellement rétractable, qui permette de faire face à l'arrivée d'un certain nombre de personnes si demain un événement imprévu arrive aux frontières de l'Europe.

On peut renverser la perspective : l'État est dépassé par des flux migratoires qui croissent d'année en année...

N'exagérons rien. À l'échelle mondiale, 97 % de la population ne migre pas. La théorie du « grand remplacement » est une foutaise ! Les médias nous répètent que la France est l'un des rares pays où le nombre de demandes d'asile augmente en 2018. Certes, ce chiffre a crû de 20 %, mais cela représente seulement 8 000 personnes de plus que l'an dernier. À l'horizon de trente ans, même dans les scénarios les plus radicaux, la France passerait de 5 % à 10 % d'étrangers.

Plus que le nombre d'étrangers, l'opinion publique pointe l'inefficacité de l'État à renvoyer dans leur pays d'origine les immigrés clandestins. Quelque 90 % des déboutés du droit d'asile restent en France au lieu →



d'être expulsés...

Si un éloignement doit avoir lieu en respect des traités internationaux, de notre propre loi, de la Convention européenne des droits de l'homme, et si rien ne s'oppose au retour de la personne dans son pays d'origine, je n'y vois aucun problème. Il est du ressort de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra) et de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) d'accorder ou non l'asile. Une fois la décision prise, il revient au ministère de l'Intérieur d'éloigner les déboutés. Mais un certain nombre de déboutés du droit d'asile ne repartent pas dans leur pays d'origine parce que ce n'est tout simplement pas possible. Doit-on renvoyer des gens vers l'Afghanistan ou d'autres pays en guerre ?

La question ne se pose pas pour tous les requérants de l'asile, puisque la majorité des 73 000 premières demandes d'asile effectuées en 2017 émanaient d'Albanais. Or, l'Albanie n'est pas à feu et à sang. Dans ce contexte, la distinction entre réfugiés et migrants économiques est-elle encore valable ?

Vous parlez de 7 633 demandes. Seuls 6 % des Albanais demandeurs d'asile ont obtenu une protection, l'Ofpra et la CNDA font leur travail. Et les reconduites en Albanie sont assez fréquentes, 21 % des expul-

sions en 2017. Alors, où est le problème ? Du reste, je vous rappelle que la demande d'asile est individuelle. On examine la demande d'asile sur des bases individuelles, non pas en termes de groupes ou de nationalités.

Prenons un point de comparaison étranger. Outre-Rhin, les tribunaux allemands ont débouté 91 % des demandes d'asile en 2016, mais faute de pouvoir expulser les migrants, on leur délivre des « attestations de fiction » (*Fiktionsbescheinigungen*) comme titres de séjour provisoires. Ce flou juridique révèle-t-il l'impuissance des États ?

Ces chiffres sont faux. Entre 2015 et 2018, selon Eurostat, la moitié des personnes qui ont demandé l'asile en Allemagne ont obtenu une protection qui leur donne le droit de rester légalement sur le territoire. Cela signifie que près de la moitié des demandeurs ont été déboutés.

... mais restent hébergés en Allemagne. N'est-ce pas la preuve que les rejets de l'asile restent lettre morte ?

Sous nos contrées, on ne doit laisser personne à la rue. Mais le fait d'avoir un hébergement digne n'induit pas nécessairement un droit au séjour. Ce sont deux choses différentes. J'ajoute que 55 000 personnes ont été reconduites depuis l'Allemagne en 2017.

Pour 1,5 million de demandeurs accueillis en 2015, c'est faible... Or, à la vue des nombreux migrants africains qui errent et vendent des babioles aux abords des gares italiennes, on se dit que cet état de semi-tolérance est en train de se généraliser en Europe...

Vous voulez me dire quoi ? Qu'il y a des gens en situation irrégulière sur le territoire européen, qu'ils vivent et alimentent différentes branches de l'économie souterraine ? Évidemment, je ne vais pas le nier. Mais cela soulève des problèmes plus larges : quelle politique migratoire avons-nous ? Qui sont les responsables de la situation : les immigrés irréguliers ou les politiques qui les y amènent et les y maintiennent ? En France, ils vivent depuis des années au fin fond d'hôtels sociaux. Si bien qu'on a fini par les oublier. Souvent, ce sont des familles monoparentales, avec des enfants nés ici. Nous ne les renverrons donc pas. N'aurions-nous pas intérêt à les régulariser ? Plutôt que de les maintenir dans des lieux de non-droit, je préférerais que l'on fasse place au réalisme. Mais le pouvoir politique n'a pas ce courage et je le regrette.

Le pouvoir politique écoute un tant soit peu les citoyens qui, aux quatre coins de l'Europe, rejettent majoritairement l'immigration. Sans forcément les partager, comprenez-vous les inquiétudes des peuples ? Il y a un sentiment d'insécurité culturelle dans la plupart des démocraties occidentales. Peu importe que

ce sentiment soit en décalage complet avec la réalité et instrumentalisé par des populistes comme Orban ou Salvini, il faut lui apporter des réponses.

Ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain : nous pouvons maintenir le devoir d'hospitalité tout en l'inscrivant dans un pacte civique autour du respect absolu de nos us, coutumes, valeurs et lois. Il y a des choses qui ne sont pas négociables, comme l'égalité homme-femme, ou la laïcité – liberté absolue de croire, de ne pas croire, de changer de religion. Une fois ces principes énoncés, encore faut-il les transmettre pour faire communauté ensemble. Cela suppose la mise en place d'une vraie politique de transmission qui viendra compléter l'intégration par le travail, la relation sociale à l'Autre... Je vois bien que certaines difficultés naissent ici ou là, justement parce qu'on n'a pas assez pensé cette question de la transmission et du pacte dans lequel notre politique d'hospitalité s'inscrit.

Tout réfugié n'a pas toujours vocation à devenir citoyen du pays qui l'héberge. Dans le cas des Syriens, la fin de la guerre civile approchant, peut-on envisager leur retour prochain au pays ?

D'abord, je ne connais pas un seul réfugié qui n'a pas en tête l'idée de repartir chez lui. Certains réfugiés syriens repartiront chez eux, si les conditions de la reconstruction et d'une vie apaisée, dans un environnement acceptable sur le plan des libertés, sont garanties. Quant aux autres, ils ne se départiront pas de leur nationalité d'origine aussi simplement que vous l'insinuez. Même si la loi permet de le faire avant, les résidents étrangers attendent en moyenne douze ans pour demander la nationalité !

« Je tire mon chapeau à Angela Merkel qui a eu le courage d'accueillir les réfugiés syriens. »

Il est vrai que les règles divergent suivant les pays européens. Reconnaissez-vous à chaque État souverain le droit de définir sa politique d'immigration ?

Compte tenu des défis migratoires qui se posent à nous, il est impossible de régler la question migratoire à l'échelle d'un seul pays. Ce n'est qu'à l'échelle européenne et internationale, au moyen de coopérations renforcées, que nous pouvons répondre au défi migratoire. Les États fixent des règles communes et solidaires dans le respect des valeurs fondatrices de l'Union. C'est dans ce cadre que s'exerce la souveraineté. Nous avons besoin d'une harmonisation des critères d'attribution du statut de réfugié, voire d'un cadre commun d'intégration au niveau européen, mais aussi d'une politique de voisinage avec l'autre

côté de la Méditerranée. Pourquoi ne pas construire des politiques régionales de circulation, de migrations ou de projets avec les pays du Sud ? Nous avons des intérêts, une histoire et une langue en commun.

Jusqu'à présent, outre l'aide au développement, les partenariats migratoires Nord-Sud consistent essentiellement à payer des pays comme la Libye ou la Turquie pour qu'ils empêchent les migrants de partir...

Un nouveau métier est en effet apparu sur le marché de la migration : gardien de frontières. C'est fort rémunérateur pour les États tels que la Turquie, les milices libyennes et même la France. Regardez ce que nous faisons avec la Grande-Bretagne à Calais ! Un vrai travail de fond consisterait à ouvrir des voies de réflexion à long terme qui ne soient pas simplement axées sur la peur. Par exemple, si rien n'est entrepris, le Sahel passera de 70 millions d'habitants aujourd'hui à 400 millions dans trente ans. La solution est commune en matière d'éducation, de gouvernance, de distribution des richesses.

Cette perspective en effraiera beaucoup. Le même cycle semble se répéter dans des pays comme l'Allemagne et l'Espagne qui ouvrent leurs portes aux migrants, se disent ensuite saturés, et souhaitent réduire drastiquement le niveau d'immigration. Comprenez-vous ces atermoiements ?

Certes, il y a des vagues, des hésitations, la politique migratoire est bien souvent faite d'à-coups, mais je tire mon chapeau à Angela Merkel. Elle a eu le courage d'accueillir les réfugiés syriens, sauvant ainsi l'honneur de l'Union européenne. D'aucuns me disent que la chancelière avait des arrière-pensées économiques et démographiques. C'est possible, mais elle a tenu bon en 2015. Trois ans plus tard, l'Europe traverse une immense crise de sens et de valeurs parce que cet accueil a révélé la fragilité de l'UE. Pour un Grec ou un Italien, que signifie la politique de solidarité ? Dans les faits, elle est représentée par le règlement de Dublin, qui faisait porter sur les pays de premier accueil la responsabilité de la prise en charge. Si nous voulons faire vivre l'Europe, il faut que cela soit une Europe opérationnelle, solidaire, qui résolve les questions et ne se contente pas de produire des normes.

En fin de compte, ne serait-il pas plus raisonnable d'appliquer un blocus maritime à l'australienne, qui dissuaderait les bateaux clandestins de traverser la Méditerranée au péril de la vie des migrants ?

Pas du tout. Le blocus alimente les trafiquants de tout poil. Je souhaite bien évidemment que l'accès au territoire européen des personnes qui fuient les zones de guerre et les conflits soit maintenu. Cela n'exclut pas le contrôle et l'ouverture de voies de migrations légales depuis les pays d'origine ou de transit. •

IMMIGRATION, LES MÉDIAS NOUS MÈNENT EN BATEAU

Par Ingrid Riocreux



Sur la « route des migrants », entre la Croatie et la Hongrie, septembre 2015.

En imposant un vocabulaire biaisé, les grands médias ferment le débat migratoire avant qu'il ait pu avoir lieu. L'emploi de termes tels que migrants et réfugiés – au lieu d'immigrants ou émigrants – occulte les enjeux majeurs et nous oblige à choisir notre camp : générosité ou repli, populisme ou humanisme.

Clarifier les grandes questions d'actualité, telle est la mission des médias. Mais les clarifier ne signifie pas les simplifier et moins encore prétendre y répondre. Bien au contraire, il s'agit d'en mettre en évidence la complexité en examinant les différentes facettes du problème considéré.

La « question migratoire », ainsi qu'il est convenu de la nommer, fait partie de ces problèmes que nos médias ont eu la charité de trancher pour nous. Nos journalistes, dans leur majorité, ne font pas vivre le débat, ne nous incitent pas à avoir une vision complète et complexe des enjeux du sujet ; en idiots utiles d'une cause qui les dépasse, ils nous livrent sur un plateau le prépensé qu'il s'agit de soutenir si l'on veut passer pour quelqu'un de bien. Et comme toujours, ce prépensé s'immisce dans notre langage, nous contraignant à dire le Bien, malgré nous. S'il est vrai que « *le fascisme, ce n'est pas d'empêcher de dire, c'est d'obliger à dire* », selon le mot de Roland Barthes, alors l'attitude de nos journalistes est proprement fasciste. Ce sont des fascistes utiles.

Entendons-nous bien. Il est évidemment heureux que les médias ne puissent ni exprimer ni répercuter des discours de haine – tels que des appels au meurtre. Mais où a-t-on vu que le rôle des journalistes était de veiller à ce que nous soyons charitables et accueillants ? Théoriquement, ils ne devraient être incitatifs ni dans un sens ni dans l'autre. Ils ne devraient pas être incitatifs du tout.

Leur volonté d'orienter le point de vue du public peut aller jusqu'à la manipulation de l'information, montrant que le sens de la responsabilité dont se targuent nos maîtres à penser a bon dos. On se souvient d'un article, sur le site de France Inter, dont le titre « Migrants : le fantasme de l'infiltration terroriste » devint « Des terroristes parmi les migrants ? » quand les faits dramatiques que l'on connaît prouvèrent que le fantasme n'en était pas un. Qu'on me permette de citer encore la petite introduction : « *Des terroristes se cacheraient parmi les migrants. Est-ce crédible ? Autant le dire tout de suite : non, et on vous explique pourquoi* », qui, pour sa part, disparut tout

bonnement. Cette manœuvre digne du travail de Winston Smith, le héros du roman d'Orwell *1984* (dont le métier est de modifier a posteriori toutes les informations que les faits ont invalidées), est régulièrement dégainée à la face de nos médias donneurs de leçons et traqueurs de « fake news » par ce qu'ils appellent la « fachosphère ».

Mais cette manipulation en bonne et due forme ne doit pas faire oublier les choix lexicaux qui prévalent dans tous les médias : non moins révélateurs d'un parti pris global, parfois inconscient, ils sont sans doute plus perniciose, car plus discrets. Les terroristes, nous expliqua-t-on quand il devint clair que le fantasme n'en était pas un, avaient « *emprunté la route des migrants* ». Il faudra songer à décorer celui qui, le premier, a employé une telle expression. Loin de pouvoir eux-mêmes être considérés comme des migrants, les terroristes ne sont même pas « parmi » les migrants : non, ils empruntent leur route. La dissociation est totale. Sauf que, dans la réalité, cette dissociation est si difficile à faire que les efforts combinés de toutes les polices n'y suffisent pas toujours. En s'acharnant à minorer le danger terroriste consubstantiel aux flux migratoires, en culpabilisant la méfiance, en blâmant le soupçon, les journalistes nous ont contraints à baisser la garde ; en interdisant les « *amalgames* », ils nous forcent à accepter le danger comme une fatalité.

Le mot « migrant » résorbe sa propre connotation anxiogène dans l'idée qu'il exprime : celle d'un phénomène temporaire qui passera.

Les terroristes, donc, avaient emprunté la route des migrants. « Migrant » : le mot magique par excellence. Le migrant n'est ni un « immigré » ni un « émigré ». Venu de nulle part, il ne va nulle part. Ce mot interdit de s'interroger sur l'origine et les motivations de l'arrivant, en même temps qu'il rassure l'accueillant forcé en le persuadant que cette →

installation n'est pas définitive. Nouveau nomade, le migrant repartira comme il est venu ; il n'a pas vocation à rester. Évidemment, ce confusionnisme est parfaitement injuste, car en employant le mot « migrant », on abolit la différence entre l'authentique réfugié qui quitte un pays ravagé par la guerre, d'une part, et d'autre part, le pauvre en quête du mode de vie à l'occidentale qu'on lui a abusivement fait idéaler. Quel monde entre la jeune Congolaise enceinte qui ne parle que le lingala et fuit la guerre sans rien espérer pour elle-même, songeant seulement à l'avenir de l'enfant qu'elle porte, et le jeune Algérien parfaitement bilingue qui fuit peut-être un lourd passé judiciaire et pense refaire sa vie dans le confort de l'anonymat ? Comme le mot « migrant », la notion de « crise migratoire » résorbe sa propre connotation anxiogène dans l'idée qu'elle exprime en même temps : celle d'un phénomène temporaire qui, à l'instar du migrant, passera.

Conscients que le terme « migrant » opérât un lissage gênant des disparités de situations, nos journalistes ont adopté l'expression « migrant économique », précisément pour désigner ces aventuriers qui cherchent fortune par voie légale ou illégale

et qui, n'ayant aucune attache, n'ont rien à perdre. Beaucoup ont laissé derrière eux des parents, des amis, parfois une femme et des enfants. Celui qui part sans cesse n'a de compte à rendre à personne ; il est littéralement sans feu ni lieu, c'est-à-dire sans foi ni loi.

« Mais ils risquent leur vie ! », nous dit-on. Certaines expressions agissent comme de véritables bâillons idéologiques. Que les migrants soient « *prêts à risquer leur vie sur des radeaux de fortune* » constituerait la preuve qu'ils fuient effectivement de grands dangers. Interdiction nous est faite, par conséquent, de remettre en cause leur accueil massif. Mais est-ce bien connaître la nature humaine ? On peut risquer sa vie en désespoir de cause, pour en sauver d'autres, parce qu'on fait le pari de s'en sortir, ou sans aucun principe particulier. Et répétons-le : on peut fuir la guerre, mais aussi la justice...

Néanmoins, tout le monde ne s'accorde pas sur l'emploi du mot « migrant » et certains journalistes optent systématiquement pour la dénomination « réfugié », avec les déclinaisons que l'on sait : « réfugiés de guerre », « réfugiés économiques » et demain, « réfugiés climatiques ». Par opposition au migrant-



Campagne de soutien aux migrants organisée par l'ONG Avaaz, devant le siège de la Commission européenne à Bruxelles, 14 septembre 2015.

zombie sans origine ni destination, le réfugié est une victime incontestée. Ce mot est donc brandi en réplique à tous ceux qui oseraient un parallèle douteux entre les flux migratoires actuels et les invasions barbares de jadis. Les fameux barbares étaient pourtant, pour la plupart, des réfugiés qui fuyaient l'avancée des Huns. Les journalistes du IV^e siècle auraient pu photographier un Aylan goth mort de froid et déchiqueté par les loups dans une forêt d'Europe centrale. Ils auraient ensuite pu déclarer : « *L'image parle d'elle-même* » ; ce qui est faux, elle ne dit que ce qu'on lui fait dire et revêt le statut argumentatif qu'on lui confère.

On reproche à des pays comme la France ou la Hongrie de n'être pas des ONG.

Mais les journalistes en toge n'auraient pas eu besoin de déployer cet arsenal de persuasion, car l'Empire romain se montra plutôt accueillant pour ces malheureux. On laissa nombre d'entre eux s'installer sur le territoire, dans des zones délimitées, près de la frontière. Comme toujours – osera-t-on dire comme aujourd'hui ? –, des individus comprirent vite l'intérêt qu'ils pouvaient tirer de la détresse de ces populations : on leur vendit des terres et de la nourriture à des prix exorbitants. Victimes de mauvais traitements, acculés à la famine, les barbares se révoltèrent et quittèrent les zones qu'on leur avait attribuées pour déferler sur le reste de l'Europe. Que chacun se débrouille avec les similitudes et les différences avec la situation actuelle, mais la comparaison s'arrête là puisque les barbares d'alors étaient déjà très romanisés. Beaucoup étaient chrétiens, leurs élites parlaient latin et leurs chefs de guerre avaient fait leur service militaire dans les armées de l'empire. Peut-être ces barbares étaient-ils plus aisément intégrables que nos migrants, avec qui ils partagent donc le statut de « *réfugiés* ». Leur arrivée n'en changea pas moins pour toujours la face de l'Occident. Il faut donc se poser une question : souhaitons-nous revivre un bouleversement d'une telle ampleur, sinon d'une portée civilisationnelle plus importante encore ?

Cette question n'est pas posée. Mais il est interdit d'y répondre négativement. Ce serait « *manquer de solidarité* » : cette intéressante expression a été convoquée au sujet de l'Italie. Lorsque celle-ci refuse de laisser accoster dans ses ports des bateaux humanitaires transportant des migrants, on dit qu'elle manque de solidarité. Puis on parle du manque de solidarité des autres pays européens envers l'Italie, qui la pousse dans les bras de la peste brune. Mais on n'eût jamais parlé du manque de solidarité dont elle était victime si elle n'était pas elle-même coupable. L'Italie aurait pu

continuer longtemps à être « *solidaire* » au-delà de ses capacités, dans un silence médiatique à peu près total.

Le cas de l'Italie, coupable et victime, permet d'étendre l'accusation à tous les autres pays d'Europe. Les mots d'ordre médiatiques — parfaitement objectifs... — sont : « *générosité* », « *accueil* », « *ouverture* ». On jette alors au même panier la Hongrie et la France, ces qualités faisant totalement défaut à la première quand la seconde en est trop peu pourvue. Quelle hypocrisie : à la vérité, on ne reproche pas à ces pays d'être insuffisamment ouverts et généreux ; on leur reproche d'exister, d'être des pays, c'est-à-dire des territoires délimités par une frontière et représentant une entité géographique, politique et humaine. On leur reproche de n'être pas des ONG. Il faut aller regarder derrière les mots : est généreux celui qui recueille les migrants à la dérive en mer Méditerranée. On les aide donc, à condition qu'ils acceptent de risquer leur vie ; et ceux qui ne sont pas assez téméraires pour tenter la traversée peuvent crever dans les prisons libyennes. La vraie générosité ne serait-elle pas de leur éviter d'avoir à monter dans des canots surchargés ? Et, donc, d'envoyer les bateaux humanitaires directement sur les côtes de départ ? Je ne dis pas qu'il faut le faire ; je dis que la générosité vantée par nos médias est un sadisme.

Pour conclure, un mot sur les chiffres. On retrouve sur ce sujet un jeu habituel dans les médias : le double discours. D'un côté, les migrants sont très très nombreux, on ne peut rien pour endiguer le phénomène, il va continuer, il va s'intensifier, il faut l'accepter ! Et en même temps (comme dirait Macron) : les migrants sont très peu, ils sont même de moins en moins nombreux, le flux se tarit, bref, « *c'est une goutte d'eau !* ». Reste à espérer qu'elle ne fera pas déborder le vase... La manipulation culmine dans cette nouvelle stratégie qui consiste à nous fournir au compte-gouttes le nombre de passagers des bateaux : des nombres tout à fait acceptables si l'on oublie que le phénomène est cumulatif !

La revue *Proceedings of the National Academy of Sciences* publiait en juillet 2017 les résultats d'une étude consistant à faire inhaler de l'ocytocine à des gens, tout en leur montrant des photos de migrants. Apparemment, ils devenaient soudain généreux, altruistes, ouverts, accueillants et solidaires, « *sauf ceux qui se disaient ouvertement xénophobes* », précise l'étude (oui, il y a des gens qui se disent ouvertement xénophobes). Merveilleux. Sans doute devons-nous nous habituer à ce que le discours médiatique prétende avoir le même effet qu'une bonne dose d'hormones. •



Ingrid Riocreux,
*Médias : le temps
de la méfiance*,
L'artilleur, 2018.

CULTURE & HUMEURS



70

Chalon et ses drôles de dames

Propos recueillis par Patrick Mandon
Entretien avec Jean Chalon

74

**Finkielkraut, spéciste
et humaniste**

Paulina Dalmayer

76

Au secours, Choron revient !

Daoud Boughezala

78

Péché d'orgueil

Paulina Dalmayer

80

**Grayson Perry, l'art délicat du
mauvais goût**

Pierre Lamalattie

84

L'Eire des paradoxes

Jérôme Leroy

88

**Il était une fois le western
œdipien**

Alain Nueil

96

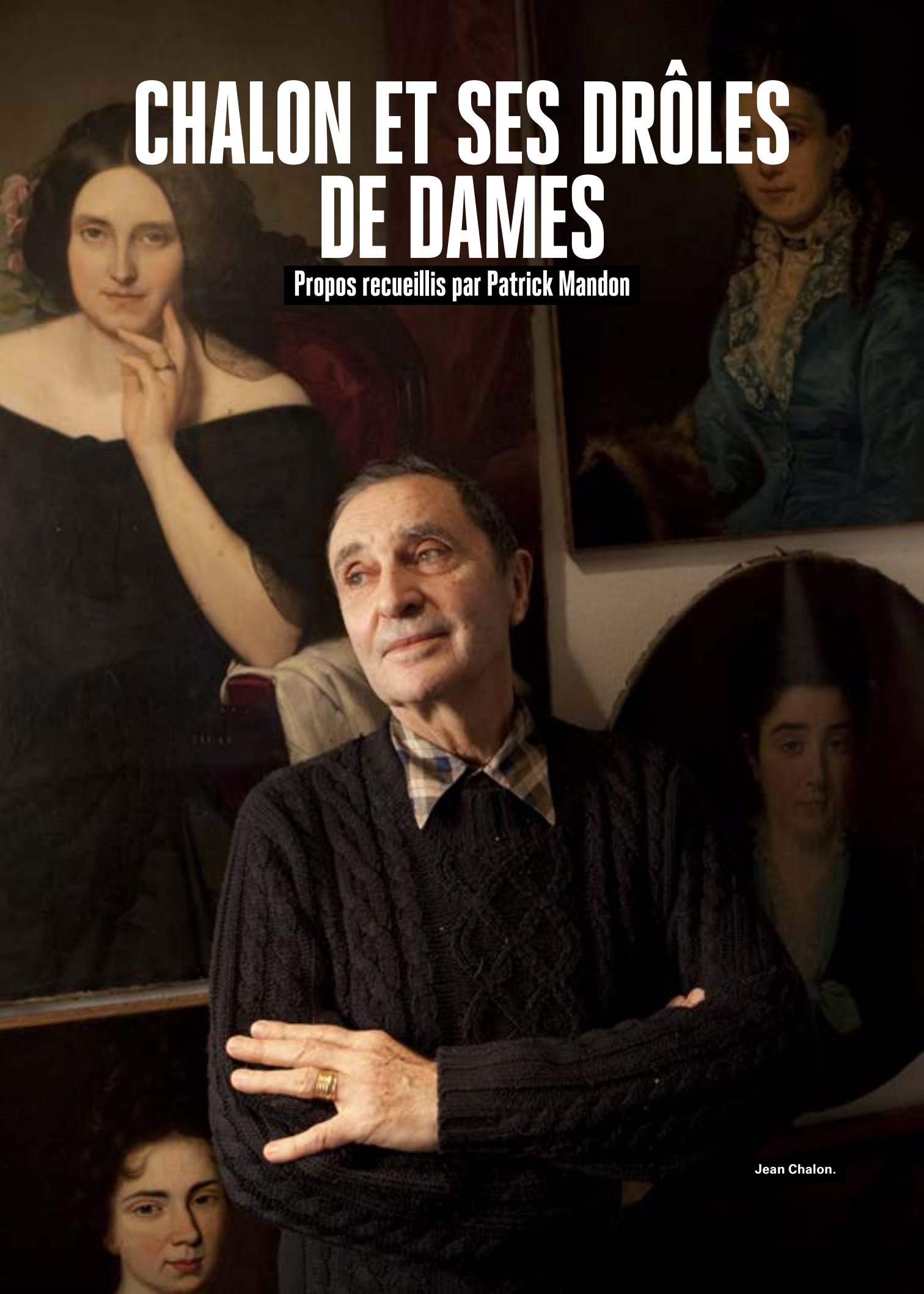
Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse

CHALON ET SES DRÔLES DE DAMES

Propos recueillis par Patrick Mandon



Jean Chalon.

C'est un rare plaisir que de boire du champagne avec Jean Chalon, un écrivain qui gouverne le peuple de sa mémoire. On y croise les fantômes de Louise de Vilmorin, Marie Bell et Florence Gould. Entretien avec le témoin bienveillant et élégant d'un monde englouti.

Causeur. Natalie Barney, Louise de Vilmorin, Colette, Alexandra David-Néel, Marie-Antoinette, Liane de Pougy, Florence Jay-Gould, George Sand... Vous êtes l'homme, sinon de toutes les femmes, du moins de quelques-unes, et non des moindres.

Jean Chalon. De certaines d'entre elles, je fus le chaste « *escort boy* ». Toutes, d'une manière ou d'une autre, je les ai admirées, aimées. Je crains l'ennui par-dessus tout : elles ont enchanté mon quotidien. Par surcroît, grâce au succès des livres que je leur ai consacrés, elles ont « amélioré mon ordinaire ».

Reprenons par le commencement : vous êtes natif de Carpentras...

Et j'ai 25 ans lorsque j'arrive à Paris en 1960, afin d'y préparer l'agrégation d'espagnol. Je fais la connaissance de Pierre Gascar (prix Goncourt en 1953 pour *Les Bêtes*). Il m'encourage à écrire quelque chose, qu'il promet de soumettre à Maurice Noël, directeur du *Figaro littéraire*. Mon article paraît sous le titre : « Ces Espagnols qui arrivent à Paris ». Le texte plaît à Pierre Brisson, grand patron du *Figaro*. Maurice Noël m'enrôle dans son équipe. Le 11 mai 1961, je me rends au siège du journal, rond-point des Champs-Élysées, où je rencontre un jeune homme mince et brun, engagé l'année précédente : Bernard Pivot. Entre nous, la sympathie fut immédiate, et elle dure encore.

Vous avez prononcé le nom de Louise de Vilmorin, qui paraît souffrir d'une plaie d'argent, dont on trouve l'écho dans nombre de ses écrits. Comment expliquez-vous cette « misère » ?

Henry Leigh Hunt, son premier mari, cherchait des placements financiers. On lui indiqua des terrains à vendre « *dans le Nevada, près d'un village perdu du désert des Mojaves* ». Louise l'encouragea : « *Achetez-*

les donc ! » Le village s'appelait... Las Vegas. Louise dira, plus tard, après leur divorce : « *Il me donne juste de quoi acheter mon Rimmel !* », ce qui n'était pas vrai, il lui versait une confortable pension, mais elle était très dépensière. Elle chercha à inventer l'eau bleue, prétendant que, si l'on ne buvait pas volontiers de l'eau, c'est parce qu'elle n'avait pas de couleur. Elle mit longtemps dans cette eau bleue un fol espoir de richesse, tout à fait vain. Ses dîners, à Verrières-le-Buisson, accueillèrent 20 ou 25 personnes. Arrive un soir, d'Espagne je crois, où il tournait *Falstaff*, Orson Welles, vêtu d'une vaste blouse : « *Where is Louise ?* » Alors, paraît Louise dans l'escalier : « *Ah, divine girl, divine girl !* » Il la saisit, la fait tourner ; entre deux tours, Louise me glisse à l'oreille : « *Va dire à Lolé (sa gouvernante) de déboucher le magnum de monsieur Welles !* » Il était sept heures du soir, à neuf heures, nous passions à table : Orson Welles avait vidé son magnum. Après le repas, il s'est rapidement éclipsé. Un peu plus tard, Louise prit congé de nous sur cette phrase : « *Je vais accomplir mon devoir conjugal.* »

Marie Bell et Louise de Vilmorin s'appelaient entre elles « cousine » parce qu'elles avaient eu un amant commun.

Son dernier compagnon se nomme André Malraux.

Lorsque Malraux s'est installé chez elle, à Verrières-le-Buisson, il eut l'élégance de régler l'intégralité des dettes contractées par Louise. Il reste que sa conversation, brillante, pouvait être ennuyeuse. Je me souviens d'un dîner qui réunissait Hervé Alphand, Nicole, sa femme, Louise, Malraux et moi. À un moment, Louise dit : « *Je n'ai jamais été jalouse, mais j'ai toujours souffert de la jalousie des autres.* » Ces mots déclenchent chez Malraux un torrent sur le thème de la jalousie depuis les impératrices de Byzance. Trois heures plus tard, je me retrouvai seul avec Louise, accablés tous les deux d'un ennui profond. Elle me fit cette confidence : « *J'ai cessé d'être Louise, je suis devenue Marilyn Malraux.* » Je crois que Louise fut réduite au silence par André Malraux, insensible à sa gracieuse conversation.

Louise de Vilmorin aimait les hommes, mais ne détesta pas l'amour des femmes, n'est-ce pas ?

À propos du couple formé par Duff Cooper, ambassadeur de Grande-Bretagne en France, et son épouse Diana, elle me confia, un jour : « *J'ai eu Duff, j'ai eu Diana, mais jamais les deux ensemble.* » Cela dit, je pense qu'elle fut réellement éprise de Jean Hugo. Elle aurait certainement aimé devenir sa femme, d'ailleurs →

ils devaient se marier, mais, ainsi qu'elle en fit le constat : « *Jean a rencontré une grande armoire anglaise, dont chacun des tiroirs contenait un bébé !* » Dans le même temps qu'il fut l'amant de Louise, il eut en effet une aventure avec une jeune femme, qui tomba enceinte : il l'épousa. Précision piquante : Loretta Hope-Nicholson (1919-2005) était la fille d'un homme qui avait été l'amant d'Oscar Wilde...

C'est étrange ces destins qui se croisent ou se rejoignent.

Eh bien, écoutez encore ceci : un soir, j'accompagne Louise au théâtre. On y jouait une pièce de Félicien Marceau, je crois me souvenir, avec Marie Bell et Jean-Claude Brialy. Après le spectacle, nous retrouvons les deux comédiens. Je constate que Marie Bell et Louise s'appellent entre elles « *cousine* ». Et Marie Bell de m'expliquer que ce cousinage se justifiait par le seul fait qu'elles avaient eu un amant commun, Jean Hugo ! Loin d'être rivales, elles se partageaient équitablement ses faveurs. Chacune à tour de rôle retrouvait Jean Hugo à Fourques, dans la grande propriété de M^{me} Ménard-Dorian¹, qui fut, avec M^{me} Arman de Caillavet et Marguerite de Saint-Marceaux, l'un des modèles de Marcel Proust pour le personnage de M^{me} Verdurin !

Puisqu'il est question du « petit Marcel », cette tasse...

... est l'ultime pièce du service dit « aux violettes » offert par Renée Vivien à Natalie Barney. C'est peut-être dans celle-ci que Proust trempa les lèvres. Je verse donc un peu de ce champagne dans la tasse, que j'imagine volontiers avoir été celle de Proust. En effet, Natalie lui offrit du thé au cours de la visite qu'il lui rendit. Paul Morand, qui se trouvait à l'origine de cette rencontre, m'a donné quelques détails : Natalie, qui venait de s'installer 20, rue Jacob², où elle demeura jusqu'à sa mort, n'avait aucune envie de faire sa connaissance. Le jeune Morand, attaché d'ambassade, à la fois intime de Marcel et admirateur de Natalie Barney, déploya auprès d'elle des trésors de diplomatie pour la persuader de lui ouvrir sa porte. « *Proust se levait quand Natalie se couchait, comment les réunir ? Cela m'a pris six mois* », m'a dit Morand. Cinquante ans après cet événement considérable, Natalie Barney m'avouait, navrée : « *Il est parti à deux heures du matin, après m'avoir confié que mon rire lui évoquait celui de M^{me} Greffulhe³ !* »

Vous savez un petit secret sur cette dernière.

Josée de Chambrun, la fille de Pierre Laval, acheta au cours d'une vente le volume de la *Recherche du temps*



Florence Jay-Gould (à droite) et son mari Franck, au restaurant The Patio à Palm Beach (Floride), le 1^{er} janvier 1935.

perdu dédié par Proust à la comtesse. Elle me le montra : seules deux pages avaient été découvertes, qui dissimulaient en partie la dédicace : « À madame la comtesse Greffulhe, avec les hommages respectueux de Marcel Proust. » Tout le reste était dans l'état où se trouvaient les ouvrages neufs, à l'époque, c'est-à-dire non découpés. On peut donc en conclure qu'elle n'avait pas poussé plus loin sa lecture, et qu'elle ne sut jamais qu'elle incarnait en partie Oriane de Guermantes !

Aujourd'hui, sa liaison avec le jeune Bertrand de Jouvenel vaudrait peut-être la prison à Colette.

Des femmes que vous avez connues, la plus riche fut sans doute Florence Jay-Gould, et quelle prodigalité !

Le salon de Florence, qu'elle tenait à l'hôtel Meurice, était l'antichambre de l'Académie française. J'y ai vu les jeunes Jean Dutourd et Jean d'Ormesson faire leur cour. Florence a beaucoup œuvré en faveur de Jean Paulhan, et elle lui a offert son habit d'académicien taillé par Pierre Cardin. Découvrant la facture, elle me fit cette remarque : « Regardez, Paulhan me fait même payer ses chaussettes ! »

C'est par vous que j'ai appris qu'il avait été son amant.

Il était de notoriété publique que Jean Paulhan n'avait pas de grande disposition pour « la chose ». Pendant qu'il prononçait son discours, sous la Coupole, comme je m'étonnais discrètement auprès d'Odette Laigle, assistante et maîtresse de Gaston Gallimard, elle me répondit : « Eh bien mais, il lui fait ce qu'une femme fait à une autre femme ! »

Florence Jay-Gould avait eu Ernst Jünger pour amant, alors que les Allemands occupaient la France.

Oui, Paulhan, le résistant, après Jünger, le guerrier allemand. À la Libération, elle connut des heures difficiles, son argent a sans doute permis d'arranger les choses. Elle avait un rapport très original avec la réalité. Après avoir lu un article que j'avais consacré au quartier de La Défense, elle manifesta le désir de voir par elle-même la Grande Arche. Elle me demanda de l'accompagner dans sa Rolls. Je lui fis entendre qu'il valait mieux s'y rendre par le métro, et je lui recommandai de ne porter aucun bijou. Le jour venu, je constate qu'elle porte un imposant collier : « Il faut au moins trois rangs de perles pour cacher mon cou ! » Et nous partons ! Dans le métro, à la première station, sa voix résonne soudain : « Oh, Jean, de la publicité sur les murs ! Comme c'est amusant ! » Elle n'avait pas emprunté le métro depuis si longtemps qu'elle ignorait que les stations étaient

couvertes de placards publicitaires. Souvenons-nous de ce mot de Philippe Jullian, évoquant une dame de sa connaissance, désargentée mais naguère fortunée : « Elle recevait les amants de son mari, à présent elle prend le métro en seconde : c'est une sainte ! »

Vous avez une vraie admiration littéraire pour Colette.

Chaque année, je relis Balzac et Colette, *Chérie*, *La Fin de Chérie*. Hélas ! je ne l'ai pas connue, mais j'ai rencontré Maurice Goudeket, son mari, et Bertrand de Jouvenel : elle avait 50 ans et ce dernier 17 lorsqu'elle l'entraîna dans son lit. Aujourd'hui, ce *Blé en herbe* vécu lui vaudrait peut-être la prison pour détournement de mineur et incitation à la débauche.

Et Bertrand de Jouvenel, vingt ans après les faits, porterait plainte.

Et quel tollé susciteraient immédiatement ces propos de Colette, dans *Mes apprentissages* : « Elles sont plus nombreuses qu'on ne croit les filles à peine nubiles, qui rêvent d'être le jouet, le chef-d'œuvre libertin d'un homme d'âge mûr » ! Et que penserait-on de Natalie Barney : « Mieux vaut passer sa vie à se créer qu'à procréer » ?

Excellent programme !

La même Natalie disait encore d'un importun : « Il avait les trois signes de l'impersonnalité : le menton fuyant, une alliance, et la Légion d'honneur. » Que dirait-on de Jean Voilier (nom de plume de Jeanne Loviton), dont Paul Valéry fut si épris, qui me fit cette confidence, à 82 ans, après avoir rompu avec l'ambassadeur du Japon à Paris : « Je retrouve l'agrément de dormir seule ! »

Vous rapportez une scène pathétique entre Paul Valéry et Jeanne Loviton.

Cela se passait bien des années plus tôt. Elle lui reprochait de ne l'avoir pas accompagnée, pendant l'entracte à l'Opéra. Valéry lui répondit : « Quand je vous ai vue, si belle et si jeune, et moi si vieux et si laid, j'ai eu honte ! »

À vous entendre, on comprend que les ombres qui vous hantent font toujours votre bonheur.

Je suis en effet le reclus de la rue Lemercier et le panthéon de ces gloires défuntées. •

1. Aline Ménard-Dorian (1850-1929), dreyfusarde, tenait à Paris un salon, où l'on défendait bec et ongles les idées républicaines. Sa fille, Pauline Ménard-Dorian (1870-1941) se maria en premières noces avec le peintre Georges Hugo, petit-fils de Victor. Jean Hugo était leur fils.
2. Natalie Barney loua le pavillon et le Temple de l'amitié qui s'y trouve. On découvre cet ensemble immobilier dans le film de Louis Malle, *Le Feu follet*. Jeanne Moreau y conduit Maurice Ronet. « L'Amazone », ainsi que l'appelait Rémy de Gourmont, anima dans ce lieu un salon littéraire très convoité.
3. La comtesse Greffulhe, née Elisabeth de Riquet de Caraman-Chimay (1860-1952), a largement inspiré à Proust la figure d'Oriane, duchesse de Guermantes, dans *À la recherche du temps perdu*.

FINKIELKRAUT, SPÉCISTE ET HUMANISTE

Par Paulina Dalmayer



Alain Finkelkraut à l'Académie française, portant son épée gravée d'une tête de vache normande, 28 janvier 2016.

Dans son nouvel essai *Des animaux et des hommes*, Alain Finkelkraut débat avec divers intellectuels sensibles à la cause animale. Opposé à l'élevage industriel, l'académicien amoureux des vaches refuse néanmoins d'embrasser la croisade antispéciste.

Il aura fallu qu'Alain Finkelkraut dirige un ouvrage sur les animaux pour que ses détracteurs le trouvent enfin humain, très humain. À l'occasion de la sortie des *Animaux et des hommes* (Stock) qui recense les émissions de « Répliques » sur France Culture consacrées à la question animale, certains finissent par admettre que le philosophe ne mange pas de bœufs noirs au petit déjeuner. Ainsi, Christine Angot s'est-elle montrée d'une douceur d'agneau sur le plateau d'« On n'est pas couché » face à Alain Finkelkraut, qui a d'emblée annoncé la couleur : « *Je suis très soucieux de*

la cause animale. » Cela en dit long sur notre époque. L'académicien, qui a fait graver une tête d'une vache sur son épée d'académicien, énonce une sentence définitive : « *La pitié ne s'arrête plus à l'humanité.* »

Si *Des animaux et des hommes* abonde en citations qui feraient fondre le cœur d'un boucher, ce recueil ne se contente pas de caresser « *nos frères inférieurs* » (Michelet) dans le sens du poil. Il couvre trois grandes thématiques : l'opposition entre spécistes et antispécistes, la question de l'élevage industriel, et, enfin, la plus explosive des trois : la corrida.

Il serait trop optimiste de dresser un bilan globalement positif du sort des animaux. Malgré quelques progrès, la majorité d'entre eux continue à souffrir en silence, chosifiée, numérotée et réduite à la quantité de protéines qu'elle nous apporte. Mais les consciences évoluent, parfois au point de dériver, comme lorsque des militants végans s'attaquent aux vitrines des boucheries et des fromageries lilloises.

L'industrialisation de la viande a permis à tout le monde d'en manger, quitte à avoir des épidémies de vache folle à gérer.

Dans cette nouvelle passion commune, Alain Finkielkraut prend des positions à la fois déterminées et nuancées, marquées par un humanisme à la fois spéciste et soucieux des animaux. Le spécisme, terme forgé par le psychologue Richard Ryder, désigne une attitude qui attribue à l'espèce humaine un statut supérieur. Les antispécistes l'estiment discriminatoire. « *La lutte contre le spécisme devient une continuation de l'antiracisme ; nous sommes, moi et d'autres, perçus et dénoncés comme des ennemis de la communauté des vivants* », s'insurge Alain Finkielkraut.

Les habitués des matinales du samedi sur France Culture se rappelleront une de ses magnifiques discussions avec la philosophe Élisabeth de Fontenay, « *évolutionniste radicalement spéciste* », comme elle aime à se définir. « *Le lion ne sera jamais responsable de l'antilope. L'homme peut être en tant qu'homme, en tant qu'espèce, responsable de l'une et de l'autre* », explique Fontenay. Pour sa part, Alain Finkielkraut impute – probablement à tort – aux antispécistes la volonté tacite d'en finir avec certaines espèces qui disparaîtraient si jamais la libération animale aboutissait.

Certes, les vaches ne se promèneront pas sur les trottoirs de nos villes. Mais même si les antispécistes sont bel et bien animés par une « *sensibilité urbaine de gens que la paysannerie en vérité dégoûte* », même le

spécisme peut imaginer une autre approche de l'animal. Le moment ne serait-il pas venu de dépasser notre rapport utilitaire aux animaux ?

La question n'a rien de théorique quand on la pose différemment : « *Si l'on pouvait obtenir des côtelettes, des steaks, des filets mignons issus de viande in vitro, est-ce que vous en mangeriez ?* » Interrogé par Élisabeth de Fontenay, l'auteur se défile. Et son invitée d'enfoncer le clou, en tablant sur notre « *besoin de meurtre, sacrificiel ou industriel* ». Plus prosaïquement, interrogeons-nous sur notre capacité à dissocier une tranche de jambon de la vie du cochon qui l'a fourni. Une vie suppliciée d'« *ouvrières et machines* », comme a pu le constater Alain Finkielkraut après sa visite de la ferme des mille vaches. « *Les productions animales sont une monstrueuse machine à fabriquer des choses* », ajoute de son côté Jocelyne Porcher, directrice de recherche à l'INRA et spécialiste des relations de travail entre humains et animaux.

À l'instar de son complice Finkielkraut, Fontenay ne se contente pas de pleurer sur le malheur animal. Au moment le plus fort du livre, l'intellectuelle dénonce la cherté de l'élevage artisanal : « *Où trouve-t-on par exemple du porc noir de Bigorre aujourd'hui ? Dans le 5^e arrondissement [de Paris]. Il est anormal que des produits d'élevage, dans leur simplicité, dans leur vérité de la relation aux animaux, deviennent des produits de luxe.* » On touche au tabou. Qu'on le veuille ou non, l'industrialisation de la production de viande a permis à tout le monde d'en manger, quitte à avoir, de temps en temps, des épidémies de vache folle à gérer.

Les différents contradicteurs qu'Alain Finkielkraut a le mérite de présenter s'accordent en tout cas sur la définition de cet ennemi commun qu'est l'élevage industriel. Quitte à diverger sur d'autres questions épineuses, notamment liées aux traditions taumachiques. La corrida est d'ailleurs une tradition somme toute récente, puisque son implantation en France date seulement de 1850. Difficile de résister à la beauté du verbe et à la profondeur de la réflexion du philosophe Francis Wolff, auteur d'un traité sur la corrida, qui y voit « *un des lieux où se joue encore un rapport réel, risqué, humain avec l'animalité* ». Difficile aussi de balayer les arguments moraux d'Élisabeth de Fontenay, lorsqu'à cette « *esthétique du sublime* », elle oppose la *philanthropia* dont Plutarque dit qu'elle est amour des animaux en même temps que des hommes. « *Faut-il frapper d'un même opprobre ce spectacle violent et l'invisible férocité de l'élevage industriel ?* », demande Alain Finkielkraut. Laissons la question sans réponse. •



Des animaux et des hommes, Alain Finkielkraut, Éditions Stock, 2018.

AU SECOURS, CHORON REVIENT !

Par Daoud Boughezala



Le Professeur Choron, 2001.

Georges Bernier alias le Professeur Choron (1929-2005) ressuscite dans ses *Mémoires de guerre et d'humour*. Dans cette épopée libertaire, l'ancien d'Indochine, fondateur de *Hara-Kiri* et *Charlie Hebdo*, y apparaît fidèle à lui-même : truculent, grossier, scato, mais aussi diablement humain.

Il est des morts qu'on aimerait ressusciter pour se payer une bonne tranche de rire. Soudain, un spectre surgit de l'enfer, boule à zéro, la moustache tachée par un verre à demi-plein et le porte-cigarettes au bout du bras, glissant d'une voix chevrotante : « *J'aime tremper ma bite dans le champagne au comptoir des bars*

chics. » Miracle, le Professeur Choron (1929-2005) est de retour ! Grâce aux Nouvelles Éditions Wombat, le fondateur de *Hara-Kiri* et *Charlie Hebdo* reprend du service dans ses *Mémoires de guerre et d'humour* (coécrites avec Jean-Marie Gourio), publiées une première fois en 1993. Et les méninges de se joindre aux zygomatics puisque la même maison réédite l'étrange essai de Pacôme Thiellement sur *Hara-Kiri*, *Tous les chevaliers sauvages*, panégyrique de Choron, Reiser, Wolinski et Gébé qui intellectualise (trop) leur humour bête et méchant.

Lorsque, la soixantaine venue, Choron dicte l'histoire de sa vie à son complice Gourio, il se fait parfois mélancolique : « *On pourrait pratiquement, au lieu de compter son âge en années, le compter en nombre de morts* », lâche-t-il dès les premières pages. Georges Bernier alias le Professeur Choron compte ses deuils comme d'autres les moutons pour s'endormir. Il y a eu ce père tuberculeux, l'ami génial Reiser (dont

le décès inspira ce chef-d'œuvre d'humour noir : « Reiser va mieux. Il est allé au cimetière à pied. »), Coluche, sa femme Odile, suicidée aux barbituriques (« *un moule à gosses* » aux neuf fausses couches qui donna naissance à leur fille comédienne Michèle Bernier), puis le Prof lui-même, emporté par un cancer, là où il avait joyeusement péché.

Rien ne prédestinait ce scato impénitent à mener la grande vie. Né d'un père cheminot et d'une mère garde-barrière dans un trou perdu de l'Argonne, le petit Georges prend très tôt la tangente de cette terre de bûcherons. Par pur esprit de contradiction, il devient enfant de chœur en plein Front populaire, au contact d'un curé qui déteste les pauvres. Loin de l'image d'Épinal d'une campagne gentiment bucolique, Choron se souvient de son maudit patelin avec « *des pauvres partout* » et un sordide digne de Jérôme Bosch. « *Il n'y avait pas la pilule, alors les gosses naissaient, naissaient tous les ans. Les gosses étaient sales, pleins de poux, pleins de puces. Ils se faisaient tabasser* » par leurs parents ivres morts. Puis, la drôle de guerre arrive, les Allemands occupent le village, le bizuth Bernier chante tous les matins *Maréchal, nous voilà !* à l'école avant de décrocher le certif. La Libération venue, l'adolescent observe les méfaits de l'épuration menée contre des femmes sans défense, si peu nazies qu'elles passent volontiers des bras teutons aux alcôves yankees.

Leur collègue gauchiste Siné reprochait à Reiser et Choron de trop taper sur les pauvres.

Le petit Bernier alterne mille petits boulots avec quelques rapines aux quatre coins de l'Hexagone. Encore mineur, l'engagé volontaire embarque à fond de cale sur un rafiot de 4 000 hommes vers l'Indochine. Pendant cette guerre inutile, rats, moustiques et soldats cannibales forment l'arrière-plan exotique de son premier grand amour, une indigène à laquelle il dit adieu une fois démobilisé... en lui assénant un coup de poing. S'évadant de son sanatorium malgré ses deux poumons atteints, Trompe-la-Mort vend des journaux à la criée et ne tarde pas à devenir Choron, du nom de la rue où siégera *Hara-Kiri*, qu'il crée en 1960 avec Cavanna, Reiser, Wolinski et Topor. Carburant au verre de blanc, les vendeurs à la criée permettent l'ascension du titre qui tire à 240 000 exemplaires en 1966. Comme le rappelle Thiellement, Choron l'amoureux de la bouteille et de la bringue ne tolère aucun retard chez ses colporteurs qu'il contraint à une rigueur irréprochable sous peine de saccage immédiat. En ces temps antédiluviens, tante Yvonne secondait la commission de censure à l'Élysée, jusqu'à obtenir l'interdiction

pour pornographie d'un journal qui s'arrachait alors. Entre deux saisies en kiosque, notamment dues au fameux « Bal tragique à Colombey : un mort ! » à l'annonce de la mort du Général, la rédaction conclut ses conférences par la question rituelle : « On mange ou on baise ? » Malgré sa fâcheuse tendance à la digression qui le mène du code samouraï à la gnose chrétienne, Pacôme Thiellement ne s'y trompe pas : « *Chaque numéro d'Hara-Kiri est un macchabée déterré et envoyé danser sur les peurs de la société française des années 1960 et 1970* », entre les fausses pubs jouant sur les codes nazis, la violence du trait de Reiser, la paillardise de Wolinski et les romans-photos de Choron. Le Prof raconte quelques épisodes d'anthologie, comme la fois où, aviné et traîné à un festival de babas (pas toujours) cools, il invective le public au risque du lynchage. Souvent, leur collègue gauchiste Siné reproche aux antipolitiques radicaux Reiser et Choron de trop taper sur les pauvres.

À l'ère de la crise de la presse, les journalistes qui n'ont pas connu 68 liront avec délectation le récit de la quête d'argent permanente d'*Hara-kiri* et de son petit frère *Charlie Hebdo*. Tirant perpétuellement le diable par la queue, le chef d'entreprise Choron avait l'art de balader ses créanciers dans son cabinet à whisky. Cet homme de petite vertu ne reculait devant aucun expédient, même le plus invouable, pour remplir la trésorerie, n'hésitant pas à envoyer des filles sur le trottoir, à frayer avec le milieu, voire à donner de sa personne auprès d'une vieille millionnaire érotomane.



Professeur Choron (avec Jean-Marie Gourio), *Mémoires de guerre et d'humour* (1993), Nouvelles Éditions Wombat, 2018.

Un jour, le drame arrive. Les ventes ne cessant de chuter, *Hara-Kiri* met la clé sous la porte début 1982. En guise d'enterrement, Michel Polac invite l'équipe dans son émission « Droit de réponse », sur TF1. Écarté du studio, Choron traite d'ânes les lycéens spectateurs qui n'achètent et ne lisent plus la presse pendant que Siné frôle la bagarre avec un journaliste de *Minute*. Devant cette fin d'un monde symbolisée par la présence de Bernard Tapie sur le plateau, triste est l'âme du Prof. « *L'esprit Hara-Kiri a disparu d'emblée de la planète Terre ce soir-là, suivant alors de quelques années la disparition de la France d'après-guerre, équilibrée par la polarité entre gauche communiste et droite gaullienne, et trouée en son centre par l'esprit Hara-Kiri* », synthétise Thiellement. Rideau. •



Pacôme Thiellement, *Tous les chevaliers sauvages* (2012), Nouvelles Éditions Wombat, 2018.

PÉCHÉ D'ORGUEIL

Par Paulina Dalmayer



Ruby Namdar.

Un grand écrivain israélien est né. Avec son premier roman *La Maison de ruines*, Ruby Namdar met en scène un juif new-yorkais en proie à la crise du milieu de vie. Rendant hommage à Roth, Bellow et Singer, son auteur imprégné de mystique juive et soufie nous entraîne sur les territoires perdus du sacré.

Ruby Namdar a la main lente. Son brillant premier roman, récompensé en Israël par le prestigieux Sapir Prize, l'équivalent de notre Goncourt, coule paresseusement comme l'Hudson River, que le héros principal, Andrew Cohen, contemple chaque jour depuis sa fenêtre. L'action de *La Maison de ruines* se déroule à New York, à quelques mois de l'apocalypse du 11 septembre 2001. Cohen a tout en commun, dirait-on, avec les personnages qui peuplent les romans de Philippe Roth ou de Saul

Bellow : la sophistication d'un intellectuel juif chargé de cours de culture comparée à l'université de New York, la vanité, les snobismes gastronomiques, une vie familiale éclatée par un divorce et toute la confiance en soi nécessaire à un homme aux alentours du demi-siècle pour entamer une relation sentimentale avec une femme qui pourrait être sa fille.

Mais Andrew Cohen n'est ni Zuckerman ni Herzog, pas plus que Namdar n'est Roth ou Bellow. Certes, les obsessions du romancier israélien, installé à New York depuis bientôt vingt ans, se rapprochent de celles de tous les grands écrivains juifs de la côte Est. Ainsi dans *La Maison de ruines*, il s'empare de la question de l'acculturation des intellectuels juifs coupés de leurs racines spirituelles, de leur rapport à la tradition, à la religion, du poids de l'Histoire et de l'héritage, et, enfin, de la psychologie masculine avec sa hantise de l'impuissance et du vieillissement. Seulement, la finale dégringolade d'Andrew Cohen relève moins de la « *mid-life crisis* », ou même de la crise existentielle, que d'une détresse métaphysique, sinon mystique. Et c'est là que Namdar rejoint Singer, non mécontent qu'on lui impute cette filiation. « *Mon livre rend à sa façon hommage à Roth, Bellow, Oznik, Malamoud... Mais Singer restera mon maître incontestable, avec sa manière spécifique de glisser le surnaturel dans la vie quotidienne de ses personnages, son recours aux métaphores bibliques, son humour et son goût pour le grotesque* », confie-t-il.

Jovial, enthousiaste, chaleureux, Ruby Namdar possède en outre ce talent délicieux de vous entraîner vers les territoires perdus de la grande littérature où, jadis, on cultivait les passions ontologiques en rapport avec ce quelque chose que l'on appelle l'« essence de l'être », tout comme avec les questionnements sur le Bien et le Mal, la morale, ses fléchissements. Il lui suffit d'une impulsion, d'un signe de votre sensibilité au sujet. Quand vous lui faites une remarque à propos du mot « péché », qu'il avait employé dans son texte publié par *The New York Times*, il saisit la balle au vol. « *Dire "péché" est devenu subversif, provocateur, inconvenable, je le sais... Or, j'aime la friction entre ce que notre cerveau contrôle et le subconscient d'où nous n'avons pas réussi à chasser le mot "péché", où il a sa place. Nous vivons une époque qui n'aime même plus le mot "âme". Pourtant je le préfère mille fois à tous ces "psyché", "ego", "souffle vital". Et je préfère le mot "religion" au mot "spiritualité", susceptible d'évacuer le moindre conflit en nous, d'apaiser le moindre inconfort.* » L'homme a grandi à Jérusalem, au sein d'une famille juive originaire d'Iran. Cela explique probablement sa distance, gentiment moqueuse, face à l'aspiration laïque qui habite la littérature israélienne contemporaine. « *Mon travail n'est pas représentatif de la scène littéraire en Israël. Il y a une certaine proximité avec Amos Oz, rien de plus. Les écrivains vivent à Tel-Aviv, le Babel séculier, profane, amusant aussi, mais éloigné de mes préoccupations* », tranche-t-il, avant de sauter à pieds joints dans une savoureuse digression sur les poètes soufis, qu'en son temps il a traduits du persan vers l'hébreu. Qu'est-ce qu'un péché, donc, à notre époque, dans notre monde ? La question semble avoir heurté Ruby Namdar, qui délaisse soudain la petite cuillère dans une tasse à café désormais vide : « *Allons ! Qu'on le veuille ou pas, nous sommes des créatures morales et savons, au fond, reconnaître un péché. Les fondamentalismes, quels qu'ils soient – islamistes, chrétiens, juifs –, se nourrissent précisément de cet effacement de toute référence religieuse de notre âme collective.* »

Impossible d'y échapper, bien que nous soyons sensibilisés au fait qu'il est malpoli de juger notre prochain. Reste que si Andrew Cohen est en proie à des visions dantesques de sa ville en ruines et voit sa vie en miettes, à croire qu'elle n'a jamais été rien d'autre que du pain rassis, c'est qu'il a péché. Cohen avait péché. Et son péché n'est autre que l'orgueil que nous tous, modernes et affranchis des culpabilités néfastes à notre développement personnel, cultivons à l'envi.

Nous nous suffisons. Tant qu'un minuscule accident de parcours ne nous contraint pas à examiner les abysses de notre propre existence. Dans le cas du professeur Cohen, il s'agit d'une promotion qui lui file sous le nez au dernier moment, de surcroît au profit d'une ancienne étudiante ou, peut-être, de l'essoufflement de sa liaison avec la jeune Ann Lee, voire des deux. L'immense mérite de Ruby Namdar, c'est de dépasser l'individuel pour atteindre l'universel – définition même de la littérature. Ce qui est arrivé à Cohen, peut arriver à n'importe lequel d'entre nous, peu importe la tradition ou la religion dont il est issu. Où, alors, chercher secours ? Chez un psy, vu que l'édifice religieux que l'on honore de notre présence à l'occasion des grandes fêtes ne paraît pas trop sérieux, à l'instar de la synagogue dans laquelle Cohen faisait de rares apparitions : « *Anshei Shalom, la synagogue qu'il fréquentait, était particulièrement progressiste, pour ne pas dire avant-gardiste. À l'exception de quelques versets choisis pour leur valeur poétique par les rédacteurs du New Holiday Prayer Book, presque tout le service se déroulait en anglais. [...]* En recherche constante d'adaptation, *Anshei Shalom* incarnait à la perfection le désir d'égalité, le multiculturalisme, l'humanisme et la politique de gauche libérale qui flottaient dans l'air du temps. » En 1964, lors d'un concert à Montréal, Leonard Cohen a poussé un cri d'illuminé : « *Il y a une terrible vérité qu'aucun écrivain juif d'aujourd'hui n'a envie d'examiner. Cette vérité est que nous ne croyons plus que nous sommes sacrés !* » Ruby Namdar relève le défi consistant à prouver que nous nous trompons. Avec succès. •

Nous nous suffisons. Tant qu'un minuscule accident de parcours ne nous contraint pas à examiner les abysses de notre propre existence. Dans le cas du professeur Cohen, il s'agit d'une promotion qui lui file sous le nez au dernier moment, de surcroît au profit d'une ancienne étudiante ou, peut-être, de l'essoufflement de sa liaison avec la jeune Ann Lee, voire des deux. L'immense mérite de Ruby Namdar, c'est de dépasser l'individuel pour atteindre l'universel – définition même de la littérature. Ce qui est arrivé à Cohen, peut arriver à n'importe lequel d'entre nous, peu importe la tradition ou la religion dont il est issu. Où, alors, chercher secours ? Chez un psy, vu que l'édifice religieux que l'on honore de notre présence à l'occasion des grandes fêtes ne paraît pas trop sérieux, à l'instar de la synagogue dans laquelle Cohen faisait de rares apparitions : « *Anshei Shalom, la synagogue qu'il fréquentait, était particulièrement progressiste, pour ne pas dire avant-gardiste. À l'exception de quelques versets choisis pour leur valeur poétique par les rédacteurs du New Holiday Prayer Book, presque tout le service se déroulait en anglais. [...]* En recherche constante d'adaptation, *Anshei Shalom* incarnait à la perfection le désir d'égalité, le multiculturalisme, l'humanisme et la politique de gauche libérale qui flottaient dans l'air du temps. » En 1964, lors d'un concert à Montréal, Leonard Cohen a poussé un cri d'illuminé : « *Il y a une terrible vérité qu'aucun écrivain juif d'aujourd'hui n'a envie d'examiner. Cette vérité est que nous ne croyons plus que nous sommes sacrés !* » Ruby Namdar relève le défi consistant à prouver que nous nous trompons. Avec succès. •



Ruby Namdar, *La Maison de ruines*, Belfond, 2018.

A ceramic artwork titled 'Matching Pair' by Grayson Perry. It depicts three figures: a man in the foreground wearing a purple patterned shirt and glasses, a woman in a yellow top and blue jeans standing next to him, and another woman in a yellow top and pink cardigan standing behind them. The background is a vibrant, abstract pattern of blue, purple, and green. A small rectangular label on the man's bag reads 'TO NEW CASTLE 52 MILES'.

GRAYSON PERRY

L'ART DÉLICAT DU MAUVAIS GÔÛT

Par Pierre Lamalattie

Matching Pair (céramique), Grayson Perry, 2017.

À partir du 19 octobre, la Monnaie de Paris présente une étonnante exposition de Grayson Perry. Si ce père de famille britannique amoureux du kitsch populaire aime se travestir pour déconstruire le mythe de la virilité, son travail figuratif sur la céramique et la tapisserie ne concède rien à l'ère du temps.

Certaines vies sont mises en mouvement par un traumatisme initial qui donne du sens et de l'énergie à toute la suite. C'est ce qui se produit avec Grayson Perry. Enfant, il vit mal le divorce de ses parents et la cohabitation forcée avec un beau-père violent. Ce dernier incarne aux yeux du jeune garçon rêveur une sorte de contre-modèle de virilité archaïque et grossière. Les années se succèdent et il a le temps de réfléchir à la question. Il se trouve des occupations : il lit, il dessine, il s'invente des amis imaginaires, comme son double féminin, ou un doudou ange gardien. Les choses s'enveniment quand le hobby principal de l'adolescent consiste à se travestir. Cette singularité n'est pas le fruit d'une orientation homosexuelle naissante. Elle semble plutôt relever d'une sorte de joie décorative décalée et du besoin de manifester une masculinité différente. Cependant, le beau-père s'en offusque et la mère, effacée, n'intervient pas. Ça tourne mal. Grayson doit quitter le domicile familial et vivre dans des squats.

Après l'école des beaux-arts de Portsmouth, son talent s'exerce anonymement dans l'art « *outsider* », autrement dit l'art brut, un univers populaire d'autodidactes créatifs. Cependant, contrairement à nombre d'adeptes de l'art brut, souvent repliés dans leur monde, Grayson Perry s'intéresse à tout, il rencontre des gens de tous les milieux et développe une vision personnelle de son époque. Il mène des enquêtes, participe à des émissions de radio, produit des reportages et des séries télé, écrit des livres et, surtout, crée à foison des céramiques et des tapisseries, sans oublier la gravure et la sculpture. Sa notoriété grandit de façon exponentielle. À présent, Grayson Perry, quinquagénaire et père de famille, est un honorable professeur et un membre éminent de la Royal Academy. Il est surtout l'une des principales figures de la scène artistique anglaise et certainement l'une des plus intéressantes.

Rien de mieux qu'un bon travestissement pour animer une émission télé

Son personnage est familier des Anglais depuis qu'il égaye de ses travestissements excentriques les plateaux télé et les vernissages. Il incarne les délices de la meilleure tradition du mauvais goût anglais. Cependant, cette image est davantage qu'un simple divertissement. C'est aussi pour lui un moyen de faire passer agréablement ses idées sur la masculinité, le genre et la cause féministe. Grayson Perry a, en effet, des convictions bien affirmées. Il pense que les archétypes de la virilité sont malsains et contribuent à un grand nombre de violences. Certains observateurs pourraient voir dans l'attitude de cet artiste une concession à l'air du temps, un effet de mode, un souhait opportuniste de s'inscrire dans une idéologie qui a le vent en poupe. Il n'en est probablement rien. On sent chez cet homme un engagement qui s'enracine dans un parcours personnel et qui est porté par une réelle sincérité. C'est ce qui en fait tout l'intérêt.

C'est ainsi que, dans l'une de ses émissions télé, il va à la rencontre des « *stéréotypes de la masculinité* », dans des endroits tels que clubs de boxe, salons de tatouage, rassemblements de grosses bagnoles, etc. Il dialogue avec bonhomie avec les virilités les plus tonitruantes. Ses interviews sont serrées, fouillées, mais empreintes de bienveillance. On sent qu'il a envie de comprendre. Tout au plus s'autorise-t-il, de temps à autre, un trait d'humour ou une pointe de compassion pour ces hommes qui croient devoir faire le choix sacrificiel d'une virilité exacerbée.

Son engagement pour l'évolution de la masculinité ne doit cependant pas masquer l'essentiel, c'est-à-dire des conceptions artistiques originales. Tout commence avec une réflexion sur les goûts. Pour Grayson Perry, les classes sociales se distinguent avant tout par leurs goûts. En tout cas, c'est ce qui le passionne et c'est sous cet angle qu'il aborde la société. Une de ses fameuses émissions de télé propose une enquête sur les goûts populaires. Pour cela, il se rend dans l'Essex, sa région d'origine, qui passe pour un territoire périurbain particulièrement ringard. Il entre avec les caméras dans des maisons ouvrières saturées d'objets kitsch et interviewe les habitants qui en sont fiers.

Le kitsch représente évidemment pour les autres couches de la société une horreur, un risque de déclassement absolu. Soulignons au passage que le mot « kitsch » ne vient probablement pas (comme on le croit souvent) de la cuisine et des objets amusants qu'on peut y trouver. L'origine, plus sombre et teintée de mépris de classe, dériverait plutôt de *verkitschen* (« brader » en allemand), ou *kitschen* (« ramasser des déchets dans la rue »). Dans le même ordre d'idée, la plupart des théoriciens de la modernité – comme Clement Greenberg – n'ont que dédain pour le kitsch et les goûts populaires. Ce n'est pas du tout le cas de Grayson Perry et ce →



#Lamentation (tapisserie), Grayson Perry, 2012.

qu'il en dit est particulièrement intéressant.

Il voit dans le kitsch une forme de résistance populaire

D'abord, dans une confession assez touchante, il regrette d'avoir eu, lui aussi, dans sa phase beaux-arts, une condescendance mal placée à l'égard du kitsch. Désormais, il a plutôt de la tendresse, et même de l'admiration. Il montre comment ces familles populaires, en disposant un peu partout chez elles de petites figurines, peuplent leur univers de présences. Elles s'approprient leur espace. Elles font de leur maison beaucoup plus qu'un logement. Elles l'habitent véritablement, et ce n'est pas rien. Alors évidemment, tous ces objets cucul et sucrés peuvent prêter à sourire. Cependant, en promenant ses caméras, Grayson Perry prouve que ces décors réservent des surprises, de la drôlerie et, en fin de compte, une vraie fantaisie. Il faut donc les regarder sans préjugés.

Il y a quelque chose de touchant dans cet attachement populaire à la figuration, alors que depuis près d'un siècle elle ne subit que dénigrement de la part de l'art savant et des classes supérieures. Il y a une sorte de résistance populaire en faveur de la figuration. Les ouvriers de l'Essex sont, toute proportion gardée, ce qu'étaient jadis les moines de province et le petit peuple idolâtre qui résistèrent aux injonctions iconoclastes des grands théologiens et des empereurs byzantins.

L'intuition centrale de Grayson Perry est qu'il y a un lien séculaire entre le goût populaire et la figuration. Ce n'est pas un hasard si ce passionné d'images est lui-même issu d'un milieu pauvre dont les usages culturels sont éloignés des prescriptions artistiques de son temps. Les racines de ce créateur plongent, en effet, dans cet autre ^{xx}e siècle qui est fait de BD, d'illustrations, de publicité et de cinéma. Jusqu'à l'âge adulte, il n'a quasiment jamais de contact avec l'art moderne et contemporain. En cherchant bien, on ne trouve guère que l'influence de quelques néo-expressionnistes allemands. C'est le cas de Penk, ancien réparateur de chaudières en RDA, qui a développé une narrativité archaïsante à mi-chemin entre les arts premiers et le street art. Quand Grayson Perry invoque des références en histoire de l'art, il va généralement les prendre assez loin, par exemple Hogarth, Mantegna ou Grünewald.

Rien n'a été plus décrié par les tenants de la modernité et de l'art contemporain que le fait d'avoir « du métier », de vouloir faire de belles choses et de s'appliquer sur l'ouvrage. C'est pourtant exactement ce que fait Grayson Perry. Il a, tout particulièrement dans le domaine de la céramique, un savoir-faire impressionnant. En observant ses grès, on voit qu'il conjugue de façon admirable une diversité de techniques (émaux, scarifications, graffitis, dorures, insertion de photos, etc.) nécessitant plusieurs passages au feu et une réelle habileté. On retrouve la

même approche dans son intérêt pour la tapisserie, la création de vêtements, la gravure et la sculpture.

Dans les pas de la reine Mathilde

Cependant, la figuration, pour Grayson Perry, c'est aussi et surtout la possibilité de s'exprimer sur le monde et sur les humains. On est frappé, en regardant ses œuvres, par sa liberté de ton. Par exemple, il évoque dans ses céramiques et tapisseries des scènes sexuelles souvent très crues, voire carrément obscènes. Ce n'est pour lui, ni plus ni moins, qu'une façon de tenir la chronique de notre temps. Si la reine Mathilde vivait à notre époque, peut-être broderait-elle des histoires de ce genre plutôt que les répétitives chevauchées de ses prévisibles guerroyeurs. C'est en tout cas l'esprit dans lequel travaille Grayson Perry, pour notre plus grand plaisir. Et c'est toujours une surprise de voir, sur des objets si traditionnels, des sujets aussi contemporains. Ça et là, on remarque également que ses œuvres sont parsemées d'inscriptions. Dans ce cas, l'image n'est pas au service du texte ou d'une idée, comme c'est souvent le cas dans l'art édifiant, moralisateur ou idéologique. Au contraire, chez Grayson Perry, textuel et visuel

agissent en synergie comme les deux pièces d'une paire de ciseaux. Ceux qui sont familiers de la pub ou de la BD ne seront pas surpris.

Certaines de ses séries télé donnent un aperçu d'ensemble de son processus de création. Ainsi, son émission sur la *lower class* du Sussex se termine-t-elle par une aimable mise en tapisserie des protagonistes. On assiste à toutes les étapes : la réflexion préalable, le repérage des objets et des personnages, le travail du projet au feutre, puis sur ordinateur et, enfin, les machines qui, à partir d'un fichier numérique, élaborent la tapisserie comme le ferait une grande imprimerie. La scène finale est, comme il se doit, le vernissage dans la bonne humeur avec les intéressés. L'art de Grayson Perry, aussi solide soit-il, est en effet un art qui réjouit ! Raison de plus pour ne pas rater cette exposition ! •



À voir absolument :
« Grayson Perry, vanité, identité, sexualité », à la Monnaie de Paris, du 19 octobre 2018 au 3 février 2019.

C'ÉTAIT ÉCRIT C'EST LA FAUTE À RIMBAUD

Par Jérôme Leroy

Si la réalité dépasse parfois la fiction, c'est que la fiction précède souvent la réalité. La littérature prévoit l'avenir. Cette chronique le prouve.

« Ce peuple luthérien, qui a vécu les transformations de ces dernières années, n'est pas exactement le Gaulois réfractaire au changement ». On sait que le président de la République a beaucoup choqué avec cette phrase, lors de son voyage officiel au Danemark, à la fin août. On a peut-être été un peu injuste avec lui. À peine est-il sorti d'un été éprouvant avec l'affaire Benalla, qu'il apprend, lors de ce déplacement, la démission de Nicolas Hulot : sans doute a-t-il eu besoin de lire pour se changer les idées.

Nous ne savons pas s'il est autant amateur de poésie que Georges Pompidou, à qui on doit une excellente anthologie, mais, pour tenir de tels propos, nous parierions qu'il avait pris dans ses bagages *Une saison en enfer* de Rimbaud. Dans un poème intitulé, comme par hasard, « Mauvais sang », l'Ardennais le plus célèbre de la littérature avoue avec cynisme : « J'ai de mes ancêtres gaulois l'œil bleu blanc, la cervelle

étroite, et la maladresse dans la lutte. » D'emblée, il y a là un aveu qui n'a pu qu'énervé le président. N'est-ce pas cette « cervelle étroite » que Macron, quand il était encore ministre de l'Économie, décelait chez les ouvrières gauloises des abattoirs Gad « pour la majorité illettrées » ou chez les « gens qui ne sont rien » qu'on croise dans les gares ? Et cette « maladresse dans la lutte » ne préfigure-t-elle pas la compétitivité insuffisante dénoncée par le président qui voit se creuser le déficit du commerce extérieur malgré sa politique pro-business ?

Rimbaud continue : « D'eux, j'ai : l'idolâtrie et l'amour du sacrilège ; – oh ! tous les vices, colère, luxure, – magnifique, la luxure ; – surtout mensonge et paresse. » Si le président n'a rien contre l'« idolâtrie » des médias gaulois qui ont marqué le début de son quinquennat, il a déjà vu à l'œuvre la « colère et la luxure » de la CGT (Confédération gauloise du travail) lors de la grève de la SNCF. Ne parlons pas de la « paresse », péché capital pour Macron qui commence sérieusement à songer à la dégressivité des indemnités chômage pour ce peuple d'assistés, spécialiste de la fraude sociale.

La seule erreur du président a peut-être été dans la comparaison. Certes, les Gaulois sont tout ce que Rimbaud et Macron en disent, mais leur citer en exemple le Danemark était sans doute maladroit. En effet, vouloir transformer le Gaulois en luthérien, c'est mission impossible, comme l'avait bien vu Léon Bloy, exilé là-bas en 1899 : « Traits caractéristiques des protestants, quelque secte qu'ils appartiennent. Haine de la pénitence, amour de tout ce qui est facile, indifférence monstrueuse pour tout ce qui est beau. » •

L'EIRE DES PARADOXES

Par Jérôme Leroy



L'écrivain irlandais John Boyne.

**Avec *Les Fureurs invisibles du cœur*,
l'écrivain irlandais John Boyne signe
une grande fresque picaresque.
L'histoire contrastée de son pays de
1945 à 2015 y est rapportée à travers
le récit de la vie d'un homme à la
recherche de lui-même. Eblouissant.**

Le seul reproche que l'on pourrait adresser au formidable roman de l'Irlandais John Boyne, c'est son titre : *Les Fureurs invisibles du cœur*. Ce titre a beau être extrait d'une citation de Hannah Arendt sur le poète W. H. Auden, prononcée par le narrateur, il est difficile d'imaginer titre de roman plus pompeux et pompier, avec un petit fumet de collection Harlequin.

Il serait dommage de rater ce livre en croyant avoir affaire à un roman à l'eau de rose. *Les Fureurs invisibles du cœur* est tout le contraire : un récit à la fois violent et drôle, cruel et tendre, où l'humour côtoie la colère dans un mélange assez inédit et relevé, comme on pourrait le dire d'un plat pimenté, pour nous emporter sur près de 600 pages à travers soixante-dix ans d'histoire irlandaise, entre 1945 et 2015. Soixante-dix années qui sont aussi celles de la vie du narrateur, Cyril Avery, un enfant illégitime et adopté, découvrant son homosexualité dans un pays où l'Église catholique, jusqu'à une date récente, exerce encore son emprise sur tous les aspects de la vie sociale. On apprend ainsi au détour d'une conversation entre personnages, que telle femme, haut fonctionnaire au ministère de l'Éducation dans les années 1970, est obligée de rester célibataire : une femme mariée ne peut plus légalement occuper un emploi dans la fonction publique, car sa mission première est de s'occuper de son foyer. Ce n'est pas tout à fait la *Servante écarlate* mais, par moment, cela s'en rapproche.

Ces soixante-dix années, John Boyne les découpe en tranches de sept ans, aux termes desquelles il nous donne rendez-vous avec un héros qui vieillit et que l'on a vite l'impression de connaître depuis toujours, à la façon de ces amis que l'on retrouve de loin en loin, pensant à chaque fois qu'ils ont pris un coup de vieux et, par ricochet, que nous aussi.

On fait la connaissance de Cyril quasiment dans le ventre de sa mère, quelque part dans un village perdu du comté de Cork, puis on le suit à Dublin, à Amsterdam et à New York, sans oublier la Slovaquie, avant un retour à la terre natale, enfin apaisé : « *heureux* » est le dernier mot du roman, mais aussi la seule fois où il sera prononcé par le narrateur. John Boyne sait donner à son personnage une véritable épaisseur par la durée et il renvoie, parallèlement, le lecteur à une mémoire

commune : la présence des charrettes à bras dans les faubourgs des grandes villes de l'après-guerre, les Beatles et le mannequin Twiggy dans les sixties, mais aussi l'apparition du sida, d'internet ou les attentats du 11-Septembre. Boyne nous fait ainsi prendre l'exacte mesure de la vie d'un homme, en même temps que celle de nos propres existences, qui nous semblent tantôt éphémères comme dans l'Éclésiaste, tantôt incroyablement longues, puisqu'on a eu le temps de voir l'actualité se transformer en histoire.

John Boyne, lui, est né en 1971. Il est loin d'être un inconnu dans son pays. Primé à de nombreuses reprises, il est notamment l'auteur d'un roman pour la jeunesse qui a connu un succès mondial et une adaptation cinématographique en 2008 : *Le Garçon en pyjama rayé*. Boyne y raconte l'histoire d'une amitié clandestine à Auschwitz entre deux garçons de huit ans, un petit déporté et le fils d'un dignitaire SS. L'histoire, toute en délicatesse écorchée, qui essayait de voir la Shoah à travers des yeux d'enfants, montrait déjà ce qui caractérise son travail : le refus du pathos et de la complaisance.

Pour un auteur à la recherche d'effets faciles, il y aurait en effet dans *Les Fureurs invisibles du cœur* la substance d'un mélo bâti sur les clichés d'un certain confort intellectuel, un peu à l'image d'*En finir avec Eddy Bellegueule* : les méchants curés, les pauvres homosexuels et un pays arriéré dont on doit s'exiler pour se révéler.

La différence, et c'est elle qui fait de John Boyne un grand écrivain, c'est que son récit est absolument dépourvu de manichéisme. La complexité psychologique de son narrateur, tour à tour naïf et roué, victime et bourreau, lâche et courageux, n'en fait pas un martyr ni un porte-parole. Et Boyne, au bout du compte, conserve un regard plus nuancé qu'attendu sur une société irlandaise rétrograde, souvent brutale, mais travaillée par un certain amour de la liberté et les contradictions d'une histoire qui raconte un lent et sanglant cheminement vers l'indépendance. D'une certaine manière, ce cheminement est reproduit par Cyril lui-même, plus ou moins consciemment, à un niveau personnel : comme l'histoire de l'Irlande, sa vie se résume à une longue lutte, à des souffrances et des humiliations de toutes sortes avant qu'il ne parvienne à reconquérir son identité contre un ordre détesté.

Il faut dire que tout commence plutôt mal pour lui, pendant une messe en 1945 où devant tout le village, un curé fait venir près de l'autel une jeune fille de 16 ans, Catherine Goggin, enceinte d'un père inconnu. Sous les yeux de ses parents et de ses six frères, Catherine est sommée de donner le nom du coupable, ce qu'elle refuse. Chassée du village, elle décide de prendre son destin en main. À Dublin, elle travaille dans le restaurant-salon de thé du *Dáil Éireann*, le parlement irlandais. L'endroit est tenu par une femme compré- →

hensive qui l'embauche malgré son état. Elle fait même semblant de croire l'histoire inventée par Catherine d'un mari qui vient de mourir à la guerre. Quand elle accouche, elle abandonne le bébé chez les sœurs : une mère célibataire ne peut pas exister dans l'Irlande des années 1940.

On retrouve Cyril en 1952, âgé de sept ans, chez un couple aisé, Charles et Maude Avery. Cyril se demande s'il n'est pas un ornement purement décoratif. Charles et Maude lui précisent très tôt qu'il a été adopté, qu'il n'est pas vraiment un Avery et s'ils lui apportent tout le confort matériel, ils ne lui prêtent qu'une attention distraite et une bienveillance lointaine. La peinture de ce couple excentrique vaut le détour. Il est banquier, elle est écrivain. Il fait des affaires douteuses, elle refuse le succès et se désespère quand ses livres se vendent, parce qu'elle trouve la célébrité extrêmement vulgaire. Il boit sec et elle ne cesse de fumer. Tout va bien jusqu'au jour où Charles est poursuivi pour détournement de fonds. Il fait appel à un avocat et ami, Max Woodbead, qui

arrive avec son fils Julian dans la belle maison des Avery, dans Dartmouth Square, au cœur du Dublin chic. Pendant que les deux hommes discutent, Cyril et Julian font connaissance. La fascination de Cyril pour Julian, merveilleusement à l'aise dans le monde, petit séducteur en herbe, se transformera vite en un amour jamais avoué.

John Boyne sait aussi jouer, de façon merveilleusement romanesque, avec l'ironie du sort. Dublin est une petite ville, et Cyril, sans le savoir, croisera plusieurs fois sa mère biologique devenue entre-temps la patronne du restaurant du *Dáil Éireann*. D'abord, lors d'une sortie scolaire quand il est avec Julian. Les deux garçons s'éclipsent pendant la visite pour aller au restaurant. Julian se fait passer pour un jeune député, se fait servir une Guinness en draguant une serveuse jusqu'à ce que le prêtre qui surveillait la sortie les retrouve et les frappe. Catherine Goggen, qui a de bonnes raisons de ne pas aimer les curés, intervient et le remet à sa place, ce qui remplit les garçons de bonheur. Plus tard, alors qu'il est

Irlande Noire

L'Irlande où revient le héros de John Boyne, enfin réconcilié avec son passé, est demeurée une terre violente. En témoigne la vitalité du roman noir irlandais, avec notamment des auteurs comme Ken Bruen ou Sam Millar.

Deux parutions récentes chez l'infatigable découvreuse qu'est Joëlle Losfeld méritent le détour, tant pour leur peinture de la société que pour l'imaginaire qu'elles déploient, avec une *irish touch* reconnaissable entre toutes, à base d'alcoolémie aiguë, d'explosion de violence irrationnelle, de poésie sauvage et d'une mélancolie qui n'est pas sans rappeler la *saudade* portugaise, mélange de nostalgie sans objet et de bonheur paradoxal d'être triste.

C'est le cas dans *Smile* de Roddy Doyle. Si les dernières pages du roman offrent un retournement spectaculaire, l'essentiel est dans le portrait d'un quinquagénaire dublois, Victor, ex-journaliste à la radio, qui vient de divorcer de Rachel. Il revient dans son quartier d'enfance, prend un appartement HLM et rêve de renouer avec ses rêves d'écrivain. Mais voilà que dans le nouveau pub où il prend ses habitudes, un ancien condisciple de collège vient le voir. Roman amer et subtilement angoissant, *Smile* voit le retour de Roddy Doyle sur un registre qu'on ne lui connaissait pas, lui qui a écrit dans les années 1990 des romans à

forte teneur comique comme *The Commitments*, sur des chômeurs dublois créant un groupe de soul.

Lisa McNerney, elle, est un jeune auteur qu'on avait déjà appréciée pour sa rage électrique dans *Hérésies glorieuses* l'année dernière. Dans *Miracles du sang*, on retrouve ses personnages, qui évoluent dans les bas-fonds de Cork, archétype de la ville en crise, et notamment Ryan Cusack, petit dealer qui va bien malgré lui jouer l'interface entre le milieu local et la mafia napolitaine qui s'est installée dans le coin. On prend un vrai plaisir à cette comédie humaine cruelle qui, comme chez Roddy Doyle, renvoie aussi à quelques grandes obsessions irlandaises comme les jeunesses passées sous le poids des traditions familiales et de la fêrule de l'Église catholique. •



Lisa McNerney,
Miracles du sang
(traduction de
Catherine Richard-
Mas), Joëlle
Losfeld, 2018.



Roddy Doyle,
Smile (traduction
de Christophe
Mercier), Joëlle
Losfeld, 2018.



Lisa McInerney.

un jeune employé du ministère de l'Éducation et que son ministre, en difficulté pour avoir été surpris avec un prostitué mineur, l'envoie rôder dans les couloirs du Parlement, Cyril a une altercation avec un autre ministre et, là aussi, Catherine vient le consoler. C'est la seule personne à qui il avouera son homosexualité.

Cyril et Julian se revoient de nouveau à 14 ans, dans un collège religieux où ils partagent une chambre. Mais Julian, fils d'un avocat connu pour ses positions pro-anglaises et qui appelle à cor et à cri à la fin de la république d'Irlande, échappe de peu à un attentat de l'IRA.

Les interférences de la grande histoire dans la petite comptent pour beaucoup dans l'intérêt des *Fureurs invisibles du cœur*. Finalement, il faut les lire comme un roman picaresque moderne. Cyril ressemble au *Tom Jones* de Fielding. Il est ballotté par ses propres aventures, ses errances, ses exils. Il n'est à l'initiative de rien, mais tout lui arrive. Sa stratégie, c'est la fuite. Les surprises et les coïncidences sont son ordinaire. À Amsterdam, il rencontre son premier véritable amour, qui lit un roman de sa mère adoptive : « *J'avais vu des exemplaires de Comme l'alouette dans une gare à Madrid, assisté à une représentation scénique du Codicille d'Agnès Fontaine dans un théâtre underground à Prague et vu de près Ingmar Bergman, alors qu'il prenait des notes dans la marge du Fantôme de ma fille, trois ans avant l'adaptation de ce roman au Kungliga Operan. Apparemment, la réputation de Maude grandissait*

d'année en année. Elle en aurait été mortifiée. » Et s'il se retrouve en Slovaquie, c'est parce que des années auparavant, il a sauvé d'un mac un jeune prostitué, devenu à son tour écrivain.

C'est que *Les Fureurs invisibles du cœur* est aussi un roman sur la littérature ou sur ce que peut la fiction. Il est beaucoup question d'écrivains – et pas seulement irlandais comme Edna O'Brien ou John McGrath – dans ce roman, écrivains qui d'ailleurs ont longtemps aussi été considérés en Irlande comme des dissidents infréquentables. Et ce n'est pas un hasard si, par ailleurs, la lecture préférée de Cyril est *Le Monde selon Garp*, de John Irving, texte fondateur du roman d'apprentissage et du roman picaresque contemporains.

C'est la manière élégante que John Boyne a de reconnaître sa dette à la littérature en général et au roman en particulier qui reste, malgré toutes les tentatives de déconstruction du genre, le meilleur moyen de dire le temps qui passe, l'amour, les intermittences du cœur et de l'histoire, bref de nous proposer un moyen de découvrir l'usage du monde à la façon d'Ulysse, que ce soit celui d'Homère ou de son successeur le plus évident, James Joyce, un Irlandais, comme de juste... •



John Boyne, *Les Fureurs invisibles du cœur* (traduction de l'anglais de Sophie Aslanides), JC Lattès, 2018.

IL ÉTAIT UNE FOIS LE WESTERN ŒDIPIEN

Par Alain Nueil



Les Frères Sisters, Jacques Audiard, 2018.

Malgré sa beauté stylistique, le nouveau film de Jacques Audiard, *Les Frères Sisters*, rate le coche. Le western, genre viril et optimiste par excellence, ne saurait se satisfaire d'une vulgate freudienne qui amène les deux héros à tuer leur père avant de rejoindre leur mère. Critique d'une œuvre régressive.

Dès les premières images des *Frères Sisters*, on se pose la question : où nous mène le film, où nous mènent ces furieuses chevauchées dans des paysages splendides ? Les chevaux et leurs cavaliers sont filmés de face, ce qui leur donne une fière allure de *condottieri* de la Renaissance italienne. Les images de Benoît Debie et le parti pris de clair-obscur de la plupart des scènes donnent une forte unité stylistique au film, et il n'est pas question de marchander sur ce point notre admiration. La deuxième question qui vient à l'esprit est : où est la femme ? Car il y en a toujours une dans les westerns classiques, soutien et récompense du héros, comme Grace Kelly pour Gary Cooper dans *Le train sifflera trois fois*.

La réponse à ces deux interrogations est la même, elle survient à la fin du film et elle est très déconcertante. À mon humble avis, elle classe le film d'Audiard parmi

ces néo-westerns qui ont la couleur et l'odeur des vrais, mais à qui il manque pourtant l'essentiel. Le western n'est pas un genre macho et antiféministe, c'est un genre voué à la gloire de la Bonne Virilité, ce qui est tout différent. La Bonne Virilité vient au secours de la veuve et de l'orphelin, elle établit la Loi (d'essence masculine selon Freud), elle fonde la famille, elle fonde la ville, elle civilise, elle écarte le mauvais sauvage ou le transforme en bon sauvage, comme la jeune Indienne recueillie par la famille blanche dans *Le Vent de la plaine* et jouée par Audrey Hepburn à une époque où le concept loufoque d'appropriation culturelle n'existait pas. Théorème de Nueil : un vrai western se termine en ouverture, ouverture sur l'avenir, sur le bonheur, sur la paix. *Jeremiah Johnson* s'arrête quand le héros éponyme fait la paix avec les Indiens des hautes terres. Du *Train sifflera trois fois* à *Johnny Guitare* en passant par *La Rivière sans retour*, d'innombrables westerns se terminent par la fondation d'un couple et d'une famille. Autre façon de formuler le théorème de Nueil : l'essence du western, c'est d'être optimiste, comme l'Amérique que nous aimons. On doit sortir de la salle ragaillardi, prêt à affronter les méchants, à libérer les opprimés, à partir pour l'Ouest, c'est-à-dire à épanouir nos possibilités. Le western est une morale autant qu'un genre cinématographique.

Eli et Charlie, les frères tueurs des *Frères Sisters*, représentent parfaitement la Mauvaise Virilité, celle qui boit, court les bordels et tue sans états d'âme. Ils tuent Mayfield, la femme phallique qui a fondé et dirige toute une ville et représente la Mauvaise Féminité. Cette créature qui a un peu l'air d'une transsexuelle est à supprimer pour faire place à la Bonne Féminité, qui apparaîtra à la fin de l'histoire. Chose étrange, l'oxymore amusant du titre ne sert à rien dans l'histoire, n'est jamais explicité. Dans les grandes œuvres, le titre est toujours signifiant. À la fin du film, ce n'est pas la féminité cachée des *Frères Sisters* qui se découvre, c'est quelque chose de parfaitement différent. Les autres personnages, Morris le détective et Warm le chimiste-chercheur d'or, forment un couple ambigu. Le premier était chargé de repérer le second pour que les frères Sisters, tueurs à gages, l'abattent. Mais les deux hommes deviennent amis, et même des confidents proches qui décident de participer ensemble à la ruée vers l'or. Ils plantent leur petite tente blanche au bord d'une rivière aurifère et on guette le moment où les deux amis vont franchir les bornes de l'amitié par une nuit froide et secouer violemment la toile de leur abri.

Tout se passe comme si, pour les metteurs en scène, comme pour les spectateurs, Jake Gyllenhaal n'était jamais sorti du rôle qui l'a rendu célèbre dans le *Secret de Brokeback Mountain*. Un grand film au demeurant, mais avec une fin beaucoup trop cafardeuse pour mériter le label western. Si l'homosexualité avait été admise à l'époque de John Ford, celui-ci aurait tourné un film magnifique avec des embrassades à bouche-que-veux-

tu entre John Wayne et Jack Palance et une fin ouverte où les deux héros auraient créé un grand ranch d'élevage et une nichée d'enfants souriants grâce à la GPA, qui ne pose pas de problèmes aux États-Unis.

Vers où galopaient Eli et Charlie Sisters au commencement du film ? Vers une rédemption morale, évidemment. Ils vont changer peu à peu, Eli a dès le début l'étoffe d'un brave homme, ce dont se moque souvent son cadet. Charlie est beaucoup plus dur, il a tué leur père pendant son adolescence, Audiard connaît la vulgate freudienne comme tout un chacun aujourd'hui. Il n'échappera à la violence que par une castration en bonne et due forme, l'amputation de son bras droit, c'est-à-dire de la main qui lui permettait de tuer (coucou Sigmund !). Le Commodore, commanditaire de leurs meurtres (le Diable, le Mal absolu) étant mort, ils n'ont plus à le tuer et ils galopent, galopent, mais vers où galopent-ils ? Vers Maman, qui les reçoit dans ses bras après un petit moment d'hésitation bien compréhensible. Le dernier plan est sidérant tellement il est plan-plan. La caméra fait un long travelling dans une chambre, remonte des jambes, un torse, et s'arrête sur le visage d'Eli éclairé par un beau sourire de bébé endormi. Prodigeux ! Jacques Audiard a inventé le western avec *regressio ad uterum*, c'est-à-dire fermeture totale et absence d'avenir, c'est-à-dire un parfait non-western.

Si j'étais Trump, je laisserais tomber ma guerre commerciale avec la Chine et je prendrais une décision beaucoup plus symbolique, j'interdirais aux non-Américains de tourner des westerns. Réflexion faite, je l'interdirais aussi aux Américains. Le récent *Hostiles* de l'Américain Scott Cooper est un navet pompeux qui a été célébré par la critique parce qu'il coche toutes les cases du politiquement correct en vigueur dans les universités américaines. Et si j'étais le blond à la houppette, je déclarerais hautement que le western est un genre désormais clos, à ne pas reprendre sous peine de longues années de prison. Voltaire a écrit toute sa vie des tragédies raciniennes que personne ne lit plus depuis longtemps. Dans tous les domaines de l'art, il y a ainsi des genres qui sont tellement liés à leur période d'apparition que les répéter aujourd'hui est grotesque. Les châteaux de la Loire sont liés au printemps de la monarchie française au XVI^e siècle ; qui aurait l'idée d'en bâtir un autre aujourd'hui ? Le *bel canto* est lié au XIX^e siècle italien, à son romantisme et à son patriotisme ; qui voudrait refaire du Verdi aujourd'hui ? Le western est lié à l'époque d'un Occident fier et sûr de lui, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. En revanche, la tragédie grecque semble une matrice inépuisable. Pas de règles en histoire de l'art, rien que des exceptions. •



Les Frères Sisters, de Jacques Audiard, déjà en salles.

Date limite
31 DÉCEMBRE 2018
pour une déduction de
vos impôts 2018

CAUSEUR

A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN Faites un don...

À quoi
ressemblerait un paysage
médiatique dans lequel il serait
impossible de débattre de certains
sujets ou avec certaines personnalités ?

Causeur s'efforce de porter une parole vive,
éventuellement polémique, mais toujours constructive.
Pour poursuivre notre croissance et développer notre
notoriété, nous avons besoin de votre soutien
financier.

À quoi vont servir les dons ?

- Recruter de nouveaux journalistes
- Développer la notoriété du magazine
- Améliorer le site internet et l'application mobile
- Promouvoir les ventes en kiosque

Comment ça marche ?

Pour faire un don par internet

Rendez-vous sur
www.okpal.com/causeur

Causeur est adhérent de l'association « J'aime l'info »
qui permet aux médias de recueillir des dons.

Ce don est déductible de votre impôt sur le revenu à hauteur
de 66% si vous êtes un particulier et 60% si vous êtes une
entreprise.

Pour votre déclaration d'impôt, une attestation de dons vous
sera adressée par l'association « J'aime l'info » en mars 2019.

Merci de votre soutien.

Exemple pour un particulier

Montant du don	Coût réel après déduction d'impôt
-------------------	--------------------------------------

50 €	→ 17 €
100 €	→ 34 €
200 €	→ 68 €
500 €	→ 170 €

*Les frais de gestion prélevés par l'association « J'aime l'info » étant moins importants
pour un don par internet (5 %) que pour un don par chèque (8 % + 10 €), merci de
privilégier le don par internet.*

Don par chèque

Montant de mon don : €

1. Chèque à libeller à l'ordre de : **J'aime
l'info/ causeur**

2. Remplissez le coupon ci-contre et
envoyez-le avec votre chèque à **Causeur,
32 rue du Fbg Poissonnière 75010 PARIS**

Nom : Prénom

Adresse :

Code Postal : |_|_|_|_|_| Ville :

Courriel :@

Tél. :

Les données recueillies sont nécessaires au traitement de votre don et à l'émission de votre reçu fiscal.

AMIEL, VIVE LE SUISSE LIBRE !

Par Jérôme Leroy

Notre ami Roland Jaccard publie *Les Derniers Jours d'Henri-Frédéric Amiel*, un roman élégant et mélancolique sur la figure méconnue d'Henri-Frédéric Amiel (1821-1881), qu'il fait parler sur son lit de mort. Ce professeur de philosophie à l'université de Genève est entré dans la postérité comme l'auteur d'un monstrueux journal intime qui a inspiré Pessoa, Tolstoï ou Cioran.

Notre cher Roland Jaccard est décidément un bien étrange nihiliste, lui qui a si souvent écrit sur l'inconvénient d'être né : il a le goût de la transmission. Ne lui dites pas, cela pourrait achever de le désespérer. Sinon, comment expliquer qu'il ait consacré un roman élégant et mélancolique à la figure méconnue d'Henri-Frédéric Amiel (1821-1881) qui passa l'essentiel de sa vie, célibataire, à enseigner la philosophie à l'université de Genève. Amiel est surtout l'auteur d'un véritable monstre littéraire, un journal intime de 17 000 pages dont la découverte posthume a fait de lui la référence d'écrivains aussi divers que Pessoa, Tolstoï, Anaïs Nin ou Cioran, le maître et ami de Roland.

Dans *Les Derniers Jours d'Henri-Frédéric Amiel*, Roland fait parler notre diariste suisse sur son lit de mort : « *S'il fallait une preuve supplémentaire de la gravité de mon état, ce sont les gâteries qui m'arrivent de tous les côtés. On ne dorlote que les mourants.* » Amiel a écrit sur lui-même de manière monomaniaque en oubliant de vivre. C'est ennuyeux, on a forcément l'impression d'avoir raté quelque chose, mais quoi ? Les femmes ? Parlons-en, des femmes : « *Faut-il que les femmes deviennent folles pour que nous les comprenions vraiment ?* » se demande Amiel, qui aura pourtant passé son existence à les séduire et à ne jamais consommer, ou presque. Il a

un rapport pour le moins ambigu au « *triangle sacré* » comme il nomme le sexe féminin dans lequel il voit la forme d'une tête de mort : fascination et dégoût, mais pas à cause d'une homosexualité latente. Plutôt d'une impuissance créée par cette obscénité qui consisterait à donner la vie dans ce monde-là. C'est Éros et Thanatos avant Freud, mais avec Thanatos qui gagne le match de l'Inconscient, cet inconscient dont on trouve la première mention, au sens que lui donnera la psychanalyse, dans le *Journal* d'Amiel.

On comprend ce qui a pu plaire à Roland, qui raconte à un train d'enfer la jeunesse d'un Amiel qui parcourt l'Europe du XIX^e siècle, de Berlin à Paris : exaltation intellectuelle et géographique pour mieux fuir quelques traumatismes fondateurs. Le père de Roland, comme celui d'Amiel, s'est suicidé. Amiel aurait pu oublier avec sa cousine Cécile, surdouée sensible de 15 ans, mais elle aussi se suicide. Il est poursuivi toute sa vie par ce fantôme d'amour : toutes les autres femmes le désespèrent parce qu'elles vieillissent et que disparaît avec l'âge une certaine aptitude à l'enchantement propre aux adolescentes. Or, seul cet enchantement pourrait justifier le monde qu'Amiel voit toujours comme une anti-chambre de la mort. Roland imagine que vers 40 ans, il rencontre une certaine Marie lors de ses conférences. Cette jeune veuve, douce et érudite, doit avoir de surcroît de belles cuisses puisqu'elle est de Lausanne et que selon un dicton local, Lausanne et ses collines musclent vite les jolies marcheuses. Marie donne tout, elle prépare même des tisanes, c'est dire. Égotiste désabusé, qui a attrapé le virus Schopenhauer pendant ses études, Amiel refuse encore une fois ce qu'on lui donne.

Complaisant et sincère, capable de s'extasier sur une silhouette féminine qui se déshabille derrière une fenêtre parisienne, mais pour mieux y voir un futur cadavre, Amiel ne se réconcilie avec lui-même que dans l'écriture. Certains trouveront que c'est cher payé, même pour 17 000 pages de *Journal*. D'autres, comme Roland, que c'est un prix justifié avant que tout ne s'obscurcisse. •



Roland Jaccard,
*Les Derniers Jours
d'Henri-Frédéric
Amiel*, Serge Safran
éditeur, 2018.

TANT QU'IL Y AURA DES FILMS

Par Jean Chauvet

« Le critique de cinéma, c'est l'inspecteur des travaux finis », disait François Truffaut. Chaque mois, Jean Chauvet parlera des chantiers en cours.

Ah ?... Ça ira !

Un peuple et son roi, Pierre Schoeller, en salles le 26 septembre 2018.

On pouvait légitimement être inquiet. S'il est bien un événement de notre histoire nationale que le cinéma français et étranger a plutôt maltraité depuis 1895, ce sont bien la Révolution française et ses différentes étapes. Entre un Renoir dont le projet très à gauche, puisque financé par la CGT et le PCF, aboutit finalement à un film sans grande saveur (*La Marseillaise*) et un Guitry dont le compteur anecdotique reste symboliquement bloqué sur la royauté et son lieu d'exercice (*Si Versailles m'était conté*), entre le ci-devant Philippe de Broca, qui fait coup double avec une comédie réac, mais plaisante à suivre (*Les Mariés de l'An II*), et un gros gâteau vendéen assez ridicule (*Chouans !*), et l'ex-camarade polonais Wajda, qui ne mesure pas bien le mal qu'il fait à Walesa en le comparant de facto au corrompu Danton face à Robespierre (*Danton*) – et dont le parallèle avec Jaruzelski ne tient en définitive qu'à travers le recours à des lunettes qui font écran, cerclées pour le premier et fumées pour le second –, on en passe et des pires. Rarement des meilleurs, avec une petite tendresse coupable pour le film d'Ettore Scola, *La Nuit de Varennes*, description nostalgique d'un monde qui se meurt, figuré par le génial Mastroianni en Casanova vieillissant, tendance Arthur Schnitzler, et le non moins parfait Jean-Louis Barrault en Nicolas Réty de la Bretonne. Mais, quoi qu'il en soit, le compte et le

conte n'y étaient pas : un film qui, tout en respectant le réel, accepterait de figurer la légende. Autrement dit, un film qui prendrait à bras le corps l'Histoire et ses démons tout en faisant du cinéma, donc du spectacle.

C'est précisément parce que ce pari est profondément stimulant pour un cinéaste qu'on se disait naïvement que le 7^e art aurait pu s'emparer de 1789 et de sa suite avec plus d'allant et de passion. Mais non, puisqu'il aura fallu attendre 2018 et le nouveau film de Pierre Schoeller, *Un peuple et son roi*, pour découvrir un film très souvent à la hauteur de cet enjeu. Rappelons pour mémoire que le précédent film du citoyen-cinéaste Schoeller s'appelait *L'Exercice de l'État*, l'un des rares films français qui « décrive », sans la caricaturer, la vie de cabinet ministériel. En passant la vitesse supérieure, pour s'attaquer à un événement historique fondateur, Schoeller a réussi son pari. S'ouvrant sur une superbe scène, avec le roi dans un rituel religieux qui se veut intemporel, et se terminant sur la définitive séparation en deux du corps de Louis Capet, un certain 21 janvier 1793 sur la place dite alors de la « Révolution », à Paris, le film place ainsi en son centre allégorique la figure du camp d'en face. Dans la première scène, seuls des enfants dudit peuple font face au monarque confit en humilité dévote et l'un d'eux d'un mot cruel annonce la suite. Dans l'autre, le roi sur son échafaud est entouré par la foule de son peuple, bien décidé à tourner la page.

On sait gré à Schoeller de ne pas évacuer l'idée même de « scènes historiques », qui sont comme des moments de bravoure cinématographique, souvent réussis dans le film. Comme on lui est reconnaissant d'en « inventer » d'autres, à l'instar de cette découverte de la lumière du soleil (et des Lumières évidemment) par les petits artisans des faubourgs qui jouxtent la masse noire de la Bastille, laquelle jusqu'à présent, et avant sa méticuleuse destruction pierre par pierre, leur cachait tout simplement la clarté du jour. D'aucuns pourront juger la métaphore grossière. Elle l'est d'autant moins que la prise de cette prison quasi déserte est précisément la quintessence de ces moments qui sont des sommets d'ambiguïté durant lesquels tout se passe sans que rien ne change, comme on dit dans *Le Guépard*. Ainsi va le beau film de Pierre Schoeller, dont l'exigence artistique et le souffle indéniable tranchent avec certaines productions françaises



Un peuple et son roi, Pierre Schoeller, 2018.

qui prennent leurs spectateurs potentiels pour des moins que rien. Alors certes, il ne s'agit pas en deux heures seulement de « raconter » la Révolution française. On est en sortant frustré et de Valmy et de *La Marseillaise*, tous deux absents ; et, pour n'évoquer qu'eux, on peut également être irrité par le petit tribut apporté à l'air du temps, avec une valorisation du rôle des femmes, tout en donnant acte au réalisateur qu'il ne cite heureusement ni Théroigne de Méricourt ni Olympe de Gouges à une époque où, si l'on en croit certains manuels scolaires, elles seraient à elles seules l'esprit de 89 ! Et l'on retient bien plus le soin accordé à l'image, qui fait ressembler certaines scènes d'intérieur à des tableaux de Georges de La Tour, ainsi que la réussite des dialogues et, globalement, l'« équilibre » du propos qui renvoie Furet et ses thuriféraires à leurs caricatures, sans tomber pour autant dans un aveuglement aussi enthousiaste qu'anachronique. Décidément, la Révolution vue par Schoeller, ah ! ça ira, ça ira, ça ira, refrain et couplets. •



Un peuple et son roi,
de Pierre Schoeller.

Prise d'otages à Beyrouth

***Capharnaüm*, Nadine Labaki, en salles
le 3 octobre 2018.**



Capharnaüm, Nadine Labaki, 2018.

On devrait créer à Cannes, aux César et ailleurs le « Prix de la meilleure prise d'otages émotionnelle ou du meilleur protocole compassionnel ». Serait ainsi récompensé un film parfaitement insupportable, parce que manipulant son spectateur avec des ficelles que des esprits radicaux pourraient qualifier de « dégueulasses », comme on dit chez Godard. Le jury cannois 2018 s'est donc lourdement trompé d'intitulé en remettant au film de la cinéaste libanaise Nadine Labaki le Prix spécial du jury pour son *Capharnaüm*. On sait que ce dernier mot vient du nom de la ville judéenne, au bord du lac de Tibériade, où Jésus fut assailli par une foule de malades en tout genre. Et les maux plus terribles les uns que les

autres, Labaki adore ça : son film n'est pas fondé sur un scénario, mais sur un lamento destiné à faire naître un torrent lacrymal obligé. Le point de départ est à la hauteur de cette entreprise : un enfant de 12 ans attaque ses parents en justice pour lui avoir donné la vie. C'est cette roublardise qui préside à l'ensemble de la destinée narrative du film. Jusqu'à créer un suspense sur un enfant maltraité et ainsi de suite. En mettant les âmes sensibles de son côté d'entrée de jeu, Labaki ne laisse la place ni pour le cinéma (le film n'est qu'une machine à produire des larmes) ni a fortiori pour la complexité. La seule question qui vaille : est-il raisonnable de faire payer des spectateurs pour leur asséner un tel discours moralisateur ? •



Capharnaüm, de
Nadine Labaki.

De guerre lasse

***Nos batailles*, Guillaume Senez, en salles
le 3 octobre.**

Sans que cela soit un propos délibéré, le film de Guillaume Senez vient heureusement se placer en contrepoint réussi du désastreux *En guerre*, de Stéphane Brizé. À bien y réfléchir, tout ou presque oppose ces deux films qui ont pourtant en commun de vouloir prendre à bras-le-corps le climat social hexagonal avec ses fermetures d'usine, ses réductions d'effectifs sauvages et son « management » méprisant. Mais quand Brizé nous impose Vincent Lindon version « Christ aux outrages », entouré d'une foule d'acteurs non professionnels (c'est Jésus et le club théâtre local), Senez prend le parti de la fiction en confiant à un impeccable et sidérant Romain Duris le rôle de l'OS en colère dans son usine et en galère dans sa famille. Là où Brizé ne recule devant aucune outrance pour s'assurer de son flanc gauche, Senez considère la réalité sous ses jours mélangés et ne fait pas de son film un banal tract syndical ou le couplet d'une chanson d'un Déroulède qui serait devenu marxiste. Chez le premier, on filme un suicide « en direct », sous le couvert facile du téléphone mobile, devenu la tarte à la crème et l'alibi parfait des faiseurs d'image qui ne... réfléchissent pas. Chez le second, on ne montre pas le suicide, on l'évoque, bref, on ne filme pas tout, tout le temps et n'importe comment. *Nos batailles* mêle avec bonheur le très intime et le très collectif. En ce sens, il fait œuvre utile, c'est aussi ce qu'on peut attendre d'un film dès lors qu'il traite ses spectateurs en adultes. •



Nos batailles, de
Guillaume Senez.

PICHONNEAU CORBEAU

Par Patrice Jean

Rimbaud écrivait : « Il faut être absolument moderne. » Eh bien, Jean-Michel Pichonneau le pense aussi. Réussira-t-il ? On le découvrira au gré de ses exploits relatés chaque mois dans *Causeur*.



Q u'auriez-vous fait à sa place ? C'est facile de critiquer, à l'aise Blaise, tranquille Émile, dans son fauteuil, bien au chaud, bien protégé contre la gangrène, très très loin du danger. J'entends les sycophantes et les persifleurs se gausser de Pichonneau : il aurait, à les écouter, dénoncé son voisin ! À les en croire, La Piche serait un délateur, un mouchard, un corbeau ! Ça me fait bien rire ! Comme si cet homme toujours prêt à donner la petite pièce au SDF et sans cesse préoccupé par les malheurs du monde – que dis-je « préoccupé » ? disons plutôt « meurtri » et « blessé » par l'incessante disgrâce des plus pauvres –, comme si ce Pichonneau sensible et concerné était, dites-vous, un corbeau ?

Restons sérieux : qui pourfend les dérives du machisme sitôt qu'elles affleurent à la surface d'une conversation, n'hésitant pas à remettre à sa place l'auteur d'une blague salace ? Qui a pleuré, le 12 août 2018, devant son poste de télévision en regardant un reportage sur les bidonvilles de Rio de Janeiro ? Qui est abonné, depuis l'âge de 19 ans, au *Monde diplo* et à *Télérama* ? Et qui s'est exclamé, chez sa belle-mère, juste

avant le flan aux pruneaux, « *tant qu'il y aura des miséreux, je me considère en guerre contre le monde !* » ?

J'attends la réponse... On n'ose plus rien dire... Eh oui, c'est Jean-Michel Pichonneau ! Ah ah ah !

Pichonneau corbeau, quelle blague ! Qu'auriez-vous fait à la place de Pichonneau – je repose la question ? Soyez honnête : vous auriez suivi le même chemin, celui que tout honnête homme emprunte quand bien même le sentier serait étroit, bordé de crevasses, de gouffres, de pics affûtés comme des lames de couteau. Pichonneau n'a pas hésité, sa main n'a pas tremblé : il a fait son devoir. Admirable Pichonneau !

Un cœur noble n'avait pas le moyen de faire autrement. Si votre voisin, quel qu'il soit, même sympathique et prévenant – même s'il vous a rendu service en réparant votre évier bouché, en conduisant votre Pichonnette chez le médecin, en arrosant vos plantes au mois d'août, en donnant des croquettes à Maya pendant votre absence, en vous aidant à porter vos cartons le jour de votre emménagement, en vous prêtant

des livres, en vous invitant pour regarder des matchs de foot les soirs où votre télé faisait la gueule –, si ce voisin, donc, est abonné à *Éléments* ou à *Causeur*, un cœur pur n'hésite pas une seconde : il le dénonce aux flics illico presto. Ce voisin aurait-il lu *Le Figaro*, admettons qu'un honnête homme pouvait garder par-devers lui sa lettre de dénonciation : tous les lecteurs de ce journal ne sont pas des fascistes. Ô bien sûr, la majorité des abonnés à ce torchon sont des suspects en suspens, de la graine de dominant, de la race d'exploitants. Mais s'il s'agit de *Valeurs actuelles* ? (Car Pichonneau a remarqué également, après le passage du facteur, l'hebdomadaire dans la boîte à lettres.) Et pourtant Pichonneau ne s'est pas précipité tout de suite pour écrire sa lettre citoyenne, non, il a d'abord mené son enquête : une erreur judiciaire est chose grave et vilaine, je me souviens de ses scrupules, il s'en était ouvert à moi, sans fard, avec une exigence d'exactitude qui l'honore : « *Imagine, m'avait-il dit, que mon voisin ne soit pas de droite ? Qui sait, peut-être étudie-t-il les nouveaux courants de la droite moderne, pour un travail sociologique, ce qui l'oblige à lire des journaux infâmes ?...* »

Merveilleux Pichonneau ! Comme il faut être bon pour refuser de voir la noirceur de l'âme humaine ! Pichonneau, si juste, si magnanime, n'arrivait pas à croire que ce voisin chez qui il avait passé de délicieuses soirées fût abonné à *Valeurs actuelles* ! Chez des gens comme La Piche, la bienveillance l'emporte sur la suspicion, et ils préfèrent supposer chez l'Autre une bonté qui n'est au fond que la projection de leur propre générosité.

C'est pourquoi, tous les matins, il s'arrangeait pour descendre dans le hall de façon à surveiller les revues et les journaux reçus par le suspect ; tous les jours, il a cherché, sur Google, des informations confirmant ou infirmant ses soupçons. Ah, il ne s'est pas ménagé, La Piche ! Il est même allé au lycée où travaille son voisin (comme professeur de philosophie) pour en savoir un peu plus. Et, à chaque fois, il a récolté des nouvelles inquiétantes. Il aurait pu envoyer sa lettre depuis longtemps, c'est moi qui vous le dis ! Sa bonté et son amour de la vérité le retenaient : « *Non, disait-il, il y a encore une chance pour que Bruno (le voisin) ne soit pas un chien... et cette chance, je refuse de la laisser passer, d'abord pour moi, mais surtout pour lui. Je suis prêt à attendre le temps qu'il faudra...* »

Et il a attendu pendant trois semaines.

Alors, il a pris son courage à deux mains, il s'est assis derrière son bureau, puis il a découpé des lettres dans *Libération* avant de les coller sur une grande feuille blanche. L'opération terminée, il a glissé dans une enveloppe la lettre anonyme et bienfaitrice (en prenant soin de la tenir avec des gants).

Trois jours plus tard, les gendarmes sont venus sonner à la porte de Bruno. Pichonneau, derrière ses rideaux, a aperçu Bruno Pelletier, menotté, conduit dans un fourgon par deux représentants de la maréchaussée. Pauvre Pichonneau, je l'entends encore : « *Ah, comme je suis triste pour Bruno ! Et pour sa femme, et pour sa famille !* » Croyez-moi si vous voulez, mais La Piche a un cœur si gros qu'on y trouve encore de la place pour les criminels !

Quand Bruno, le lendemain, revint chez lui, Pichonneau n'en crut pas ses yeux : n'avait-il pas, en sus des accusations relatives à *Éléments*, *VA* et *Causeur*, complété le portrait de Bruno en sous-entendant que ce dernier cachait des photos pédophiliques dans son disque dur (« *Tu comprends, m'avait-il avoué, la police est tellement laxiste qu'il fallait pimenter mon accusation pour qu'ils daignent se déplacer* ») ? L'affaire en resta là. Pourtant, Bruno Pelletier, travaillé par le ressentiment, fit courir la rumeur selon quoi Pichonneau était un corbeau : incapable de comprendre la main tendue par La Piche, Pelletier a sali la réputation de Jean-Michel Pichonneau.

Ce dernier en fut vraiment meurtri. Cet ignoble voisin, au lieu de le remercier humblement d'avoir tenté de le sortir des impasses réactionnaires, se complait à insinuer que Pichonneau n'est qu'un vil délateur, alors que tout le monde le sait, un délateur est un mec de droite, bas du front, antisémite et, généralement, affublé d'une moustache ! Et Pichonneau – je peux en attester –, depuis ses séances chez coach Lepage, lit *Télérama* et *Libération*, vote pour les partis progressistes et est abonné à Mediapart : il est totalement impossible, ce faisant, qu'il soit un corbeau.

Non, monsieur Bruno Pelletier, Pichonneau n'est pas un corbeau, c'est une conscience citoyenne, un lanceur d'alerte. Une belle personne ! •



LES CARNETS DE ROLAND JACCARD

NOTES D'UN MAUVAIS COUCHEUR



Un pressentiment : je n'aurais pas été attiré par Jésus. Je lui aurais préféré Ponce Pilate. Ou Judas.

Toutes les femmes prétendent être de la porcelaine, alors qu'elles sont pour la plupart des brutes avides de jouir à nos dépens.

J'aspire à me jeter hors du temps et je me retrouve sous ma couette.

Le venin antisémite coule dans les veines de la France. N'est-elle pas la fille aînée de l'Église catholique ? On y cultive les médailles miraculeuses pour mieux se voiler la face.

De tous les délires mystiques nés au Proche-Orient, aucun ne me répugne autant que l'islam. Allez savoir pourquoi !

Je sais qu'il y a en moi assez d'étoffe pour faire un renégat. Ne m'inspire que ce que je rejette. Ou qui pourrait m'arracher à ma torpeur.

Jean Ziegler : le plus grand arnaqueur que la Suisse ait jamais engendré. Mais si sympathique par ailleurs. J'espère seulement qu'il continue à soutenir son ami Ramadan.

Le principe de précaution n'a jamais protégé personne. En revanche, il a pourri la vie de tout le monde.

Priver une génération de guerre, c'est l'inciter à se suicider ou l'enfermer dans une camisole de force. Avec les meilleures intentions du monde.

Pourquoi ne peut-on plus manger des « têtes-de-nègre » ? Certains Africains étaient bien des cannibales. On raconte qu'ils ont même laissé la vie sauve à un Vaudois parce qu'il sentait trop le Dézaley.

Faut-il que les femmes soient cruches pour avoir brandi comme étendard *Le Deuxième Sexe*, de Simone de Beauvoir, ce pensum pontifiant ? Je n'ai jamais rencontré un homme, même sartrien, qui soit parvenu à en achever la lecture.

Je lis dans un livre publié au milieu du siècle dernier : « *Les Arabes tournent autour de tout ce qui a un vagin comme un essaim de mouches autour d'une charogne.* » L'auteur de ces lignes se retrouverait au tribunal aujourd'hui.

Nous ne vivons plus au milieu d'esclaves, mais





d'employés. On les habille de noir et on leur accorde parfois l'honneur d'un numéro ou la gloire d'un titre, puis sur un caprice on les jette à la rue, car le garde-chiourme et le parvenu ont ceci de commun qu'ils se croient tous deux puissants de leur cruauté ou de leur argent.

N'étant même plus conscient des bassesses que nous avons accumulées, le communisme est amené à disparaître. Faut-il le déplorer ou s'en féliciter ?

Si pour Céline, l'amour est l'infini à la portée des caniches, pour Cioran, la mort est le sublime à la portée de chacun. Préméditée, elle a encore plus de panache.

Il arrive que la vie soit belle. J'ai envie d'ajouter : dommage !

Rien n'est plus confortable que la représentation de la femme. Rien n'est plus insupportable que sa présence.

Je voulais être psychiatre. Non pour entrer dans des cerveaux bousillés, mais pour avoir la certitude que je ne serai d'aucune aide à qui que ce soit et que personne ne me le reprochera.

L'Occident a cru se grandir en vouant un culte à la Victime. Résultat : il s'est affaissé.

Cracher sur sa vie est trop facile. Il vaut mieux s'en désolidariser.

Je me souviens de cet ami qui me disait : si tu veux un ami, achète un chien !

Freud considérait ses patients comme de la racaille. Le mieux, professait-il, est de les mettre sur un bateau et de les expédier au bout du monde. Tous les psychiatres aboutissent à la même conclusion. Mais ils ne l'avoueront jamais.

La stérilité d'une femme est ce qui la sauve à mes yeux : elle accélère la marche vers la fin des temps. L'auto-extinction de l'humanité est l'idéal des âmes charitables.

J'ai cru que j'avais une bonne mémoire, alors que je ne faisais que ressasser le passé. Il m'est vite apparu que je ne n'étais pas le seul.

Ne jamais confondre les somnifères et les laxatifs, surtout quand on a décidé de se suicider et qu'on se trouve pris d'une violente diarrhée qui vous rendra encore plus évidente la misère de la condition humaine au point de vous dissuader de récidiver.

Il faut vraiment avoir beaucoup de délire en soi pour persévérer dans l'existence et peu de jugeote. De là à en tirer la conclusion...

Il fut un temps pas si lointain où l'on pouvait gifler une fille, je parle d'expérience, et elle tombait dans vos bras. Maintenant, elle va droit au commissariat.

Dès lors qu'on a libéré la parole des femmes, on a pu vérifier qu'elles n'avaient rien à dire, à part leur sempiternel lamento. •



PRÉNOM DE NOM

Plus que le critique, le comédien, le musicien et le danseur,
c'est l'ouvreuse qui passe sa vie dans les salles de spectacle.
Laissons donc sa petite lampe éclairer notre lanterne !



Éric : prénom scandinave d'origine protogermanique – de *ainaz*, « un seul », et *rikaz*, « chef ». Hapsatou peut remercier le Seul Chef. Jusqu'au 18 septembre, son prénom n'était que le soleil des plateaux. Depuis qu'Éric, renfourchant un vieux dada, a taquiné Hapsatou, les voilà gagnante-gagnant. Hapsatou superstar et *Destin français* best-seller : 11 000 cierges à saint Média !

Tant de bousin à l'écran et sur la toile que la glose a noyé la chose. Le prénom. Autrefois, dit Éric, on se prénommaient Johann à Berlin, John à Londres, Giovanni à Rome, Juan à Madrid, Ivan à Moscou, Yannis à Athènes et Corinne à Paris. Et alors ? C'est pas vrai ? Le premier compositeur adulé dans notre pays se prénommaient Giovanni Battista. Né à Florence, il plut à Louis XIV qui le chargea d'un projet politique supercostaud : imposer l'opéra français dans une Europe soumise à l'opéra italien. Par jugeote et par stratégie, le Roi-Soleil a couronné un Italien champion de l'art national. Ainsi Giovanni Battista Lulli devint-il Jean-Baptiste Lully. Reconnaisant, le baladin immigré prénomma son aîné Louis.

C'était la règle. La même règle qui a transformé Jacob, fils du juif allemand Isaac Offenbach, en le plus Jacques des Jacques. Ou Fryderyk en Frédéric Chopin. Règle qui s'appliquait encore quand les parents d'Ivo Livi et de Sergio Reggiani fuyaient Mussolini. Sergio est devenu Serge, Ivo Yves Montand. Et ce 9 novembre, nous fêtons tous ensemble les cent ans de la mort de Guglielmo Alberto Wladimiro Alessandro Apollinaire de Kostrowitzky, fils sans père d'une réfugiée lituanienne, né à Rome, intégré à sa France d'adoption au point de devenir un poète fou de sa langue et de s'engager

dans la Grande Guerre avant d'avoir obtenu la nationalité, ayant choisi pour nom son dernier prénom en VO : Guillaume Apollinaire.

Éric regrette ce bon vieux temps. Il a le droit, surtout qu'il ne se cache pas : nostalgique, réac, tout lui va. Mais trouve-t-il vraiment que Raymonde ou Marie-Antoinette seraient mieux portés par Hapsatou qu'Hapsatou ? Et à qui veut-il faire croire que Natalie (avec ou sans hache) est plus heureuse que Natacha ? Le prénom a fait comme le marché, il s'est mondialisé. Pas depuis Mitterrand. Au moins depuis la Libération. Est-ce que Jean-Philippe Smet a attendu la loi de 1993 pour s'adorer en Johnny ? Ou Claude Moine en Eddy Mitchell ? Ou Annie Chancel en Sheila ? Ils rêvaient d'Amérique, ils se la sont injectée par voie nominative. Même avant l'occupation, madame Bouchet et monsieur Lang ont baptisé leur fils Jack, pas Jacques. « *L'Amérique, l'Amérique, si c'est un rêve, je le saurai* », chantait Joe Dassin, qui se prénommaient Joseph.

Eh oui, un rêve. Le prénom est le rêve d'un réel appelé « nom ». Souvenir d'un aïeul, tatouage identitaire, drapeau fantôme, terre promise au Sud ou au Far-Ouest, en Bretagne (et des Maëlis et des Maewenn) ou en Provence (et des Maguelonne et des Magali), à table (Cumin, Pistache) ou au ciel (Nuage, Radar), une agence de voyages où tous les vols seraient gratuits. Enfin ! qu'Éric sèche ses larmes. Nos maires ont empêché des jumeaux de s'appeler Bâbord et Tribord. À Valenciennes, la petite Ella a échappé à Nutella. Et Jamel Debbouze a prénommé son fils Léon. « *Ça m'a valu les foudres de ma communauté. Mais c'est le truc le plus fort que j'aie fait politiquement* », dit Jamel. •

« C'EST NOTRE SALE GOSSE NATIONAL. »

Franz-Olivier Giesbert
Le Point

“Un intellectuel et un écrivain.”
Figaro Magazine

“Eric Zemmour est agaçant
parce qu’il n’a pas toujours tort.”
Valérie Toranian

“Un livre haletant.”
L'Express

“570 pages passionnantes.”
Valeurs Actuelles

“Zemmour aime l’histoire
parce qu’il aime la France.”
Natacha Polony

DÉJÀ
150 000
EXEMPLAIRES

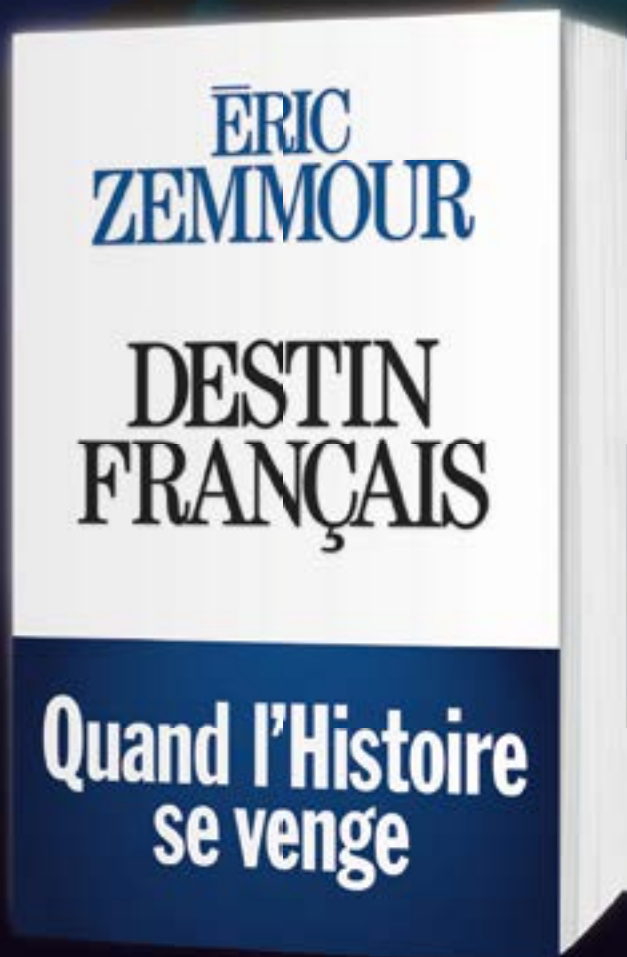


Photo auteur - © Batel / Sipa

Découvrez La boutique VALEURS



OUVERTE 24H/24 • 7 JOURS/7



Rendez-vous sur abo.valeursactuelles.com rubrique "Boutique"

Retrouvez nos rubriques

HORS-SÉRIE

VOYAGES

LIVRES

OBJETS

ACHAT AU NUMÉRO

GASTRONOMIE, VINS &
CHAMPAGNE

Accessible sur smartphone, ordinateur et tablette.